

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune préside la réunion périodique du Conseil des ministres

P. 24

OUVERTURE PROGRESSIVE DES MOSQUÉES

La Commission de la Fatwa appelle au respect strict des protocoles sanitaires

P. 24

MINISTRE DES TRANSPORTS

"Aucune marchandise dangereuse ou matière explosive dans nos ports"

P. 3

ALLEGEMENT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LA PANDEMIE DE COVID-19

Les plages et lieux de détente accessibles à partir de samedi prochain

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a arrêté le dispositif de mise en œuvre de la décision portant "ouverture graduelle et contrôlée des plages, des espaces récréatifs, des lieux de plaisance et de détente, des hôtels, cafés et restaurants", à partir de samedi prochain, dans "le respect des protocoles sanitaires de prévention et de protection" contre la propagation de l'épidémie Covid-19, indique un communiqué des services du Premier ministre. Le communiqué indique que "les citoyens pourront accéder à partir du samedi 15 août 2020 aux plages autorisées et contrôlées, aux lieux de détente et espaces récréatifs et de loisirs dans le respect du dispositif préventif d'accompagnement, qui sera mis en place par les autorités locales"

P. 3 APS



PORTEURS DE PROJETS INNOVANTS

Une cellule d'écoute et de médiation

P. 6

SERVICES PORTUAIRES

Serport lance une plateforme d'échanges numérique

P. 4

SÉISME À MILA

"Relogement de 184 familles sinistrées dans une vingtaine de jours"

P. 24

SANTÉ

**ANÉMIE
Quels signes doivent nous alerter ?**

P. 12-13

F O O T B A L L

ARRÊT DE LA SAISON 2019/2020

La JSK conteste la décision du bureau fédéral de la FAF (avocat)

P. 21



L'avocat Me Larbi Meftah

FACEBOOK

Un réseau de comptes promouvant Trump depuis la Roumanie démantelé

P. 17

MDN

ALGÉRIE-SAHARA OCCIDENTAL
Covid-19 : acheminement d'une cargaison d'aides humanitaires au profit du peuple sahraoui

P. 24

COVID-19

Les citoyens pourront accéder à partir du samedi prochain aux plages autorisées et contrôlées



Les citoyens pourront accéder, à partir du samedi 15 août 2020, aux plages autorisées et contrôlées, aux lieux de détente et espaces récréatifs et de loisirs, et ce, dans le respect des protocoles sanitaires de prévention et de protection contre la propagation de l'épidémie Covid-19, indique samedi un communiqué des services du Premier ministre.

"En application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, données lors de la réunion du Haut conseil de sécurité du 3 août 2020 et au terme des consultations avec le Comité scientifique et l'Autorité sanitaire, le Premier ministre a arrêté le dispositif de mise en œuvre de la décision portant ouverture graduelle et contrôlée des plages, des espaces récréatifs, des lieux de plaisance et de détente, des hôtels, cafés et restaurants et ce, dans le respect des protocoles sanitaires de prévention et de protection contre la propagation de l'épidémie", précise la même source.

Ainsi, "les citoyens pourront accéder à partir du samedi 15 août 2020 aux plages autorisées et contrôlées, aux lieux de détente et espaces récréatifs et de loisirs dans le respect du dispositif préventif d'accompagnement, qui sera mis en place par les autorités locales", note la même source.

SÉISME DE SIDI GILES (TIPAZA)

Aucun dégât, ni pertes en vies humaines enregistrés (Protection civile)



Aucun dégât matériel, ni pertes en vies humaines n'ont été enregistrés dimanche après le séisme, qui a frappé la région de Sidi Ghiles (W. de Tipaza), et qui a été ressenti dans les wilayas limitrophes, indique la protection civile. Des "opérations d'inspection ont été effectuées dans les wilayas où a été ressentie la secousse tellurique", précise la direction générale de la protection civile dans un communiqué.

La même source a ajouté que le séisme a été ressenti dans les wilayas de Tipaza, Chlef, Blida et Alger.

D'une magnitude de 4,3 degrés sur l'échelle ouverte de Richter, il a été enregistré dimanche à 00.00 heures près de la localité de Sidi Ghiles, dans le wilaya de Tipaza, avait annoncé le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre du séisme a été enregistré à 10 km au nord-ouest de Sidi Ghiles, village situé à 7 kilomètres à l'ouest de Cherchell, indique encore le CRAAG.

EL BAYADH

Un mort et trois blessés dans un accident de la route à El Bnou (Protection civile)



Une personne est morte et trois autres ont été blessées à des degrés différents de gravité dans un accident de la route survenu samedi dans la commune d'El Bnou (sud de la wilaya d'El Bayadh), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'accident s'est produit au niveau de la route nationale (RN 118), dans de la commune d'El Bnou, en direction de la wilaya d'Adrar suite au dérapage puis au renversement d'un véhicule, faisant un mort, âgé de 39 ans, et trois autres blessés (une femme de 30 ans et deux enfants âgés de 3 et 5 ans), a-t-on indiqué. Les blessés ont été évacués par les agents de la protection civile à la polyclinique de la commune d'El Bnou et le corps de la victime a été déposé à la morgue de cet établissement.

Les services de la sûreté ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'accident.

ORAN

Arrivée de 263 ressortissants algériens rapatriés de Dubai

Pas moins de 263 ressortissants algériens rapatriés de Dubai (Emirats arabes unis) sont arrivés samedi à l'aéroport international "Ahmed Benbella" d'Oran, a-t-on appris du responsable de la communication à la wilaya. Tahar Ait Ali a indiqué que l'avion a atterri à 3 heures du matin à l'aéroport international d'Oran où les autorités de wilaya ont réuni toutes les conditions d'accueil mobilisant notamment des équipes médicales. Les rapatriés originaires de différentes wilayas du pays ont été accueillis dans de bonnes conditions et ont été ensuite acheminés vers les hôtels "Pacha" et "Assala" où ils passeront une semaine en confinement sanitaire avant de pouvoir regagner leurs domiciles.

L'opération s'inscrit dans le cadre du plan du ministère des Affaires étrangères pour le rapatriement des citoyens algériens de l'étranger qui a permis le retour de centaines jusqu'à l'heure actuelle.

FORÊTS-INCENDIES

Aïn Defla : plus de 2 000 ha de couvert végétal partis en fumée depuis le 1^{er} juin (Conservation des forêts)

Au total, 47 départs de feu ont détruit 2051,25 ha de couvert végétal au niveau de la wilaya de Aïn Defla depuis le 1^{er} juin de l'année en cours à ce jour, a-t-on appris samedi du chargé de communication de la Conservation locale des forêts.

La superficie parcourue par le feu concerne 588,8 ha de forêts, 318,35 ha de maquis broussailles, 536,05 ha de broussailles, 601,05 ha d'arbres fruitiers et vergers appartenant à des privés auxquels s'ajoutent 7 ha inhérents à des projets récents de jeunes plantations, a indiqué Abderahmane Hamrani.

"Des 47 départs de feu recensés durant la période considérée, celui ayant touché récemment la forêt de Aïn N'sour (commune de Aïn Torki, non loin de Miliana (NDLR)) s'est, à lui seul, soldé par la destruction de 1680 ha, soit près de 82 % de la superficie totale détruite", a-t-il observé.

Le même responsable s'est, par ailleurs, félicité de l'élan de solidarité affiché par les citoyens lors de ce drame écologique, lesquels ont approvisionné les éléments de la Conservation des forêts et les pompiers en eau et en vivres.

"En sus de leur participation active à l'opération d'extinction du feu, les riverains ont fait preuve d'un élan de solidarité exceptionnel, nous ramenant eau et vivres, un geste qui nous a mis du baume au cœur, atténuant de notre souffrance face aux gigantesque flammes qui nous menaçaient", a confié M.Hamrani.

DJELFA

Extinction d'un incendie au niveau du groupe "Les moulins de Djelfa"



Les agents de la Protection civile ont réussi, samedi soir, à éteindre un incendie qui s'est déclaré au niveau du groupe industriel "Les moulins de Djelfa", a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la Protection civile.

L'intervention de l'unité principale soutenue par l'unité secondaire et le poste avancé de la ville de Djelfa a permis de circonscire le feu qui s'est déclenché au niveau des armoires électriques de l'entreprise, a indiqué le chargé de l'information auprès de la Protection civile de la wilaya de Djelfa, le lieutenant Abderrahmane Khader.

Pendant, aucune perte humaine n'est à déplorer, mais des dégâts matériels importants ont été enregistrés. Les premiers soins ont été prodigués au gardien, âgé de 37 ans, incommode par la fumée de l'incendie, avant son transfert à l'hôpital du chef lieu de wilaya "Mohad Abdelkader" où il se trouve dans un état stable.

OUARGLA

Plus de 2 300 palmiers ravagés par le feu depuis le début de l'année (Protection civile)



Pas moins de 2.302 palmiers ont été ravagés dans 308 incendies déclenchés durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 juillet derniers à travers la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la Protection civile.

Ces incendies, dus notamment aux fortes chaleurs enregistrées notamment au mois de juillet, ainsi que des actes de malveillance, ont détruit également 4.329 mètres linéaires de brise-vents et 49.930 m² de broussailles, a précisé le chargé de communication à la direction locale de la Protection civile, le lieutenant Mouhieddine Mimouni.

Le manque d'entretien des palmeraies, en plus de l'absence de pistes d'accès facilitant l'intervention des éléments de la protection civile aux foyers d'incendies, sont d'autres facteurs contribuant au déclenchement des incendies de palmeraies, a-t-il ajouté. Pour la maîtrise des incendies, la direction de la Protection civile de la wilaya d'Ouargla a mobilisé d'importants moyens humains et matériels, notamment la mise en place d'une colonne mobile consacrée à la lutte contre les incendies de forêts, a fait savoir M. Mimouni.

Des actions d'information sur la lutte contre les feux de palmeraies sont organisées périodiquement par la protection civile, en collaboration avec d'autres secteurs concernés et la société civile, pour sensibiliser les citoyens sur la vigilance et l'impératif du respect des mesures de sécurité et de précaution, afin de préserver le patrimoine phœnicicole, rappelle-t-on à la direction locale de ce corps constitué.

MINISTRE DES TRANSPORTS

"Il n'y a aucune marchandise dangereuse ou matière explosive dans les ports du pays"

Le ministre des Transports, Lazhar Hani, a assuré samedi à Alger qu'aucune marchandise dangereuse ou matière explosive ne se trouve dans les ports du pays, appelant à l'établissement de statistiques hebdomadaires sur les marchandises saisies et stockées et de rapports détaillés y relatifs à soumettre aux responsables.

Lors d'une visite d'inspection au port d'Alger, M. Hani, qui était accompagné de cadres du ministère et des responsables du port, a affirmé que "l'Algérie a été parmi les premiers pays à interdire la saisie ou le stockage de marchandises dangereuses au niveau des ports", ajoutant que le texte d'interdiction remontait à 1975.

Cette loi "est appliquée de manière stricte au niveau de tous les ports du pays", a souligné le ministre assurant qu'"aucune marchandise dangereuse ne s'y trouve". Dans les années 1980, de sévères sanctions ont été prises à l'encontre de certains responsables de ports, allant jusqu'à l'emprisonnement, pour non-respect des procédures légales en vigueur en la matière, a-t-il rappelé.

"Ce qui s'est passé au port de Beyrouth peut se produire dans n'importe quel autre port, d'où la nécessité de veiller à la stricte application des lois pour éviter pareilles catastrophes", a soutenu M. Hani. Le ministre a également insisté sur la nécessité de "lutter contre les fausses déclarations" de certains importateurs et de trouver les moyens d'y remédier. "Le transport des marchandises dangereuses étant coûteux, cer-



tains s'abstiennent de les déclarer", a-t-il dit.

En ce qui concerne le stockage des marchandises et le séjour des conteneurs au niveau des ports, le premier responsable du secteur a précisé que "les lois sont claires à cet égard: la durée de séjour des conteneurs au niveau du port ne doit pas dépasser 21 jours". "Mais ces délais ne sont pas toujours respectés, ce qui crée des déséquilibres en termes de gestion et de stockage", a-t-il regretté.

M. Hani a insisté, dans ce sens, sur l'importance de "changer les mentalités et d'agir pour adopter une nouvelle méthode de travail", précisant que «toutes les mesures

seront prises pour améliorer la situation». Après avoir écouté les explications des responsables du port et des douanes, le ministre a été informé que 10 % des conteneurs se trouvant actuellement au niveau du port d'Alger avaient dépassé les délais fixés, certains sont bloqués pour fausses déclarations, d'autres en raison de procédures judiciaires, et il existe même des conteneurs abandonnés pour des raisons inconnues, en dépit de leur conformité.

A cet effet, le ministre a instruit les services compétents «d'effectuer des statistiques hebdomadaires des marchandises saisies ou stockées y compris celles faisant l'objet de procédures judiciaires ou aban-

données par leurs propriétaires, et de soumettre les rapports y afférents aux responsables pour examen et régularisation de leur situation».

Après avoir inspecté des marchandises stockées depuis des années, au niveau des entrepôts du port, dont la poudre de lait, des médicaments et des livres, M. Hani a ordonné «leur destruction immédiate», mettant en garde contre la reproduction de telles situations.

«Une poudre de lait stockée depuis 10 ans représente un danger pour la santé publique, il ne faut pas la jeter dans les décharges publiques mais l'incinérer», a souligné M. Hani, ajoutant que «les vieilles marchandises, notamment les produits de consommation, ne doivent pas restées stockées au niveau des ports». A une question sur la réouverture des espaces, maritime et aérien provisoirement à l'arrêt depuis mars dernier, en raison de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, le ministre a écarté l'éventualité de rouvrir les liaisons internationales de transport à l'heure actuelle, soulignant «notre priorité est la lutte contre la pandémie et dès la maîtrise de la situation, nous examinerons cette possibilité».

SÉISMES À MILA

"L'Etat solidaire des citoyens en toute conjoncture"

"L'Etat demeurera solidaire des citoyens en toute conjoncture", a affirmé, samedi au siège de la wilaya, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, au cours d'une réunion de présentation du bilan préliminaire des deux séismes ayant frappé vendredi Mila. Le ministre a affirmé que sa présence dans la wilaya aux côtés des deux ministres des Travaux Publics et des Ressources en Eau, respectivement Farouk Chiali et Arezki Barraki, vise à s'enquérir des dégâts et à transmettre un message rassurant aux familles sinistrées. "Nous suivons, depuis hier vendredi, la situation dans la wilaya", a ajouté le ministre, tout en soulignant que "les équipes techniques, sur le terrain, œuvrent à inspecter les infrastructures et habitations endommagées une à une et à évaluer avec précision les dégâts". Pas moins de 60 ingénieurs de l'organisme national de contrôle technique de la construction (CTC) sont actuellement à pied d'œuvre et leur nombre passera dès cet après-midi à 80 pour terminer le travail d'évaluation dans les plus brefs délais," a-t-il soutenu à ce propos.

M. Nasri a assuré à l'occasion que "les aides spéciales aux cas sinistrés et les programmes nécessaires sont prêts pour une prise en charge rapide", ajoutant que "des solutions promptes seront trouvées pour les familles dont les habitations ont été grandement endommagées par les deux secousses et sont classées de ce fait par les équipes techniques dans la catégorie rouge sans exclusion aucune."

"Les mécanismes mis en place par l'Etat représenté par le CTC et le Centre national de recherche appliquée en génie parasismique (CGS) face à ces cas d'urgence permettront de surmonter rapidement la crise", a relevé M. Nasri. Le bilan préliminaire présenté au cours de la réunion à la délégation ministérielle fait état de l'inspection de 275 constructions parmi lesquelles 93 ont été classées dans la catégorie rouge (dont 66 à la cité El Kherba, 24 dans le vieux Mila) et 117 à la catégorie orange (dont 67 à El Kherba et 93 au vieux Mila). Lors de l'inspection lui permettant de constater et estimer les dégâts occasionnés par les deux secousses à la cité El Kherba, la délégation a longuement écouté les préoccupations des citoyens à qui M. Nasri a assuré "la présence permanente de l'Etat aux côtés des citoyens et sa résolution à garantir la sécurité des vies y compris celles des occupants des habitations classées orange."

Il a également assuré aux sinistrés leur prise en charge "dans les plus proches délais et sans exclusion aucune", tout en invitant les citoyens à s'organiser au sein des comités de quartiers pour faciliter le travail des équipes d'inspection. Le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali, a également affirmé l'accompagnement et le soutien de l'Etat aux citoyens. La délégation ministérielle inspectera également le barrage Béni Haroun, à l'extrême Nord de la wilaya, et le chantier de réalisation de 600 logements publics localisés dans la commune de Sidi Merouane.

APS

CORONAVIRUS - MESURES PRÉVENTION

Dispositif sur l'ouverture "graduelle et contrôlée" des plages et des lieux de détente à partir de samedi prochain (communiqué)

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a arrêté le dispositif de mise en œuvre de la décision portant "ouverture graduelle et contrôlée des plages, des espaces récréatifs, des lieux de plaisance et de détente, des hôtels, cafés et restaurants", à partir de samedi prochain, dans "le respect des protocoles sanitaires de prévention et de protection" contre la propagation de l'épidémie Covid-19, indique samedi un communiqué des services du Premier ministre. "En application des instructions de Monsieur le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, données lors de la réunion du haut conseil de sécurité du 3 août 2020 et au terme des consultations avec le comité scientifique et l'autorité sanitaire, le Premier ministre a arrêté le dispositif de mise en œuvre de la décision portant ouverture graduelle et contrôlée des plages, des espaces récréatifs, des lieux de plaisance et de détente, des hôtels, cafés et restaurants et ce, dans le respect des protocoles sanitaires de prévention et de protection contre la propagation de l'épidémie", précise la même source.

Le communiqué indique que "les citoyens pourront accéder à partir du samedi 15 août 2020 aux plages autorisées et contrôlées, aux lieux de détente et espaces récréatifs et de loisirs dans le respect du dispositif préventif d'accompagnement, qui sera mis en place par les autorités locales"

Ce dispositif comprend notamment "le port obligatoire du masque de protection, le respect de la distanciation physique d'au moins un mètre et demi, l'affichage des mesures barrières et de prévention aux différents points d'accès des lieux, l'organisation de lieux adéquats pour le stationnement des véhicules, le contrôle



préalable par les éléments de la protection de civile si nécessaire, de la température des estivants au niveau des accès des plages au moyen d'appareils thermiques et la mise à disposition de bacs dédiés à recueillir les masques, gants ou mouchoirs usagés".

Le communiqué précise, à ce propos, qu'"il appartient aux Walis d'organiser la réouverture graduelle des plages, espaces récréatifs et de divertissement, lieux de plaisance et de détente et de tenir les citoyens informés des dates d'ouverture respectifs de ces lieux". S'agissant de la reprise de l'activité des hôtels, cafés et restaurants, elle demeure subordonnée, note le communiqué des Services du Premier ministre, à "la mise en œuvre d'un protocole sanitaire de prévention et de protection qui inclura notamment les mesures suivantes: l'utilisation en priorité des terrasses et l'exploitation d'une table sur deux dans les espaces intérieurs, le port obligatoire du masque de protection, l'organisation de la distanciation physique à l'intérieur et à l'extérieur du local, la désinfection régulier-

lière des lieux, des tables, des chaises et des autres équipements".

Il s'agit également de "l'installation de paillasse de désinfection aux entrées, le nettoyage régulier du linge, des serviettes et des tenues de travail, la mise à la disposition des clients de solution hydro-alcoolique, l'aération naturelle des lieux, l'interdiction de l'utilisation des climatiseurs et des ventilateurs". Toutefois, le communiqué souligne que "le non-respect de ces mesures, entrainera la fermeture immédiate de l'espace et/ou activité concernés". En ce qui concerne les cérémonies de mariage et autres au niveau des salles des fêtes, hôtels et restaurants, elles resteront "strictement interdites jusqu'à ce que les conditions favorables soient réunies". En ce qui concerne les cérémonies de mariage et autres au niveau des salles des fêtes, hôtels et restaurants, elles resteront "strictement interdites jusqu'à ce que les conditions favorables soient réunies". En ce qui concerne les cérémonies de mariage et autres au niveau des salles des fêtes, hôtels et restaurants, elles resteront "strictement interdites jusqu'à ce que les conditions favorables soient réunies".

PRESSE-MÉDIA

Le Pr. Belhimer invite les acteurs du champ médiatique à engager une réflexion collective

Les acteurs du champ médiatique en Algérie sont invités à réfléchir aux moyens de remédier à certaines pratiques anti-professionnelles entachant l'exercice du métier de journaliste dans notre pays, a indiqué, samedi, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, le Pr. Ammar Belhimer.

"Dans le souci d'améliorer l'exercice du journalisme en Algérie, le ministère de la Communication invite l'ensemble des acteurs du champ médiatique national à lancer une réflexion collective, sérieuse et constructive, visant à identifier les voies et moyens de pallier certaines pratiques anti-professionnelles entachant l'exercice du métier de journaliste dans notre pays", a souligné le ministre dans un entretien à l'APS.

Pour le Pr. Belhimer, "l'usage inconsidéré des pseudonymes ou encore l'ambivalence de la relation de travail avec les organes employeurs" figurent "parmi les plus manifestes de ces pratiques anti-professionnelles". Il s'agit également, selon le ministre, de "réfléchir pour trouver des solutions au phénomène émergent communément appelé 'pages confidentielles', ainsi qu'au foisonnement des articles non signés, provoquant le doute chez le lecteur autour de leur authenticité et de leur source".

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, a invité, à ce propos, les intervenants du champ médiatique à "favoriser, par attachement au principe d'autorégulation, une meilleure pratique du journalisme en Algérie par la rédaction d'une Charte algérienne consensuelle d'éthique et de déontologie pour régir le secteur de la presse".

Cette Charte constituera ainsi, a-t-il souligné, "une référence pour les futurs Conseil et autorités, prévus par le Code de l'information de 2012 et qui n'ont pas encore vu le jour".

Il a rappelé, dans ce contexte, que l'autorité de régulation de la presse écrite, "autorité indépendante, jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière", sera chargée notamment "d'encourager la pluralité de l'information, de veiller à la diffusion et à la distribution de l'information écrite à travers tout le territoire national". Ses missions consistent également, a-t-il ajouté, à "veiller à la qualité des messages médiatiques, ainsi qu'à la promotion et la mise en exergue de la culture nationale dans tous ses aspects, à veiller à l'encouragement et à la consolidation de la publication et de la diffusion dans les deux langues nationales par tous les moyens appropriés, ainsi qu'à la transparence des règles économiques de fonctionnement des entreprises éditrices".

Réflexion et concertation responsable

Seul un travail de "réflexion et de concertation responsable" entre la "tutelle" et l'ensemble de la corporation (employeurs, journalistes, experts), peut permettre d'atteindre l'objectif tant escompté, consistant à contribuer à l'émergence d'un journalisme professionnel en Algérie, a estimé le Pr. Belhimer.

"Une formation de qualité, au sein des universités et établisse-

ments spécialisés, ainsi qu'un encadrement efficient et éclairé, au niveau des médias, mettant en avant la sacralité du respect de l'éthique et de la déontologie, sont l'autre condition sine qua non pour la + production+ d'un journaliste consciencieux et professionnel", a insisté le ministre. Pour lui, "il est clair que l'expérience journalistique algérienne, au temps du parti unique ou après le 5 octobre 1988, est relativement jeune, en comparaison avec celles de pays pionniers comme les Etats-Unis, la Grande Bretagne, l'Allemagne ou d'autres pays de traditions démocratiques établies". Cela dit, a-t-il souligné, "les règles d'éthique et de déontologie sont identiques, immuables et doivent constituer le balisage que nul n'a le droit de négliger ou de bafouer".

Même "l'absence d'un cadre juridique ou de loi écrite, régissant l'exercice du métier de journaliste dans ses moindres détails, ne peut, en aucun cas, constituer un prétexte pour la transgression des règles de bonnes pratiques, émanant de l'essence même du journalisme et de sa noble mission sociétale", a-t-il également estimé.

S'agissant des expériences étrangères, et de leur capacité à nous inspirer, ainsi que de la part de l'acquis national en la matière, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, a indiqué que si, en Algérie pays, il n'existe pas encore de traditions établies régissant l'éthique et la déontologie à même d'encadrer l'expression journalistique, des éléments de droit comparé autorisent le rapprochement".

Il s'agit notamment, a-t-il précisé, de "la Charte des devoirs professionnels des journalistes français (1918), du Code éthique des journalistes américains (1926), du Code de conduite des journalistes britanniques (1938), de la Déclaration de principe de la Fédération internationale des journalistes sur la conduite des journalistes, dite + Déclaration de Bordeaux+ (1954) et de la Déclaration des devoirs et des droits des journalistes, dite + Déclaration de Munich1971+". Ces nombreux Codes et Chartes d'éthique et de déontologie, "fruits de laborieux travaux accomplis par des corporations journalistiques, cumulant un capital-expérience considérable, de par le monde", constituent, selon le Pr. Belhimer, "une source d'inspiration fiable pour atteindre un niveau d'exercice professionnel et de rigueur".

Il a aussi indiqué, à ce propos, qu'il était "tout de même important de rappeler que l'Algérie a, elle aussi, enregistré quelques tentatives visant à asseoir des traditions en matière d'éthique journalistique, tout en tenant compte des spécificités sociales et professionnelles locales".

A titre d'exemple, a-t-il ajouté, "après les premiers balbutiements sur la question datant du Mouvement des journalistes algériens entre 1988 et 1990, le 13 avril 2000, une Charte d'éthique et de déontologie des journalistes algériens, avait vu le jour". Elle se voulait être, a-t-il souligné, le "premier document du genre prévu par le code de l'information de 1990, à fixer les devoirs et les droits de la corporation, sur lesquels veillait un Conseil supérieur composé de professionnels du secteur, élus par leurs pairs". La Charte en question soulignait, a rappelé M. Belhimer,



que la mission d'information "comportait nécessairement des limites que les journalistes s'imposaient et s'appliquaient délibérément". Le journaliste doit aussi, selon le même document, "séparer l'information du commentaire, respecter la vie privée des personnes et leur droit à l'image".

La Charte éthique également, a-t-il encore rappelé, que le journaliste doit "s'efforcer de relier les faits en les situant dans leur contexte", s'interdire de diffuser des rumeurs et "rectifier toute information diffusée qui se révèle inexacte".

Pour ce qui est de l'usage inconsidéré des pseudonymes, le porte-parole du Gouvernement a souligné qu'il était "impératif de rappeler qu'aucune considération, ni éthique, ni juridique, ne plaide en faveur de l'anonymat dans l'exercice du journalisme".

Même s'il est vrai, a-t-il dit, que les pratiques journalistiques "attribuent une certaine liberté aux journalistes de signer ou non les textes ou les reportages qu'ils produisent", il n'en demeure pas moins, que le fait de ne pas signer certains textes "n'élué pas la responsabilité des auteurs à l'égard de leur production, ni celle des médias face à ce qu'ils publient ou diffusent".

Il en va de même en matière de responsabilité lors de l'utilisation d'un pseudonyme, nom d'emprunt ou nom de plume pour la signature de textes. L'usage de telles dénominations constitue "une pratique journalistique à peine tolérée".

Au plan éthique, "s'il est possible d'admettre la généralisation, puis la banalisation de l'usage des pseudonymes comme moyen de survie en période de chasse aux journalistes, comme ce fut le cas pendant la décennie noire", ce ne doit pas être le cas dans le contexte actuel de libre exercice de la profession, où la pratique est attribuée à des "plumitifs de l'ombre" et assimilée à une "clandestinité identitaire". Pour paraphraser Arthur Schopenhauer (1788-1860), auteur de rélexions piquantes contre les anonymes et les pseudonymes, ces derniers sont des gestes honteux, des friponneries à "stopper", a encore indiqué le ministre, rappelant qu'au plan juridique, le législateur algérien n'a pas perdu de vue les travers attachés à cette pratique en disposant à l'article 86 de la loi organique n° 12-05 du 12 janvier 2012 relative à l'information que le "journaliste ou l'auteur qui utilise un pseudonyme est tenu de communiquer, automatiquement et par écrit, avant publication de ses travaux, sa véritable identité au directeur responsable de la publication".

Ainsi, a souligné le ministre, "l'utilisation de pseudonyme ou le fait de ne pas mentionner son nom est soumis à une condition principale : le/la responsable de publication doit connaître et conserver le

nom de la personne ayant rédigé l'article publié anonymement". Responsable de son contenu devant la loi, "il doit connaître l'identité de chaque rédacteur/trice afin de pouvoir en répondre devant la loi le cas échéant", a ajouté le Pr. Belhimer, soulignant, par ailleurs, que la Charte d'éthique professionnelle des journalistes français, élaborée en 1918, stipule clairement qu'un "journaliste digne de ce nom, prend la responsabilité de toutes ses productions professionnelles, mêmes anonymes".

Le journaliste professionnel est celui, selon la même Charte, qui "n'use pas de la liberté de la presse dans une intention intéressée" et "ne confond pas son rôle avec celui de policier ou de juge", a-t-il également indiqué.

Abordant, précisément, la question des articles non signés, le ministre a estimé que leur foisonnement est "une couverture à la surcharge de travail qui pèse sur les quelques professionnels chargés de compenser le manque de personnel dans des rédactions squelettiques, en passant d'une spécialité à une autre, sans travail de terrain, d'enquête ou de reportage".

Selon la Déclaration de l'Unesco sur les médias (1983), a-t-il encore rappelé, "la tâche primordiale du journaliste est de servir le droit du peuple à une information véridique et authentique, par un attachement honnête à la réalité objective, en plaçant consciemment les faits dans leur contexte adéquat, en relevant leurs liens essentiels, sans entraîner de distorsions, en déployant toute la capacité créatrice du journaliste, afin que le public reçoive un matériel approprié lui permettant de se forger une image précise et cohérente du monde, où l'origine, la nature et l'essence des événements, processus et situations, seraient compris d'une façon aussi objective que possible".

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, s'est dit "convaincu" qu'"il est nécessaire de revoir l'utilité des pages dites +confidentielles+" que nombre de journaux "s'adonnent, depuis quelques années, à publier quotidiennement, favorisant souvent le sensationnel au détriment du devoir sobre d'informer". Des pages, a-t-il relevé, qui "agencent des bouts d'articles, illustrés par des caricatures ou des photos d'archives, qui s'apparentent plus à de la rumeur et au commérage qu'à de l'information à vocation publique. Ni le nom de l'auteur, ni la source n'y figurent".

Dans le cas où l'information est erronée ou à moitié vraie, nécessitant donc une correction, les journaux concernés par cette pratique, peu ou pas professionnelle, "se contentent de publier un minuscule erratum au bas d'une des pages les moins lues", a-t-il également relevé.

Pourtant des textes, comme la

Déclaration des devoirs et des droits des journalistes de Munich (1971), soulignent la nécessité de "respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour le journaliste lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître", a également indiqué le ministre.

Tel que recommandé par la Commission européenne, il est "très important que les juridictions nationales trouvent le juste équilibre entre le droit du demandeur à accéder aux informations confidentielles", a-t-il encore rappelé.

Dans le même ordre d'idées, a également souligné le Pr. Belhimer, le Code de la presse allemand (Pressekodex allemand/1973), stipule que "les nouvelles et les informations, sous forme de texte et d'images, destinées à la publication doivent être contrôlées quant à la vérité de leur contenu avec toute l'attention permise par les circonstances. Leur sens ne doit pas être ni détourné ni faussé par leur traitement, par leur titre ou par leur légende".

"Les documents doivent être reproduits fidèlement. Les informations non confirmées, les rumeurs et les conjectures doivent être signalées comme telles. Lors de la reproduction d'une photographie symbolique, la légende doit indiquer clairement qu'il ne s'agit pas d'une image documentaire", lit-on dans le même texte.

Le Code de la presse allemand "exige que les nouvelles ou assertions portées à la connaissance du public qui se révèlent par la suite erronées doivent être rectifiées de manière appropriée, immédiatement et spontanément, par la publication qui les a diffusées". Pour ce qui concerne l'ambivalence de la relation de travail avec certains organes employeurs étrangers, le ministre de la Communication a indiqué que certains journalistes "s'installent comme "correspondants de fait" - non accrédités selon les procédures en vigueur - d'organes étrangers, et entretiennent une sorte de "loi du fait accompli qui les expose à plusieurs risques dont le premier, et non des moindres, est qu'ils ne sont pas reconnus comme correspondants". Ils recourent aux usages de "pigistes", Freelancers, collaborateurs pour contourner l'article 81 de la loi organique n° 12-05 du 12 janvier 2012 relative à l'information: "Les journalistes professionnels exerçant pour le compte d'un organe de droit étranger doivent obtenir une accréditation". Se disant ainsi Freelancers ou cachetiers, des journalistes algériens entretiennent des relations de travail, non conformes sur le plan légal, avec des médias étrangers, et ne sont dotés "ni de contrats conformes, ni de carte professionnelle délivrée par l'employeur offshore, ni de bureau de représentation".

Ces journalistes en question doivent savoir, a également souligné le ministre, que les pays des médias qui les emploient, "n'auraient jamais

toléré de telles pratiques sur leurs sols respectifs. Seuls les correspondants officiellement accrédités peuvent y travailler. Alors pourquoi le tolérer lorsqu'il s'agit de notre pays?", a conclu le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement.

SECOURSES TELLURIQUES À MILA

"Les ouvrages d'art n'ont subi aucun dégât" (ministre)

Le ministre des Travaux Publics, Farouk Chiali, a affirmé samedi à Mila que "les ouvrages d'art n'ont subi aucun dégât" suite aux deux secousses telluriques ayant frappé la wilaya de Mila vendredi.

Accompagné du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri et du ministre des Ressources en Eau, Arezki Barraki, M. Chiali a précisé que "les spécialistes ayant examiné les deux ponts d'Oued Rhumel et d'Oued Dhib proches de l'épicentre du séisme localisé dans la commune de Hamala ont affirmé qu'aucun dégât n'y a été enregistré". Concernant les routes détériorées du fait de la puissance des deux secousses, le ministre a précisé que "ces dégâts sont superficiels et seront traités et réhabilités dans les plus proches délais", considérant que cette réhabilitation ne nécessitera pas de grands montants. Il a aussi relevé que des enveloppes financières se-



ront octroyées "prochainement" au secteur des travaux publics et a ajouté que sa visite aujourd'hui à Mila en compagnie de deux autres ministres qui interviennent après celle effectuée vendredi par une autre

délégation ministérielle montre "le grand intérêt accordé par l'Etat à la prise en charge des préoccupations des citoyens sinistrés".

M. Chiali a également souligné que "les services de son

département coordonnent avec les autorités de la wilaya pour donner la priorité à la réalisation d'une opération de doublement de la route reliant Mila à l'autoroute Est/Ouest".

Il a déclaré que le projet de doublement sur 12 km de la route entre Ferdoua (commune de Sidi Merouane) et le centre universitaire Abdelhafid Bousouf à 90 % terminé sera "réceptionné dans deux mois". A noter qu'au début de sa visite, la délégation ministérielle a suivi au siège de la wilaya un exposé du bilan préliminaire sur les constructions affectées par les deux secousses de vendredi et s'est rendue à la cité El Kherba pour y constater les effets du séisme et écouter les préoccupations des citoyens.

Le barrage de Béni Haroun "est équipé d'installations parasismiques le rendant capable de supporter de fortes secousses"

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Barraki, a affirmé samedi sur le site du barrage de Béni Haroun qui se trouve à l'extrême Nord de la wilaya de Mila que "cet ouvrage hydrique est équipé d'installations parasismiques le rendant capable de supporter de fortes secousses". Accompagné du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, et du ministre des Travaux Publics, Farouk Chiali, M. Barraki a précisé que "les chiffres et données présentés aujourd'hui par les responsables de cette infrastructure hydraulique assurent que le barrage est dans un état excellent et n'a pas été affecté par les deux secousses telluriques enregistrées". Il a également indiqué que "les équipes techniques poursuivent l'examen

du barrage", invitant les citoyens de la wilaya à se rassurer.

Le ministre a en outre infirmé "la rumeur relative au vidage du barrage et a écarté l'hypothèse que le barrage soit la cause de deux secousses de vendredi". Il a affirmé à ce propos que "les spécialistes rejettent la théorie selon laquelle des infiltrations des eaux de barrage au fond de la terre seraient la cause de séismes", ajoutant que "si cela était vrai, plusieurs séismes auraient été enregistrés à Mila depuis la mise en eau de ce barrage en 2003".

Concernant l'impact des deux secousses sur les autres ouvrages hydrauliques, le ministre a déclaré que des canalisations d'approvisionnement en eau ont été affectées et les travaux sont en cours pour

réparer ces pannes qui devront "toutes être réparées aujourd'hui ou au plus tard demain matin et permettre un retour à la normale de la distribution de l'eau". La délégation ministérielle a suivi un exposé sur le barrage de Béni Haroun et sur les multiples systèmes de son contrôle y compris celle de pointe consistant en "la surveillance de la dynamique du barrage par satellite".

Au début de sa visite, la délégation ministérielle a suivi au siège de la wilaya un exposé du bilan préliminaire sur les constructions affectées par les deux secousses de vendredi et s'est rendue à la cité El Kherba pour y constater les effets du séisme et écouter les préoccupations des citoyens.

ENVIRONNEMENT

El Tarf : vaste opération de curage du cours d'eau à Bordj Semar

Une vaste opération de nettoyage et de curage du cours d'eau de Bordj Semar, une agglomération urbaine relevant de la commune côtière d'El Chatt (El Tarf), a été lancée samedi par le wali Harfouche Benarar. Destinée à débarrasser ce cours d'eau, qui traverse cette localité, des débris et nombreuses ordures qui défigurent l'environnement et risquent de poser un véritable problème de santé publique, cette opération a nécessité la mobilisation de nombreux moyens humains et matériels, a indiqué le directeur local des ressources en eaux (DRE), Abdelhamid Azza. Deux (02) pelles ainsi que six (06) camions, un (01) rétro-chargeur et 15 ouvriers ont été mobilisés dans le cadre de cette action de salubrité publique à laquelle participent principalement les services de la DRE, le centre d'enfouissement technique (CET) et les Directions de l'environnement, de l'urbanisme et la construction (DUAC), ainsi que l'Office national d'assainissement (ONA), a précisé le DRE. "Les travaux se poursuivront jusqu'à l'éradication totale de tous les débris accumulés dans ce cours d'eau, transformant les lieux en un véritable dépotoir à ciel ouvert," a affirmé le même source. Cette situation a été longtemps dénoncée par les habitants de cette agglomération qui craignaient pour leurs vies, notamment en cette période de crise sanitaire. D'autres moyens, plus consistants, viendront renforcer "dès demain dimanche ceux déjà mobilisés pour un premier temps, dans le cadre de cette opération de curage et de réhabilitation de cet espace", a indiqué Abdelhamid Azza. La décision de curer ce cours d'eau, devenu un dépotoir par certains habitants peu soucieux de l'hygiène du cadre de vie, a été prise lors d'une récente visite de travail et d'inspection du chef de l'exécutif local, ciblant cette partie ouest de la wilaya, qui avait donné le coup d'envoi des travaux dans la matinée, a-t-on indiqué. Une étude technique recensant l'ensemble des points noirs à l'origine de cette situation sera élaborée "prochainement" dans l'objectif de mettre fin à l'insalubrité relevée au niveau de ce cours d'eau.

CONSTANTINE

2 morts et 4 blessés dans une collision entre 3 véhicules à la commune d'Ain Smara

Deux (2) personnes ont perdu la vie et trois (3) autres ont été blessées lors d'une collision entre trois (3) véhicules survenue samedi dans la commune d'Ain Smara (Constantine), a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la direction de la Protection civile (DPC). Survenu à la sortie de cette collectivité locale sur un axe routier de la route nationale RN5, cet accident, qui a causé la mort sur place à deux (2) personnes, âgées de 6 et 43 ans, a également occasionné des blessures à quatre (4) personnes, âgées entre 5 et 72 ans, selon un communiqué des mêmes services. Les sapeurs-pompiers de l'unité principale "Ben Attalah Mohamed-Cherif" de la commune d'El Khroub et ceux de l'unité secondaire de la commune d'Ain Smara, qui se sont dépêchés sur les lieux de l'accident, ont évacué les dépouilles à la morgue de l'établissement hospitalier de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli, a précisé le communiqué. Aussi, trois (3) blessés ont été pris en charge sur les lieux puis transférés au service des urgences médicales de la même structure de san té, tandis que la quatrième victime, qui était en état de choc, avait été évacuée vers la clinique de la localité "Haricha Amar" (commune d'Ain Smara), a-t-on souligné de même source. Par ailleurs, les services de sécurité ont ouvert une enquête en vue de déterminer les circonstances exactes de cet accident de la circulation, a-t-on signalé.

PÊCHE - PRÉVENTION

Une vaste opération de nettoyage et de désinfection du port de pêche d'Oran

Le port de pêche d'Oran a fait l'objet samedi d'une vaste opération de nettoyage et de désinfection dans le cadre des mesures de prévention et de lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus. L'entreprise de gestion des ports et des abris de pêche d'Oran, la chambre de la pêche, les associations professionnelles et les associations locales activant dans le domaine de la protection du milieu

marin dont "Phénicia", "Les Amis de la mer", "Berbarous", "Le Dauphin d'or" et "l'Etoile de mer" ont participé à cette opération de désinfection et de stérilisation touchant les bateaux de pêche, les installations d'accostage, les bâtiments et les structures des ports de pêche. Les initiateurs de cette opération, qui a vu la mobilisation de plusieurs engins, camions et véhicules équipés de moyens de désinfection et de stéri-

lisation, ont saisi l'occasion pour lancer une campagne de sensibilisation auprès des professionnels de la pêche, les exhortant à respecter strictement les mesures de prévention pour faire face à la propagation de la pandémie. Le port de pêche d'Oran s'étend sur plus de huit (08) hectares ou active plus de 3.000 marins aux côtés d'autres opérateurs, a indiqué le directeur de l'EGPP d'Oran, Ouarab Kamel.

SÉTIF

Acheminement d'une caravane de solidarité de diverses aides pour la wilaya de Mila

Une caravane de solidarité contenant différentes aides a été acheminée en urgence de Sétif vers la wilaya de Mila suite aux deux secousses telluriques enregistrées et qui avaient causé des dégâts matériels, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Contenant 100

tentes, un millier de couvertures et 1.000 colis de denrées alimentaires, cette caravane de solidarité a pris le départ vers Mila dans la soirée du vendredi, a-t-on précisé à l'APS. Cette initiative intervient, selon la même source, conformément aux instructions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, s'agissant des opérations de solidarité inter wilayas visant à aider les sinistrés touchés par ces secousses telluriques. Pour rappel, la wilaya de Mila a enregistré vendredi matin deux secousses telluriques de magnitude de 4,9 et 4,5 degrés sur l'échelle de Richter à 07h15 et 12h13 dont l'épicentre a été localisé à 2 km Sud-Est de Hammala pour la première, et à 3 km au Sud de Hammala pour la deuxième. Le tremblement de terre a causé l'effondrement total de 2 mais ons situées au Vieux Mila, une construction de 4 étages à la cité El Kherba, au chef lieu de wilaya, et des effondrements partiels de 15 maisons à la vieille ville, 11 à El Kherba et 5 à la cité Ksar El Ma à la commune de Mila, selon le bilan des services de la protection civile.

BOUIRA

Un incendie ravage deux unités avicoles et 150 oliviers à Lakhdaria

Un incendie s'est déclaré samedi en fin d'après midi à Lakhdaria (Ouest de Bouira), ravageant deux unités d'élevage avicole et 150 oliviers, selon un bilan de la protection civile. "Les flammes ont dévoré 150 oliviers et autres arbres fruitiers, ainsi que deux unités d'élevage avicole à Lakhdaria", a précisé à l'APS le chargé de la communication de la protection civile, le sous-lieutenant Abdat Youcef. Selon les détails fournis par le même responsable, plus de 100 oranges et quatre hectares de broussailles et maquis ont été détruits par les feux. "Les dégâts auraient pu être plus lourds n'était-ce l'intervention des unités de la protection civile, qui a déployé deux camions d'extinction et deux ambulances", a souligné le sous-lieutenant Abdat. "Une zone d'habitation ainsi que des champs d'arbres fruitiers ont été épargnés par les flammes", a-t-il ajouté.

PÊCHE

Un décret pour l'organisation des pêcheurs artisans en coopératives



Le Ministre de la Pêche et des Ressources Halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi a fait état, jeudi à Boumerdes, d'un "travail en cours" pour la préparation et la promulgation d'un décret spécial pour l'organisation des pêcheurs artisans sous forme de coopératives professionnelles dans les différentes filières de la pêche.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite d'inspection de projets et d'infrastructures de pêche à Dellys (est de la wilaya), M.Ferroukhi a annoncé l'élaboration en cours d'un "décret spécial concernant l'organisation des pêcheurs artisans sous forme de coopératives avec l'association de la société civile.

Soulignant que le décret en question s'inscrit dans le cadre du programme d'action du Gouvernement et qu'il peut être élargi pour comprendre le domaine de l'aquaculture, le ministre a estimé que cette mesure (la création des coopératives) est "un mécanisme collectif qui englobe les opérateurs dans le domaine (de différents volumes) possédant les capacités humaines et matériels pour exercer dans ce cadre".

Contrairement aux associations professionnelles de pêche qui activent actuellement, ces coopératives, ajoute M.Ferroukhi, revêtent "un caractère économique et commercial" qui permettra à ses affiliés d'investir dans le domaine, outre la production et la commercialisation.

Une réflexion est en cours pour l'introduction de facilitations juridiques pour cette nouvelle organisation afin qu'elle soit "opérationnelle, réalisable sur le terrain et facile d'accès pour les bénéficiaires", notamment les professionnels concernés, a relevé le ministre.

Il a insisté, dans ce sens, sur la nécessité de proposer des formules juridiques pour "intégrer" l'ensemble des professionnels et artisans, sans exclusive, y compris des petits métiers dans la nouvelle réglementation.

Lors de cette visite d'inspection à la ville de Dellys, M.

Ferroukhi a fait le constat des travaux de volontariat menés au niveau de l'abri naturel de pêche artisanale «El Koss» et inspecté l'école de formation des pêcheurs au niveau du vieux port de la même ville.

Après avoir écouté un exposé sur l'activité de cet espace de formation, le ministre a présidé une rencontre avec les professionnels et les artisans, au cours de laquelle il a répondu aux différentes préoccupations des pêcheurs, avant de remettre la décision d'agrément à l'association « Pêche et loisirs -El Koss -» et d'honorer la famille du vice-président de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA), le défunt Ali Boullissia, et nombre de pêcheurs.

TRANSPORT MARITIME - PORT

Services portuaires : Serport lance une plateforme d'échanges numérique au profit des usagers de ses filiales

Le Groupe de services portuaires Serport a annoncé mardi le lancement d'une plate-forme d'échanges de données informatisée au profit des usagers portuaires pour l'ensemble de ses filiales.

"Serport a engagé une transformation numérique des ports pour moderniser les services proposés et optimiser la gestion", a affirmé le groupe portuaire dans un communiqué.

Dans ce contexte, Serport a fait savoir que cette réflexion est basée sur certains axes à savoir: une meilleure visibilité de la relation client, une meilleure gestion de l'information, une croissance des activités ainsi qu'une meilleure maîtrise des coûts et des temps de passages portuaires pour ce qui concerne ses missions.

Cette plateforme lancée récemment est mise en exploitation depuis le 28 juillet écoulé et est accessible via un portail web dédié aux usagers des entreprises portuaires www.g-serport.dz, précise la même source. Au lancement, elle permet la déclaration électronique du manifeste, la déclaration électronique des annonces navires et la consultation en temps réel des situations des navires au niveau de tous les ports comme elle permet la consultation en temps réel des résolutions des CPN au niveau de tous les ports.

Par ailleurs, la plate-forme dispose de deux menus permettant aux usagers de demander une assistance ou de proposer des suggestions via une interface disponible. "C'est une plate-



forme web dynamique, portable et fluide à laquelle les usagers peuvent se connecter de n'importe quelle station afin de saisir, d'importer ou de consulter les données", a affirmé la même source, assurant que l'accès à cet espace web est sécurisé via des comptes nominatifs dédiés pour chaque usager (login de connexion et mot de passe unique).

Par la mise en place d'une plate-forme d'échanges de données informatisées aux profits des usagers et de

l'ensemble des ports, "le Groupe convoite de digitaliser les pratiques afin d'aller vers un système communautaire", lit-on dans le document.

Le groupe portuaire considère par ailleurs que l'automatisation numérique des processus de la logistique portuaire et la dématérialisation des procédures demeurent un outil stratégique permettant de réagir rapidement et de répondre aux besoins de leurs clients, ainsi qu'une meilleure interactivité au sein de la communauté portuaire.

MANAGEMENT

Signature d'une convention de coopération entre le CNES et l'ENSM

Une convention de coopération a été signée jeudi entre le Conseil national économique et social (CNES) et l'Ecole nationale supérieure de management (ENSM), pour la création d'une plateforme de dialogue, de concertation et de discussion entre les deux organismes afin d'organiser des ateliers thématiques sur de nombreux enjeux économiques et sociaux dans la société algérienne, a indiqué un communiqué du Conseil.

Cette convention a été signée par le président du CNES, Réhda Tir et la directrice de l'ENSM, Hasna Amina Msaïd, ajoute le communiqué.

Ladite convention vise, selon la même source, la création d'une plate-forme de dialogue, de concertation et de discussion, qui



sera organisée périodiquement.

Cette plateforme sera, en premier lieu, abritée par l'ENSM, pour englober ensuite les autres pôles universitaires du pays, sur des ateliers thématiques dans le cadre du groupe de réflexion comportementale, impliquant des uni-

versitaires, des académiciens, des étudiants, des membres de la société civile, des professionnels de médias et des spécialistes étrangers issus de cercles de réflexion d'élite. Parmi les sujets importants qui seront abordés lors de ces rencontres, ceux ayant trait à la réflexion comportementale de la société et de l'individu algérien, en raison de son impact direct ou indirect sur la vie économique, sociale et environnementale du pays tels la protection de l'enfance, la lutte contre la corruption sous toutes ses formes, la sécurité routière, la préservation de l'environnement, le gaspillage et la prévention sanitaire ainsi que l'évasion fiscale.

Ces rencontres périodiques seront dédiées et organisées sous le nom d'intellectuels et chercheurs algériens décédés, en reconnaissance à leurs contributions et de leurs grands efforts consentis dans les domaines de leur spécialisation, au mieux du développement et de la prospérité du pays, et ce à partir de la mi-octobre, a conclu la source.

PORTEURS DE PROJETS INNOVANTS

Une cellule d'écoute et de médiation

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine El-Mahdi Oualid, a annoncé jeudi à Alger la création d'une cellule d'écoute et de médiation au profit des porteurs de projets innovants et des start-up en vue d'aplanir les difficultés entravant la concrétisation de leurs projets.

Dans une allocution lors de sa dixième rencontre périodique avec des porteurs de projets innovants et des start-up, au siège du ministère, M. El-Mahdi Oualid a précisé que "cette rencontre vise à rapprocher le ministère des porteurs de pro-

jets innovants afin qu'il puisse être à l'écoute de leur préoccupations et aplanir les difficultés, surtout administratives, qui entravent la concrétisation de leurs projets".

A ce propos, le ministre délégué a fait savoir qu'il ira bientôt à la rencontre des porteurs de projets innovants et des start-up dans les autres wilayas du pays, précisant qu'il se rendra à cet effet, dès la semaine prochaine, dans les wilayas de Sétif et de Constantine.

Les porteurs de projets innovants et de start-up ont soulevé plusieurs préoccupations au ministre délégué auprès du

Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des start-up liées essentiellement aux difficultés bureaucratiques qu'ils rencontrent dans la concrétisation de leurs projets d'investissements. Lire aussi: Un portail des appels d'offres dédié aux start-up et micro-entreprises Pour sa part, le gérant d'une start-up spécialisée dans l'élimination et le traitement des déchets pharmaceutiques a déclaré que son entreprise fait face, depuis sa création en 2018, à des difficultés bureaucratiques dans la wilaya de Tipasa. Le représentant d'une start-up spécialisée dans la fabrication du fil chi-

urgical stérile et non stérile a fait savoir que l'activité de sa société est à l'arrêt depuis trois ans pour des problèmes administratifs.

Des gérants de start-up ont présenté leurs projets au ministre pour bénéficier de facilitations et d'aides pour leur lancement, à l'instar du projet d'exportation des services en matière de monnaies numériques, le projet d'une plateforme numérique destinée aux grandes sociétés permettant d'effectuer les opérations d'inventaire dans un délai record ne dépassant pas 10 jours.

PÉTROLE

Le prix moyen du pétrole de l'Opep se maintient à 45 dollars

Le prix du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts, s'est maintenu en fin de la semaine écoulée à 45 dollars, selon les données de l'Organisation.

Ce panier de référence de l'Opep (ORB), qui comprend le pétrole algérien (le Sahara Blend), s'est établi à 45,17 dollars le baril jeudi après avoir atteint 45,34 dollars mercredi dernier, a précisé la même source.

Sur la semaine, l'ORB s'est établi entre 44 et 45 dollars et reste à sa plus importante progression depuis le début de la crise du marché pétrolier causée notamment par la pandémie du Covid-19 et une chute libre de la demande.

Pour enrayer la chute des prix, l'Opep et ses alliés ont conclu en avril dernier un accord, qualifié d'historique, portant une baisse massive de leur production s'étalant sur deux ans. Depuis l'entrée en vigueur de cet accord, en plus de la reprise progressive de la demande, les prix de l'or noir ont connu une amélioration.

En ce début de mois d'août, les pays signataires de l'accord ont entamé la troisième phase de la



réduction portant une baisse de 7,7 millions de dollars. Il s'agit d'une baisse moins que celles appliquées en mai, juin et juillet mais cela n'a pas empêché les prix de l'or noir de se maintenir entre 44 et 45 dollars durant la première semaine du mois

d'août. Vendredi, l'Arabie Saoudite et l'Irak, deux membres de l'Opep ont souligné l'engagement total de leur pays à l'accord de réduction de la production dans le cadre de l'Opep+.

Ils ont également déclaré que les efforts déployés par les Etats

membres de l'OPEP + renforceraient la stabilité des marchés mondiaux du pétrole, accéléreraient son équilibre et enverraient des signaux positifs aux marchés.

L'Irak, qui a accepté de réduire sa production de 1,06 million de barils par jour dans le cadre de l'accord, compte faire une réduction supplémentaire de sa production pétrolière d'environ 400000 barils par jour en août pour compenser sa surproduction au cours de la période écoulée sous l'OPEP+ pacte de réduction de l'offre, selon son ministre de l'Énergie, Ihsan Abdul Jabbar.

Pour rappel, l'Opep+ avait adopté le mécanisme de la compensation pour les pays qui n'ont pas pu atteindre pleinement la conformité en mai et juin de l'accord du 12 avril dernier.

Les pays concernés ont été invités à rattraper les écarts en juillet, août et septembre 2020.

ARABIE SAOUDITE

Pétrole: le saoudien Aramco annonce une chute de son bénéfice au 2^{ème} trimestre

Le géant pétrolier saoudien Saudi Aramco a fait état dimanche d'une chute de 73,4% de son bénéfice net au deuxième trimestre 2020 par rapport à l'année précédente, une conséquence directe de l'effondrement des prix du pétrole sur fond de pandémie de Covid-19.

L'entreprise s'en sort toutefois bien mieux que de nombreux autres géants de l'énergie internationale, qui accusent des pertes importantes en raison de la baisse de la demande d'or noir.

Aramco, détenu majoritairement par l'Etat saoudien, a affiché un bénéfice net d'environ 6,6 milliards de dollars (environ 5,6 milliards d'euros) pour avril-juin 2020, contre 24,7 milliards de dollars pour la même période l'année dernière. "Les turbulences liées à la réduction de la demande et à la baisse des prix du pétrole se reflètent sur nos résultats du deuxième trimestre", a déclaré le PDG de l'entreprise, Amin

Nasser, dans un communiqué. "Nous avons néanmoins réalisé des gains solides grâce à nos faibles coûts de production, à notre échelle unique, à notre main-d'oeuvre agile et à notre force financière et opérationnelle inégalée", s'est-il félicité. Le bénéfice net d'Aramco pour la première moitié de l'année a diminué de 50,5%, à 23,2 milliards de dollars, contre 46,9 milliards de dollars pour la même période l'année dernière, a indiqué l'entreprise. Dans ce contexte, Saudi Aramco envisage de réduire son budget 2021 de 8 à 10% par rapport aux niveaux déjà réduits de cette année, a rapporté le groupe Energy Intelligence en juillet. La société s'attend à ce que les dépenses d'investissement se situent "dans la partie inférieure de la fourchette de 25 à 30 milliards de dollars" cette année.

Un chiffre nettement inférieur à ses dépenses de 32,8 milliards de dollars en 2019,

selon Energy Intelligence. "Les réductions ont déjà amené Aramco à retarder ses projets d'expansion de la production de ses champs offshore", a déclaré le centre d'analyse dans un rapport. "Le programme offshore était un élément essentiel d'une politique visant à augmenter la capacité de production de pétrole de la compagnie", a-t-il ajouté.

Premier exportateur de brut au monde, l'Arabie saoudite a vu ses revenus pétroliers durement affectés par le double choc de la faiblesse des prix et des fortes réductions de production. Le prix du pétrole a atteint en avril et en mai son niveau le plus bas depuis deux décennies, en dessous de 20 dollars le baril, en raison de la baisse de la demande due à la pandémie du nouveau coronavirus.

Les prix ont remonté à environ 44 dollars le baril après que plusieurs pays producteurs ont accepté de réduire la production.

ETATS-UNIS

Le président Trump promulgue par décret un nouveau plan d'aide économique

Le président Donald Trump a promulgué samedi par décret un nouveau plan d'aide économique aux millions d'Américains impactés par la crise engendrée par la pandémie du Covid-19.

Faute d'accord au niveau du Congrès sur un plan d'aide aux Américains ayant perdu leurs emplois et qui sont menacés d'expulsion de leurs logements, le président Trump a pris le devant en promulguant par décret ce plan d'aide. "ça suffit, nous allons

sauver les emplois américains et venir en aide aux travailleurs américains", a déclaré M. Trump lors d'une conférence de presse depuis Bedminster, dans le New Jersey.

La Maison Blanche et les démocrates du Congrès étaient engagés depuis deux semaines dans des négociations pour parvenir à un nouveau plan de soutien à l'économie.

Mais ces discussions n'ont rien donné jusqu'ici. Le président

Trump a ainsi signé quatre décrets qui prévoient des coupes dans les charges salariales, une allocation chômage prolongée de 400 dollars par semaine, des protections pour les locataires menacés d'expulsion et un report du remboursement des emprunts étudiants. Le premier document prévoit un gel des charges salariales pour les Américains dont les salaires ne dépassent pas 100.000 dollars par an. Un deuxième décret ordonne aux

ministères du Logement, de la Santé et le Centre de lutte contre les maladies (CDC) de veiller à suspendre les expulsions pour les locataires incapables de payer leurs loyers, alors que le troisième texte prolonge jusqu'à la fin de l'année l'aide supplémentaire accordée aux chômeurs.

Un quatrième décret suspend le remboursement des emprunts étudiants jusqu'à la fin de l'année et réduit leurs taux d'intérêts à 0%.

MALAWI

Le gouvernement décide de subventionner les engrais pour tous les producteurs de maïs

Le gouvernement du Malawi a décidé de subventionner les engrais pour tous les producteurs de maïs en 2020-2021, ont rapporté samedi des médias locaux.

Cette initiative profitera à 4,3 millions de producteurs et devrait permettre au pays de récolter 6,8 millions de tonnes de la céréale durant ladite campagne. Le gouvernement a élargi son programme de subventions d'engrais dénommé "Affordable Inputs Program?"

à tous les producteurs de maïs du pays. Ciblant initialement 1 million d'individus, cette initiative profitera désormais à 3,3 millions de producteurs supplémentaires. Elle permet aux bénéficiaires d'acquiescer le sac de 50 kg d'engrais à un prix réduit de 4495 kwachas (6 dollars) contre 207000 kwachas (27 dollars) sur le marché local. Cette démarche de l'exécutif devrait augmenter les superficies emblavées de 1,7 million d'hectares et permettre de porter la

production de maïs à 6,8 millions de tonnes.

Ce volume qui représente un peu moins du double de la récolte précédente (3,7 millions de tonnes) permettra au pays de satisfaire sa consommation intérieure et de dégager un surplus exportable. Pour rappel, le Malawi consomme annuellement 3,2 millions de tonnes de maïs.

La culture de la céréale est l'apanage de 69% des ménages.

CHINE

Le nombre de trains de fret Chine-Europe augmente de 68% en juillet

Le nombre de trains de fret Chine-Europe a enregistré une augmentation significative en juillet, avec un record de 1.232 trains mis en service, en hausse de 68% sur un an, selon les données de la société China State Railway Group.

Cela marque le troisième mois consécutif pour lequel le nombre de trains a dépassé 1.000 et le cinquième mois consécutif où il a connu une croissance à deux chiffres, a indiqué la société.

Les trains de fret ont joué un rôle crucial dans la stabilisation de la chaîne d'offre logistique internationale, les cargaisons transportées par eux ayant augmenté de 73% en glissement annuel, pour atteindre 113.000 unités de transport le mois dernier.

La demande de trains de fret entre la Chine et l'Europe a montré une forte dynamique, alors que l'économie du pays s'est progressivement remise de l'épidémie de Covid-19.

Le nombre de trains au départ a augmenté de 74% sur un an, pour atteindre 724 le mois dernier, et le nombre de trains au retour a également connu une hausse de 60% sur un an pour s'établir à 508.

A la fin du mois de juillet, les trains de fret avaient transporté 4,97 millions d'articles de lutte contre la pandémie pesant 39.000 tonnes.

INDE

Delhi dévoile un plan pour la promotion des véhicules électriques

Le gouvernement local de Delhi (Inde) a dévoilé, récemment un plan de promotion et de généralisation des véhicules électriques afin de réduire les niveaux de pollution dans la capitale indienne.

Le plan, qui s'étale sur trois ans, compte mettre en place des mesures de soutien à la création d'emplois dans les segments de la conduite, la vente, le financement, l'entretien et la recharge des véhicules électriques.

"Nous visons à réduire les niveaux de pollution dans la capitale nationale mais aussi à créer des emplois pour donner un coup de pouce à l'économie de Delhi", a indiqué à la presse le ministre en chef de Delhi, Arvind Kejriwal.

Le plan favorisera l'adoption des véhicules électriques afin qu'ils contribuent à 25% du nombre total des véhicules neufs d'ici 2024, a-t-il dit.

"Il s'agit d'accélérer le rythme de l'adoption des véhicules électriques dans tous les segments de véhicules, en particulier dans la catégorie de masse des deux-roues, des véhicules de transport public et des transporteurs de marchandises", a ajouté le responsable indien.

En 2019, l'Inde a dominé la liste des zones urbaines les plus polluées au monde avec 14 sur les 20 premières villes dans le classement établi par la branche de recherche de la société suisse IQAir. Parmi les mégapoles de 10 millions d'habitants et plus, la capitale indienne New Delhi est la plus polluée aux particules fines PM2,5, suivie par Lahore (Pakistan), Dacca (Bangladesh) et Calcutta (Inde).

ACCIDENTS DE LA ROUTE 9 morts et 142 blessés ces dernières 24 heures (Protection civile)

Neuf (09) personnes ont trouvé la mort et 142 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus au cours des dernières 24 heures à travers le territoire national, indique dimanche un communiqué de la Protection civile.

L'accident ayant provoqué le plus de victimes s'est produit dans la wilaya d'El Oued, avec 3 personnes décédées, suite à une collision entre 2 véhicules sur la RN N 48, dans la commune d'El Hamria, dans la daïra d'El Rehiba.

Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour procéder à l'extinction de 40 incendies de forêt et de récolte.

Ces incendies ont causé des pertes estimées à 209 ha de forêt, 322 ha de maquis, 115 ha d'herbes, 1.500 bottes de foin et 1.742 arbres fruitiers.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué au cours des dernières 24 heures 77 opérations de sensibilisation à travers 15 wilayas (52 communes), rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement ainsi que les règles de la distanciation physique. Ces unités ont effectué, en outre, 85 opérations de désinfection générale à travers 15 wilayas (51 communes), qui ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés ainsi que les quartiers résidentiels.

Ces deux opérations ont mobilisé 412 agents, 70 ambulances et 51 engins.

Les services de la Protection civile ont procédé, d'autre part, à la mise en place de dispositifs de surveillance dans 18 sites d'hébergement destinés au confinement des citoyens rapatriés, à travers 6 wilayas: Alger, Mostaganem, El Tarf, Tipasa, Guelma et Oran.

TIZI-OUZOU Lancement d'une campagne de sensibilisation pour la prévention des feux de forêts dans 40 villages (protection civile)

Une campagne de sensibilisation pour la prévention des feux de forêts a été lancée vendredi par la protection civile pour toucher 40 villages de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris samedi du chargé de communication de ce corps constitué le capitaine Kamel Bouchakor.

Cette campagne, la deuxième après celle organisée par la wilaya en juin dernier, a été lancée à travers 28 communes à haut risque d'incendie pour sensibiliser la population notamment sur la nécessité de désherber sans recourir à l'incinération.

"Durant les incendies enregistrés dernièrement dans la wilaya, nous avons constaté que cette mesure a été effectuée partiellement, d'où la décision d'organiser une nouvelle campagne de sensibilisation sur ce thème," a-t-il dit.

Le capitaine Bouchakor a indiqué que lors des interventions de la protection civile pour l'extinction des incendies, il a été constaté que "dans certains villages et des localités touchés par les feux, des maisons sont encore entourées de végétation hautement inflammables," d'où, a-t-il ajouté, la décision d'organiser cette deuxième campagne de sensibilisation.

Dans le cadre de cette campagne, entamée vendredi à partir du village Tizi N'targa dans la commune de Mekla, une quarantaine de villages de la wilaya classés à haut risque d'incendies sera sillonnée pendant 10 jours par les officiers et agents de la protection civile, pour insister sur la nécessité de procéder à un désherbage manuel et non par le feu.

A ce propos, le capitaine Bouchakor a observé que durant les incendies derniers, il a été constaté que certains sinistres ont eu comme départ des opérations de désherbage par le feu qui avaient échappé au contrôle de ceux qui effectuaient l'opération d'incinération à cause, notamment, de la canicule et du vent, a-t-il relevé.

Durant l'opération de sensibilisation à Tizi N'targa, les citoyens qui avaient salué les efforts de la protection civile dans la lutte contre les incendies de forêts et exprimé leur respect à ce corps, ont notamment insisté sur l'ouverture d'accès à leurs champs pour qu'ils puissent s'y rendre afin de les nettoyer.

SECOUSSES TELLURIQUES À MILA Urger la réparation des pannes des réseaux AEP pour un retour rapide à la normale

Le ministre des Ressources en Eau, Arezki Barraki, a donné samedi dans la région d'El Mekhdoud dans la commune de Mila des instructions fermes pour réparer en urgence les pannes causées aux réseaux d'approvisionnement en eau potable par les deux secousses telluriques ayant frappé la région vendredi "pour un retour rapide à la normale."

Accompagné du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, et du ministre des Travaux Publics, Farouk Chiali, M.

Barraki a salué, sur le même site ayant connu plusieurs ruptures sur la canalisation de transfert d'eau, l'initiative ayant permis de mobiliser 20 camions-citernes de plusieurs wilayas pour assurer l'alimentation en eau potable des habitants du vieux Mila et de la cité El Kherba.

Il a exhorté les responsables locaux "à mobiliser davantage de camions-citernes en cas de besoin".

La délégation ministérielle a assisté, sur site, à une opération de réparation d'une panne sur une canalisation de transfert d'eau rompue à sept endroits différents dont quatre réparés, le reste devant l'être "d'ici demain dimanche", selon les explications données à l'occasion. Concernant la rupture de la canalisation alimentant le château d'eau (2x3000 m3) de la cité El Kherba sous l'effet des deux secousses, le ministre a donné des instructions pour brancher cette canalisation directement sur le réseau alimentant le quartier en atten-



dant l'expertise technique sur l'état du château d'eau. La délégation s'est également enquis des travaux confiés à trois entreprises nationales pour le raccordement du château d'eau 2x3000 m3 au second château d'eau 1000 m3 devant permettre la reprise de l'alimentation en eau potable de la cité El Kherba. A noter qu'au début de

sa visite dans la wilaya, la délégation ministérielle a suivi, au siège de la wilaya, un exposé sur le bilan préliminaire des constructions affectées par les deux secousses de vendredi, avant de se rendre à la cité El Kherba pour y constater les effets du séisme et s'enquérir des préoccupations des citoyens.

CONFINEMENT À ALGER Les autorisations exceptionnelles de circulation prolongées jusqu'au 31 août courant

Les services de la wilaya d'Alger ont annoncé, samedi, que les autorisations exceptionnelles de circulation délivrées par ses services et circonscriptions administratives «demeureront de rigueur et nul besoin d'en délivrer de nouvelles, et ce suite à la reconduction du confinement, à partir du 9 août jusqu'au 31 août courant. Suite à la décision du Premier ministre de prolonger le confinement partiel ainsi que les différentes mesures préventives qui l'accompagnent relatives à la lutte contre la propagation de

la Covid-19 et à la gestion de la situation d'urgence induite par cette pandémie, le wali d'Alger informe l'ensemble des citoyennes et citoyens de la wilaya d'Alger, que le confinement partiel à domicile sera reconduit, du 9 au 31 août courant, de vingt-trois (23h00) heures jusqu'au lendemain à six (06h00) heures du matin", indique un communiqué de la wilaya publié sur sa page Facebook. A cet effet, les services de la wilaya informe «toutes les personnes, l'ensemble des autorités et organismes publics et privés ayant obtenu des auto-

risations exceptionnelles délivrées après le 15 mai 2020 par les services et circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger, que ces autorisations demeurent de vigueur et nul besoin d'en délivrer de nouvelles", lit-on dans le communiqué.

Par ailleurs, il a été également décidé de la levée de l'interdiction de la circulation routière des véhicules particuliers, de et vers la wilaya d'Alger et de "la reconduction de la mesure portant interdiction de la circulation du transport urbain collectif, public et privé, durant les

week-ends, excepté les taxis», selon le même communiqué.

Les mêmes services appellent le citoyen au «respect des mesures sanitaires et préventives décrétées par les autorités sanitaires, notamment le port obligatoire du masque de protection, le respect des règles d'hygiène et de la distanciation physique, étant des gestes barrières à suivre impérativement, au vu de leur importance en vue de protéger les personnes et leurs famille et endiguer la propagation de cette pandémie.

BLIDA Près de 900 agents mobilisés en prévision de la réouverture des mosquées

Près de 900 agents ont été mobilisés par la direction des Affaires religieuses de la wilaya de Blida pour organiser l'entrée des fidèles aux mosquées, en prévision de leur réouverture à partir de samedi prochain et dans le cadre de l'application des mesures de protection contre la pandémie du nouveau coronavirus, selon le directeur des Affaires religieuses de la wilaya, Kamel Belassel.

En marge de l'inspection du wali de Blida, Kamel Nouicer des préparatifs en cours pour la réouverture progressive des mosquées, M. Belassel a affirmé à l'APS la mobilisation de près de 900 agents répartis, à travers 114 mosquées concernées par la réouverture sur les 341 établissements religieux que compte la wilaya.

Ces agents, en majorité des jeunes bénévoles, veilleront à l'organisation des fidèles à l'entrée et à la sortie des mosquées pour éviter d'éventuels

regroupements, et au respect des mesures de précaution, notamment le port obligatoire du masque de protection et la distanciation physique, a-t-il souligné. Des campagnes de sensibilisation et d'orientation seront également organisées en faveur des fidèles, par des représentants d'associations et des membres de la société civile, avec la participation des Imams, a ajouté le même responsable. Dans ce sillage, M. Belassel a fait état du parachèvement de tous les préparatifs au niveau des mosquées concernées par la décision de réouverture, tels le retrait de toutes les copies du Saint Coran et des Misbahas, afin d'éviter leur utilisation par plus d'une personne, et la désinfection et l'aération des mosquées, en sus du marquage au sol pour respecter la distanciation physique. Dans un communiqué rendu public samedi, le Premier ministre a arrêté le dispositif de mise en œuvre de

la décision portant "ouverture graduelle et contrôlée des mosquées", dans "le respect des protocoles sanitaires de prévention et de protection contre la propagation de la pandémie de Covid-19", ajoutant qu'il "demeure entendu que le non respect de ces mesures et en cas de signalement de contamination, la fermeture immédiate de la mosquée concernée sera prononcée".

"Dans une première étape et dans les 29 wilayas soumises au confinement partiel à domicile, ne seront concernées que les mosquées ayant une capacité supérieure à 1.000 fidèles et exclusivement pour les prières du Dohr, Asr, Maghreb et Icha et ce, à partir du samedi 15 août 2020 durant toute les journées de la semaine, à l'exception du vendredi où seules les prières du Asr, Maghreb et Icha sont accomplies", a précisé la source.

FINANCEMENT CLIMATIQUE

41,5 milliards de dollars consacrés aux pays à faible et moyen revenu en 2019

Le financement du climat par sept des plus grandes banques multilatérales de développement (BMD) a atteint 41,5 milliards de dollars dans les économies à faible et moyen revenu, selon le dernier rapport conjoint sur le financement du climat par les BMD en 2019.

"Le financement du climat par sept des plus grandes banques multilatérales de développement (BMD) a représenté 61,6 milliards de dollars en 2019, dont 41,5 milliards de dollars, soit 67 %, dans les économies à faible et moyen revenu", a précisé la même source. Le rapport 2019 montre que 46,6 milliards de dollars, soit 76 % du financement total pour l'année, ont été consacrés à des investissements visant à atténuer le changement climatique et à réduire les émissions nocives de gaz à effet de serre et à ralentir le réchauffement de la planète. Sur ce montant, 59 % sont allés aux économies à faible et moyen revenu.

Selon la Banque européenne pour la construction et le développement (BERD), les 15 milliards de dollars restants, soit 24 %, ont été investis dans des efforts d'adaptation pour aider les pays à renforcer le résilience face aux effets croissants du changement climatique, notamment l'aggravation des sécheresses et l'augmentation du nombre de phénomènes météorologiques extrêmes, des inondations extrêmes à la montée du niveau des mers.

Quatre-vingt-treize pour cent de ces financements ont été consacrés aux économies à faible et moyen revenu.

En fin de la semaine écoulée, la BERD a déclaré que l'étude élargit pour la première fois le champ d'application de la notification à tous les pays d'opération. Elle



fournit désormais des données sur les engagements des BMD en matière de financement climatique au-delà de ceux qui sont uniquement destinés aux économies en développement et émergentes, mais en continuant à se concentrer sur les pays à faible et moyen revenu. Cette année, le rapport combine les données de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement (BAD), de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), de la Banque européenne d'investissement (BEI), du groupe de la Banque interaméricaine de développement (groupe BID), du groupe de la Banque mondiale (GBM) et pour la première fois de la Banque islamique de développement (BisD), qui a rejoint le groupe de travail en octobre 2017.

En 2019, la Banque asiatique d'investissement dans les in-

frastructures (AIB) a également rejoint les groupes de travail des BMD, et ses données sont présentées séparément dans le présent rapport.

D'autres fonds pour le climat acheminés par les BMD, tels que les Fonds d'investissement pour le climat (FIC), le Fonds fiduciaire du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF), les fonds de l'Union européenne pour l'action en faveur du climat et le Fonds vert pour le climat (FVC), jouent un rôle important dans le renforcement du financement des BMD pour le climat.

En 2019, les BMD ont financé 102,7 milliards de dollars supplémentaires de cofinancement net en faveur du climat – investissements des secteurs public et privé, ce qui porte à 164,3 milliards de

dollars le total des activités liées au climat financées dans l'année. A New York en 2019, une déclaration de haut niveau des BMD a souligné que leur financement annuel mondial pour le climat devrait atteindre au moins 65 milliards de dollars, dont 50 milliards pour les pays à faible et moyen revenu d'ici 2025, et que le financement de l'adaptation par les BMD devrait doubler pour atteindre 18 milliards de dollars d'ici 2025.

Cette nouvelle édition du rapport conjoint sur le financement du climat par les BMD a été publiée au beau milieu de la pandémie Covid-19, qui a provoqué d'importantes perturbations sociales et économiques, réduisant temporairement les émissions mondiales de carbone aux niveaux de 2006.

Le rapport note, à ce propos, que les pays sont maintenant confrontés à des menaces parallèles de la Covid-19 et du changement climatique, ainsi qu'à une occasion unique de "reconstruire en mieux" en planifiant des investissements pour des systèmes plus durables en remplacement de l'approche actuelle à forte intensité de carbone.

"Un engagement mondial est nécessaire pour déployer des ressources financières, telles que des plans de relance et de reprise, afin de contribuer à la mise en place d'économies inclusives, à faible intensité de carbone et résistantes au climat", recommande le rapport.

GRANDE BRETAGNE - MIGRATIONS

Londres renforce son dispositif contre les traversées illégales de la Manche

Le gouvernement britannique a chargé dimanche un ancien de la Royal Marine de rendre "impraticables" les traversées illégales de la Manche qui se sont multipliées récemment, a annoncé le ministère de l'Intérieur britannique.

À la tête de ce poste spécialement créé, Dan O'Mahoney aura pour "responsabilité principale de rendre la Manche impraticable pour les traversées de petites embarcations", a précisé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. "Il collaborera étroitement avec les

Français pour s'appuyer sur le travail conjoint déjà en cours, en explorant de toute urgence une action plus ferme en France", a ajouté le Home office, qui souhaite que davantage de bateaux soient interceptés et ramenés sur les côtes françaises. "Le nombre de traversées illégales de petites embarcations est épouvantable. Nous travaillons à rendre cet itinéraire impraticable et à arrêter les criminels qui facilitent ces passages et à faire en sorte qu'ils soient traduits en justice", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Priti Patel, cité dans le commu-

niqué. Les tentatives de traversées se sont multipliées récemment, profitant de conditions météorologiques favorables. Plus de 500 migrants ont traversé la Manche pour se rendre au Royaume-Uni en seulement trois jours. Le mois dernier, une "cellule franco-britannique de renseignement" dans la lutte contre les passeurs de migrants a été mise en place. Selon le journal britannique The Telegraph, le secrétaire d'Etat britannique à l'Immigration, Chris Philp, se rendra mardi à Paris pour évoquer le dossier.

MAURICE - ENVIRONNEMENT

Un paradis menacé par une marée noire

Des efforts désespérés pour éviter une catastrophe écologique dans les eaux cristallines de l'île Maurice étaient encore en cours samedi après qu'un pétrolier contenant 4.000 tonnes de carburant s'est échoué dans cette zone maritime protégée. Le Wakashio, appartenant à une entreprise japonaise mais battant pavillon panaméen, transportait 3.800

tonnes d'huile lourde et 200 tonnes de diesel lorsqu'il a heurté fin juillet un récif à Pointe d'Esny. Sur la côte sud-est de l'île, ce récif est un joyau écologique connu pour ses sites de conservation classés internationalement, ses eaux turquoise et ses zones humides protégées. Les autorités mauriciennes ont annoncé jeudi que des hydrocarbures s'écou-

laient de la coque fissurée du vracquier. Des images aériennes prises ces derniers jours montrent déjà l'ampleur du désastre : d'immenses nappes noires dans la mer azur, se déplacent vers les lagons, les récifs coralliens et les plages idylliques de sable blanc qui ont fait de l'île Maurice une perle du tourisme vert. Samedi sur les rives, des volontaires ont construit

à la hâte des cordons flottants, faits de paille et de bouteilles vides, pour essayer de contenir la nappe dérivante. "Tous les volontaires sont couverts de noir", a dit à l'AFP Sunil Dowarkasing, un ancien militant de Greenpeace et expert environnemental, qui participe au nettoyage à partir de Mahébourg (sud-est), l'une des zones les plus touchées.

BELGIQUE

Plusieurs villes et stations du littoral interdisent le tourisme d'une journée

Plusieurs villes et stations balnéaires flamandes sur le littoral de la Belgique ont annoncé dimanche l'interdiction des "touristes d'une journée" pendant la vague de chaleur après des incidents causés par le non-respect des mesures contre la pandémie de coronavirus, rapportent des médias citant les autorités locales.

Les communes de Knokke-Heist et de Blankenberge ont pris cette décision pour "garantir la sécurité publique", ont indiqué leurs édiles. Plusieurs personnes ont été interpellées samedi à Blankenberge après des affrontements entre des groupes de vacanciers sur la plage. Un groupe de jeunes a été sommé de quitter la plage après avoir refusé de respecter les mesures de sécurité imposées contre la pandémie. Une bagarre a éclaté entre vacanciers et a tourné à l'émeute avec l'intervention de la police.

Sur des images filmées par des témoins et diffusées sur les réseaux sociaux on peut voir des parasols jetés par des jeunes contre les policiers sur la plage. Les fauteurs de troubles interpellés ont été interdits de séjour dans la commune et le tourisme d'un jour a été interdit. "Nous avons besoin d'un temps mort", a expliqué le maire de la cité, Daphné Dumery. "Quiconque vient à Blankenberge doit avoir une raison valable pour y accéder. Avec cette mesure, nous tentons de rétablir le calme", a-t-elle souligné. La commune de Knokke a pris un arrêté similaire à la suite de "dizaines d'incidents, aussi bien la journée que pendant la nuit", explique un communiqué.

Le conseil communal s'est dès lors "senti obligé de prendre des mesures drastiques".

Pour garantir la sécurité publique, les touristes d'un jour ne pourront plus se rendre "dans la station balnéaire".

Des contrôles seront mis en place dès dimanche aux entrées de la commune et les arrivants devront avoir "une preuve" pour justifier leur venue: habiter la ville, y résider dans une location ou un hôtel, y travailler. "Tous les véhicules seront contrôlés. Quiconque n'a pas de raison valable d'être à Knokke devra faire demi-tour immédiatement", ont averti les élus.

La SNCB a informé les passagers des trains en direction de la côte belge des mesures décidées par les autorités de Blankenberge et Knokke pour "vérifier si leur destination est autorisée". Les Belges se sont rués vers la côte samedi à la recherche de fraîcheur tandis que les températures dépassaient les 35 C. La ville d'Ostende s'est associée aux deux cités balnéaires pour demander à la SNCB de ne plus prévoir de trains supplémentaires vers le littoral. "Samedi, les trains sont arrivés sur la côte, remplis à 115%. Ce n'est pas responsable", a protesté le gouverneur de la province dans un communiqué. "La police surveillera strictement toutes les villes côtières pour s'assurer qu'elles respectent toutes les directives. Les contrevenants seront sévèrement punis", a-t-il averti. La Belgique est touchée depuis samedi par une vague de chaleur prévue sur plusieurs jours avec des températures supérieures à 35.

INDE

Au moins 18 morts et plus de 120 blessés dans un accident d'avion (nouveau bilan)

Au moins 18 personnes ont été tuées et plus de 120 blessées lorsqu'un avion de ligne de la compagnie Air India Express a quitté vendredi soir la piste, se brisant en deux après avoir atterri en pleine tempête dans le Sud de l'Inde. Le ministre de l'Aviation Hardeep Singh Puri qui a visité samedi le site de la catastrophe a annoncé que les boîtes noires de l'avion, qui enregistrent les données du vol et les conversations dans le cockpit, avaient été découvertes, ce qui facilitera l'enquête sur les causes de l'accident. Le Boeing 737 de la compagnie Air India Express, un vol spécial venu de Dubaï pour rapatrier des Indiens coincés à

l'étranger par la pandémie, a dépassé vendredi soir la piste de l'aéroport de Kozhikode, dans l'état du Kerala (Sud de l'Inde), dévalé une pente raide et s'est disloqué. L'avion transportait 190 personnes, équipage inclus, selon le dernier bilan des autorités. "Le carburant s'est répandu, c'est un miracle que l'avion n'ait pas pris feu. Le bilan aurait pu être bien pire", a déclaré un responsable des secours sur place. Un passager, Ren jith Panangad, 34 ans, se souvient que l'appareil a touché le sol, puis c'est le "trou de mémoire". "Après l'accident, l'issue de secours s'est ouverte et je me suis extirpé" de la carcasse, raconte-t-il depuis son lit d'hô-

pital à Kozhikode. "L'avant de l'avion avait disparu", dit-il, "je suis toujours sous le choc". L'impact a été si brutal que le nez de l'avion s'est retrouvé projeté à 20 mètres du reste de l'appareil. "Nous n'entendons que des cris partout. Les gens étaient couverts de sang, certains avaient des fractures, d'autres étaient inconscients", décrit Fazal Puthiyakath, un habitant de 32 ans arrivé parmi les premiers sur place. Dix-huit personnes ont été tuées, selon le ministre de l'Aviation, et 22 personnes restent dans un état critique, selon les autorités locales.

S A N T É - A L G É R I E

JARDIN D'ESSAIS
D'EL HAMMA

Un protocole sanitaire au service des visiteurs

La direction du jardin d'essais d'El Hamma a mis en place un protocole sanitaire au service des visiteurs attendus en prévision de sa réouverture, portant sur l'intensification des opérations de désinfection, le contrôle du port obligatoire des bavettes et le respect de la distanciation physique, a-t-on appris vendredi auprès du directeur général du jardin d'essais, Abdelkrim Boulahia.

À la lumière des instructions du wali d'Alger, le jardin d'essais d'El Hamma a bénéficié, durant toute la semaine précédente et jusqu'à samedi, d'opérations de désinfection ayant touché ses différentes structures et ce dans le cadre des mesures de prévention spécifiques à la lutte contre le covid-19, a fait savoir M.

Boulahia dans une déclaration à l'APS. La direction du jardin d'essais a mis en place un protocole sanitaire au service des visiteurs et qui sera opérationnel dès l'annonce officielle de sa réouverture, a expliqué le même responsable qui n'a pas donné une date fixe pour ça.

Suite à la série de campagnes de désinfection programmées en coordination avec la circonscription administrative de Hussein Dey, il a été décidé, en outre, la mobilisation de 4 grands camions citernes (10.000 litres) qui devront sillonner tous les environs du jardin demain samedi pour davantage de désinfection, a souligné M.

Boulahia, ajoutant que le programme de désinfection se poursuivra quotidiennement dès l'ouverture des portes du jardin.

Faisant savoir que la direction du jardin devra procéder à la prise de température des visiteurs au niveau des deux entrées principales (rue Hassiba Ben Bouali et rue Mohamed Belouizdad), le même responsable a souligné que les agents devront veiller également au respect des instructions sanitaires, notamment le port de bavette et la distanciation physique.

Dans le même contexte, Boulahia a affirmé que l'administration « évitera » le rassemblement de plusieurs personnes devant les points de vente des tickets d'entrée ou à l'intérieur du jardin « notamment au niveau de la partie réservée aux animaux au regard de sa petite superficie qui ne dépasse pas un (1) hectare, et le nombre des cages rapprochées à l'intérieur », ainsi les agents vont faire entrer les visiteurs par de petits groupes de manière permettant de laisser la distance nécessaire entre les personnes. Créée en 1832, le jardin d'essai d'El Hamma qui s'étend sur une superficie de plus de 32 hectares est devenu en 2017 un Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) relevant de la wilaya d'Alger.

Selon des déclarations précédentes de son DG, le nombre des visiteurs du jardin lors de l'année écoulée 2019 a dépassé 1,5 millions de personnes.

CORONAVIRUS - MASCARA

Des bienfaiteurs acquièrent un appareil PCR pour les tests Covid-19

Des bienfaiteurs de la wilaya de Mascara ont acquis un appareil d'amplification en chaîne par polymérase (PCR) pour le dépistage de la Covid-19 en attendant sa mise en service après l'obtention d'un certificat de conformité de l'Institut Pasteur, a-t-on appris dimanche du directeur de la santé et de la population Dr. Lamiri Mohamed.

L'appareil PCR, a-t-il dit, a été acquis la semaine dernière avec une contribution financière de bienfaiteurs pour être placé dans un laboratoire approprié à l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara, soulignant que sa mise en service par des techniciens de la Direction de la santé et de la population et de l'université aura lieu après avoir obtenu le certificat de conformité de l'Institut Pasteur d'Alger. Ce nouvel équipement PCR, d'une valeur de 15 millions DA, permettra d'effectuer 100 tests par jour et

521 nouveaux cas, 423 guérisons et 9 décès

Cinq cent vingt-un (521) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 423 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr. Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 34 214, dont 521 nouveaux cas, soit 1,2 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1 302 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 24 506, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 30 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, moins de dix (10) cas et 18 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 57 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar.

Enfin, le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du res-



pect du confinement et du port des masques. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

PRÉVENTION - MÉDIAS

Pr Belhocine : "la prévention doit être au centre de la réforme du système de santé publique"



La politique de prévention doit être au centre de la réforme du système de santé dans le pays, a estimé dimanche à Alger, le président de la cellule chargée des investigations et des enquêtes épidémiologiques, Pr Mohamed Belhocine, ajoutant que l'Algérie "a tous les moyens d'asseoir un système de prévention des plus efficaces".

"En plus des enquêtes épidémiolo-

giques, la politique de prévention, négligée volontairement ou involontairement, doit revenir au centre de la réforme du système de santé publique" en Algérie, a préconisé Pr Belhocine, soutenant que le pays "a tous les moyens pour le faire".

Le président de la cellule chargée des investigations et des enquêtes épidémiologiques, qui s'exprimait sur les ondes de la Radio nationale, a relevé qu'il était impossible de faire "fonctionner un système de santé publique sans prévenir la survenue de maladies à travers un système d'information sanitaire et de prévention des plus efficaces".

Il a plaidé dans ce sens, pour la "réhabilitation" de l'Institut national de Santé Publique dont la mission principale, selon lui, est d'être "le guide de la recherche et l'aide à la prise de décisions dans le domaine de la santé publique".

S'agissant de la situation épidémiologique causée par la propagation du Coronavirus (Covid-19), Pr Belhocine a privilégié "une prise de conscience" par les citoyens au lieu de "mesures coercitives" pour limiter l'impact de ce virus, estimant qu'une solution intermédiaire, qui soit "un équilibre entre le contrôle de l'épidémie et la reprise d'une vie la moins porteuse de risques pour les citoyens, est la seule solution". "On ne peut pas rester en confinement permanent, il y a énormément d'activités économiques frappées de plein fouet par cette épidémie et par le confinement" a-t-il soutenu, appelant néanmoins les citoyens à respecter vigoureusement les mesures barrières notamment avec l'arrivée de l'automne, saison où on enregistre d'importants cas de grippe saisonnières. Par ailleurs, Pr Belhocine a mis en garde contre la propagation, dû à la perturbation du programme de vaccination, de l'épidémie de la rougeole.

COVID-19 - STRUCTURES

Ouverture prochaine d'une 4^e unité d'analyses PCR à Oran

La Direction de la santé de la wilaya d'Oran a récemment acquis un appareil d'analyses par la technique de réaction de polymérisation en chaîne

(PCR) dans la perspective de mettre en place une nouvelle unité d'analyses à mettre à la disposition des établissements de santé de proximité

récemment impliqués dans la prise en charge de Covid-19, a-t-on appris auprès de la DSP.

Les établissements de santé de proximité (polycliniques) ont été impliqués depuis près d'un mois dans la prise en charge des cas de la Covid-19 pour soulager les deux grands hôpitaux d'Oran, à savoir le Centre hospitalo-universitaire (CHUO) et l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHUO), a indiqué le chargé de communication à la DSP, Youcef Boukhari.

Ces centres enregistrent une moyenne de 500 consultations par jour.

Pour leur donner une certaine autonomie, une unité d'analyses PCR leur sera réservée dans les prochains jours, a-t-il fait savoir, soulignant qu'elle jouxtera le

laboratoire d'hygiène de la wilaya à hai "Gambetta".

L'appareil d'analyse PCR étant déjà en place avec pas moins de 700 doses de réactifs, le local nécessite, toutefois, quelques aménagements pour pouvoir enfin ouvrir et soulager les trois autres unités de l'Institut Pasteur Oran, du CHUO et de l'EHUO.

Cette nouvelle acquisition rentre dans le cadre des nouvelles directives du ministère de tutelle pour l'implication des établissements de santé de proximité dans la prise en charge des cas de la Covid-19, notamment en ce qui concerne les consultations.

Les grands hôpitaux devant être réservés à l'hospitalisation et la prise en charge des cas compliqués et graves.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE Plus de 720.000 morts

Le bilan du Covid-19 a dépassé les 720.000 morts dans le monde, dont 100.000 morts au Brésil, devenu le deuxième pays du monde le plus lourdement frappé derrière les Etats-Unis, tandis qu'en Europe la chaleur torride pousse les habitants à se masser sur les plages au mépris des mesures de prévention.

La pandémie a fait plus de 720.000 morts dans le monde en contaminant plus de 19 millions de personnes depuis fin décembre, selon un comptage réalisé samedi à partir de sources officielles.

Ces sept derniers jours, pratiquement un décès sur deux dans le monde est intervenu en Amérique latine, devenue la région la plus endeuillée par le coronavirus avec plus de 216.000 morts.

Le Brésil est devenu samedi le deuxième pays à dépasser les 100.000 morts du coronavirus après les Etats-Unis.

Le plus grand pays d'Amérique Latine, peuplé de 212 millions d'habitants, a également franchi un autre seuil symbolique, celui des 3 millions de personnes contaminées.

Les chiffres officiels (100.477 morts et 3.012.412 cas confirmés de contamination) doivent toutefois être relativisés en raison de l'insuffisance de tests, les spécialistes estimant que le nombre total de personnes infectées pourrait être jusque six fois plus élevé.

La pandémie a jeté une lumière crue sur les inégalités du Brésil, le virus faisant des ravages dans les favelas, touchant particulièrement les populations noires.

Sur la plage de Copacabana, à Rio, l'ONG Rio de Paz a organisé samedi matin un lâcher de 1.000 ballons rouges en hommage aux personnes décédées du Covid-19 au Brésil, avec 100 croix



noires plantées dans le sable. Les conséquences économiques sont terribles partout sur le continent.

En Equateur, près de 700.000 personnes ont perdu leur travail depuis le début de l'épidémie.

Au Chili, le seuil des 10.000 décès a été franchi samedi.

Alors que les Etats-Unis sont en voie de franchir la barre des 5 millions de cas de Covid-19, avec plus de 160.000 morts, la Maison Blanche et les démocrates du Congrès étaient engagés depuis deux semaines dans des négociations pour parvenir à un nouveau gigantesque

plan de soutien à l'économie. Mais ces discussions n'ont rien donné. Donald Trump a donc décidé d'agir par décret. "Ca suffit, nous allons sauver les emplois américains et venir en aide aux travailleurs américains", a déclaré le président lors d'une conférence de presse. M. Trump a ainsi signé quatre décrets qui prévoient des coupes dans les charges salariales, une allocation chômage prolongée de 400 dollars par semaine, des protections pour les locataires menacés d'expulsion et un report du remboursement des emprunts étudiants.

Le Brésil dépasse le seuil des 100.000 morts

Le Brésil est devenu samedi le deuxième pays à dépasser les 100.000 morts du coronavirus, après les Etats-Unis, une hécatombe face à laquelle le président Jair Bolsonaro a dit avoir la "conscience tranquille" malgré les critiques.

Le plus grand pays d'Amérique Latine, peuplé de 212 millions d'habitants, a

également franchi samedi un autre seuil symbolique, celui des 3 millions de personnes contaminées.

Les chiffres officiels (100.477 morts et 3.012.412 cas confirmés de contamination) doivent toutefois être relativisés en raison de l'insuffisance de tests, les spécialistes estimant que le nombre total de personnes

infectées pourrait être jusque six fois plus élevé.

Le Brésil déplore 478 morts par million d'habitants, un chiffre équivalent à celui des Etats-Unis (487), mais inférieur à celui de l'Espagne (609) ou de l'Italie (583). Plus de 1.000 décès quotidiens sont recensés en moyenne depuis plusieurs semaines, alors que la pan-

démie entre dans son sixième mois dans le pays.

Le premier cas confirmé de Covid-19 a été recensé à Sao Paulo le 26 février, et le premier décès le 12 mars, également dans la mégalopole. Le seuil des 50.000 morts a été dépassé une centaine de jours plus tard, mais ce total a ensuite doublé en moitié moins de temps.

NOUVELLE ZÉLANDE

100 jours sans aucun nouveau cas de coronavirus

La Nouvelle-Zélande a atteint dimanche la barre des cent jours sans aucune nouvelle contamination au coronavirus, même si les autorités sanitaires ont prévenu qu'il était hors de question de baisser la garde.

Il y a actuellement 23 cas personnes porteuses du Covid-19 dans l'archipel océanien mais elles ont toutes été dépistées à la frontière, en entrant dans le pays, et se trouvent en quarantaine.

"Atteindre les 100 jours sans transmission dans la population est une étape importante, cependant, comme nous le savons tous, nous ne pouvons pas nous permettre la moindre négligence", a dit le directeur de la santé, Ashley Bloomfield. "Nous avons vu à l'étranger à quelle vitesse le virus peut réapparaître et se propager dans des endroits où il était auparavant sous contrôle, et nous devons être prêts à juguler rapidement tout nouveau cas à l'avenir en Nouvelle-Zélande", a-t-il ajouté.

La Nouvelle-Zélande, qui compte cinq millions d'habitants, a compté

1.219 cas confirmés de coronavirus depuis février, le dernier diagnostiqué datant du 1er mai. Elle déplore 22 décès. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a jugé le pays exemplaire pour avoir "éliminé avec succès la transmission dans la population".

La Nouvelle-Zélande a fermé ses frontières le 19 mars. Elles sont désormais strictement contrôlées; toute personne arrivant dans le pays doit observer

une quarantaine de 14 jours.

Les Néo-Zélandais ont retrouvé un mode de vie presque normal, sans distanciation sociale et avec public autorisé lors d'événements sportifs et culturels. Dans l'éventualité d'une deuxième vague, le gouvernement a demandé à ce que tous les ménages conservent des kits d'approvisionnement d'urgence comprenant des masques.

AFRIQUE DU SUD

Plus de 10.000 morts du coronavirus

L'Afrique du Sud a passé le cap des 10.000 morts du coronavirus depuis que l'épidémie est apparue dans ce pays en mars, a annoncé samedi le ministre sud-africain de la Santé.

L'Afrique du Sud a aussi enregistré au total 553.188 cas de contamination, soit plus de la moitié des ceux constatés sur l'ensemble du continent.

Il s'agit aussi du 5e plus grand nombre de cas de Covid-19 dans le monde.

Selon le ministre de la santé Zweli



CHILI

Le Chili franchit le cap des 10.000 morts

Le Chili a franchi samedi le cap des 10.000 morts dus au nouveau coronavirus, cinq mois après l'apparition du premier cas dans ce pays latino-américain, l'un des plus touchés dans la région, a annoncé le ministre de la Santé.

Au cours des dernières 24 heures, il y a eu 53 nouveaux décès, portant le bilan total des morts à 10.011.

Au cours de la même période, les autorités ont recensé 2.201 nouveaux cas de contamination, portant le total à plus de 370.000, a déclaré au cours d'une conférence de presse le ministre Enrique Paris.

Mais le bilan des morts du virus au Chili atteint 13.426 si on inclut les morts suspects, selon les critères de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Dans ce cas de figure, le Chili, qui compte 18 millions d'habitants, atteint un taux de 523,7 morts pour un million d'habitants, un chiffre supérieur aux 468,4 morts pour un million du Brésil.

Celui-ci, qui compte 212 millions d'habitants est le pays d'Amérique latine le plus endeuillé par la pandémie, avec près de 100.000 morts et le deuxième dans le monde pour le nombre des cas de contamination (près de trois millions) derrière les Etats-Unis (4,8 millions de cas), selon les statistiques de l'université américaine Johns Hopkins.

PHILIPPINES

Les Philippines réimposent un strict confinement

Les autorités des Philippines ont réimposé un strict reconfinement des habitants sur une large partie du pays, selon des sources médiatiques locales.

Plus de 27 millions de personnes, soit environ le quart de la population, sont de nouveau contraintes de rester chez elles, sauf motif impérieux ou pour des achats alimentaires.

Avec seulement 24 heures de préavis, les commerces ont fermé, tout comme les salons de coiffure, cinémas et salles de sport, tandis que les restaurants ne sont autorisés à servir que des plats à emporter.

Les transports publics ont cessé et les avions ont été cloués au sol, prenant de court de nombreux Philippines coincés à Manille et dans l'impossibilité de rentrer chez eux.

D'autant plus que de nombreuses régions exigent désormais un certificat de non-infection, difficile à obtenir, selon les médias.

Les nouvelles mesures mettent à l'arrêt des pans entiers de l'économie philippine, a reconnu la présidence, qui a averti que l'activité économique du pays avait lourdement décroché au premier semestre.

Le PIB avait déjà décroché de 5 % au premier trimestre par rapport au dernier trimestre de 2019. Ce reconfinement a été décidé par les autorités après le cri d'alarme des associations de médecins, qui ont averti que le pays était en train de "perdre la bataille" contre le Covid-19.

Une lettre ouverte d'un million de personnels de la santé appelle les autorités à "intervenir".

Mkhize, 301 nouvelles morts dues au virus ont été recensées ces dernières 24 heures.

"Nous avons passé la barre des 10.000 morts, avec 10.210 décès cumulés", a-t-il dit.

Plus de la moitié des nouveaux décès constatés samedi sont survenus dans la province du KwaZulu-Natal (sud-est), a-t-il précisé.

"Le pic (de l'épidémie) est ici, là où nous sommes", a déclaré M. Mkhize samedi en visitant un hôpital de cette province.

APS

ANÉMIE

QUELS SIGNES DOIVENT NOUS ALERTER ?

Épuisée, essoufflée au moindre effort, une mine de papier mâché... Et si ça venait d'une insuffisance en fer ? On fait le point sur ce minéral indispensable avec Béatrice Benavent-Marco, diététicienne-nutritionniste

Une fatigue inhabituelle, un essoufflement, un teint pâle sont des signes d'anémie par manque de fer. Des troubles de la mémoire, une baisse des performances intellectuelles, une chute de cheveux, une plus grande vulnérabilité aux infections peuvent aussi indiquer un manque de fer.

Pourquoi les femmes sont-elles plus exposées ?

Tout simplement parce que de l'adolescence à la ménopause, leurs règles entraînent des pertes en fer non négligeables. Les femmes qui présentent des fibromes de l'utérus sont particulièrement à risque, car elles perdent beaucoup plus de sang lors de leurs règles, ce qui retentit sur leurs réserves en fer. Le risque de carence augmente aussi en cas de grossesses rapprochées.

Existe-t-il d'autres situations à risque ?

En période de croissance, les besoins en fer sont très importants. Et au cours de la vie, toutes les maladies qui peuvent occasionner des saignements répétés (ulcères, hémorroides, cancers, maladies inflammatoires...) font courir le risque d'un déficit en fer. On



y pense aussi chez les personnes âgées qui mangent trop peu.

La pratique du sport peut-elle être en cause ?

Oui. C'est le cas, par exemple, de la course à pied. L'impact répété des pieds sur le sol crée des microtraumatismes qui « éclatent » les globules rouges.

Une transpiration excessive lors de l'effort serait aussi en cause. Sans oublier que ceux qui se serrent la ceinture en vue d'une compétition peuvent, du même coup, se priver de ce précieux fer, par la faute d'un régime trop restrictif.

On dose quel exactement pour être fixé ?

Seule une prise de sang permet de savoir si on manque vraiment de fer. Le médecin généraliste en demande une quand il constate une fatigue ou une pâleur anormale. Mais, plus que le fer, c'est la ferritine qui doit être dosée. Cette protéine, qui permet le stockage du fer est, en effet, le témoin de nos réserves. Dans certains cas, ce dosage peut être complété par celui du fer et de la transferrine, la protéine qui assure le transport du fer dans l'organisme.

GROSSESSE : UNE FEMME ENCEINTE SUR TROIS MANQUE DE FER

On le sait : les femmes enceintes souffrent souvent d'anémie. D'après une nouvelle étude menée en Belgique, une future maman sur trois serait concernée.

Les chiffres viennent tout juste de tomber. D'après une récente étude menée par le Centre Hospitalier Universitaire de Bruxelles (en Belgique), plus d'un tiers des femmes enceintes manquent de fer.

Or, cet oligo-élément est essentiel au bon développement du cerveau du bébé, en particulier au cours du premier trimestre de grossesse... De plus, en septembre 2014, une étude américaine avait montré que le risque d'autisme chez l'enfant était multiplié par 5 lorsque la maman avait manqué de fer au cours de sa grossesse. Un sujet qu'il faut donc

prendre au sérieux ! Les recherches ont été conduites sur un échantillon représentatif de 1900 femmes, européennes et enceintes. L'âge des volontaires et leur indice de masse corporelle (IMC) a aussi été pris en compte. Résultat ? 35 % des participantes présentaient une carence en fer plus ou moins sévère. Et parmi elles, 20 % souffraient également d'hypothyroïdie.

DINDE, SARDINES, TOFU...

En effet, le fer est impliqué dans le bon fonctionnement de la glande thyroïde : lorsqu'il vient à manquer, la production de triiodothyronine et de thyroxine (deux hormones souvent abrégiées T3 et T4) diminue. Cette condition se traduit

généralement par une fatigue importante, une hypothermie, un ralentissement du rythme cardiaque (bradycardie) et/ou une prise de poids.

Chez les femmes enceintes, les apports nutritionnels recommandés (ANR) sont de l'ordre de 30 mg de fer par jour. Pour faire le plein, n'hésitez pas à adapter votre alimentation :

régalez-vous de dinde, de sardines, de tofu, de lentilles, d'épinards, de haricots blancs...

En revanche, les abats et les fruits de mer sont vivement déconseillés. Attention : à l'inverse, un excès de fer peut également nuire à la santé de la femme enceinte - d'après certains spécialistes, il y aurait un risque de troubles cardiovasculaires.

L'ANÉMIE LIÉE À DES PERTES D'AUDITION

Les personnes anémiques, c'est-à-dire qui manquent de fer, subiraient plus de pertes auditives que les autres.

Vieillesse, exposition au bruit, écoute prolongée à volume élevé... Les causes de déficience auditive sont multiples. Des chercheurs viennent de trouver un lien entre l'anémie ferriprive (carence en fer) et la perte d'audition. Dans leur étude parue dans JAMA Otolaryngology-Head & Neck Surgery, ils ont testé l'audition de 305 339 personnes âgées de 21 à 90 ans. Ils ont pris en compte la perte auditive neurosensorielle, c'est-à-dire les lésions de la cochlée ou des liaisons nerveuses entre l'oreille interne et le cerveau, mais aussi la perte auditive conductrice, qui concerne l'oreille externe et moyenne. Grâce aux dossiers médicaux, les chercheurs ont établi les taux

d'hémoglobine et de ferritine des participants qu'ils ont considérés comme élevés, moyens ou faibles en fonction des taux de références par sexe et par âge.

DEUX FOIS PLUS DE PERTE D'AUDITION CHEZ LES PERSONNES ANÉMIÉES

1,6% des volontaires présentaient une perte auditive, quel que soit le type. Ce chiffre monte à 3,4%, soit plus du double, pour les personnes anémiques. Les scientifiques ont donc conclu à une association significative entre perte d'audition et anémie. Cela ne signifie toutefois pas qu'il s'agit d'un lien de cause à effet. Des travaux ultérieurs permettront d'en savoir plus, et de déterminer si le traitement de la carence en fer pourrait améliorer l'audition, voire résorber les pertes auditives.



Carence en fer : 30% à 50% des patients insuffisants cardiaques en souffrent

200 000 personnes sont insuffisamment chaque année pour insuffisance cardiaque. Des patients chez lesquels la carence en fer est une comorbidité fréquente.

Fatigue, perte de cheveux, baisse des performances intellectuelles, fatigabilité à l'effort : ces symptômes ne sont pas à prendre à la légère car ils peuvent être le signe d'une carence en fer (ou carence martiale). Or le fer est un oligoélément indispensable au bon fonctionnement des muscles, du cerveau mais également du cœur.

Comme il a été rappelé lors du Congrès Européen de Cardiologie (HFA) qui se tient à Paris, du 28 avril au 2 mai, dépister une éventuelle carence en fer chez les patients qui souffrent de maladies cardiovasculaires devrait être un geste systématique. On sait en effet que le manque de fer augmente le risque de décès dans l'année qui suit un accident vasculaire cérébral.

Mais on sait également que 30 à 50% des personnes qui souffrent d'insuffisance cardiaque ont une carence en fer. La carence en fer contribue à l'aggravation de cette maladie. Les dernières recommandations européennes de la prise en charge de l'insuffisance cardiaque préconisent donc le dépistage systématique de la carence en fer chez tous les insuffisants cardiaques, indique le Dr Pascal de Groote, responsable du service cardiologique au CHRU de Lille.

COMMENT DIAGNOSTIQUER UNE CARENCE EN FER ?
Le dépistage de la carence en fer est extrêmement simple. Il consiste, par une simple prise de sang, à doser deux composantes biologiques, la ferritine et la transferrine, explique le Dr Pascal de Groote. "Lorsque la carence est diagnostiquée et prise en charge par un apport en fer, nous observons chez les insuffisants cardiaques une diminution des symptômes et une amélioration significative de leur qualité de vie" ajoute-t-il. La perte en fer peut être liée à plusieurs facteurs : une dénutrition ou un moindre apport alimentaire en fer, une mauvaise absorption du fer par le système digestif, une inflammation générale ou des saignements liés à des règles abondantes, à la prise d'anticoagulants ou d'antiplaquetaires, à des ulcères ou des polypes.

"La carence en fer ne présente pas vraiment de symptômes spécifiques mais les personnes souffrant de pertes de sang, de maladies chroniques ou de pathologies cardiaques telles que l'insuffisance cardiaque doivent en parler à leur médecin pour pratiquer un dépistage de la carence en fer", insiste le cardiologue.

ANÉMIE : CE N'EST PAS FORCÉMENT UN MANQUE DE FER

L'anémie est définie par la diminution anormale des globules rouges ; elle est quasi universellement attribuée au manque de fer, alors que ce n'est pas le seul facteur. Certaines anémies surviennent ainsi très régulièrement, dès que la supplémentation en fer s'arrête. Seul moyen d'y mettre fin : rechercher la cause.

L'anémie entraînant une mauvaise oxygénation des tissus, les premiers symptômes sont souvent une fatigue associée à un essoufflement rapide et disproportionné à l'effort. Ces symptômes sont également aggravés en altitude. L'immunité peut être aussi être fragilisée rendant l'organisme plus vulnérable aux infections.

Des malaises déclenchés en se levant ou en restant longtemps debout peuvent aussi être des signes d'alertes. Enfin, le visage est souvent (mais pas systématiquement) pâle, voire décoloré, les pieds et mains systématiquement froids.

DES ANALYSES POUR Y VOIR PLUS CLAIR

En cas de doute, la prise de sang permet de révéler l'anémie quand le taux d'hémoglobine est inférieur à 120 g/l chez la femme et 130 g/l chez l'homme. Attention chez la femme enceinte, les normes sont différentes : on ne peut parler d'anémie qu'au-dessous de 105 g/l.

En cas d'anémie, il peut être intéressant de faire doser le volume globulaire moyen (VGM) : s'il est diminué, il s'agit probablement d'une carence en fer, mais s'il est augmenté il s'agit plutôt d'une carence en vitamines B9 et/ou B12, elles aussi responsables d'anémie.

Le dosage de la ferritine est aussi un indice complémentaire pour évaluer une carence en fer. Si c'est le cas elle est en dessous de 25µg/l, 50µg/l pour une femme ménopausée ou un homme. A noter que cependant, la ferritine est en hausse en cas de maladies hépatiques intestinales : c'est en effet une protéine inflammatoire, dont le taux augmente en présence d'inflammation. Mais elle sera également augmentée s'il y a surcharge en fer, une atteinte hépatique ou une hémochromatose.

L'anémie peut être également un indice et/ou une conséquence d'une dysbiose intestinale, voire un symptôme de la maladie cœliaque (l'allergie au gluten). D'où l'intérêt d'en rechercher la cause avant une supplémentation systématique...

L'ANÉMIE PEUT AVOIR PLUSIEURS CAUSES

Si y a réellement carence en fer, chez une femme, des règles hémorragiques sont évidemment la première cause à rechercher. Des hémorragies accidentelles, ou consécutives à une opération sont aussi responsables d'une perte accrue de fer. Les périodes de grossesses et d'allaitement sont également consommatrices de fer.

Mais beaucoup plus fréquemment qu'on ne



l'imagine, l'anémie peut être due à une carence en vitamines B9 ou de vitamine B12 : ces vitamines sont toutes deux nécessaires à la formation des globules rouges. Leur carence entraîne donc anémie, mais aussi fatigue, troubles du sommeil et de la mémoire, déprime, troubles digestifs.

Un régime alimentaire déséquilibré, voire carencé, et une mauvaise absorption intestinale sont souvent les premiers responsables. Le fer est normalement absorbé au niveau de l'intestin. Si la muqueuse intestinale est enflammée, les oligo éléments et vitamines ne seront pas assimilés par l'organisme.

Une parasitose peut également modifier l'absorption. Si l'analyse apparaît après plusieurs mois ou années d'inflammation intestinale ou après un changement de mode alimentaire, elle n'est que la partie émergée de l'iceberg : elle ne sera résolue durablement qu'en rétablissant le terrain.

LES SOLUTIONS ANTI-CARENCE EN FER

Des mesures nutritionnelles sont à mettre en place pour augmenter les apports alimentaires : cacao, foie, viande, vin rouge, légumineuses, œufs, huîtres, palourdes, fruits secs, spiruline, épinards, persil, cresson, sésame... sont riches en fer.

Le fer présent dans la viande et les produits animaux est beaucoup plus assimilable pour l'organisme que le fer présent dans les végétaux

... s'il s'agit de fer héminique, absorbé à hauteur de 20 à 32%. Dans les végétaux, il s'agit de fer sous forme non héminique, assimilé seulement à hauteur de 3 à 5%.

A noter que le le thé limite l'absorption du fer, tout comme le cuivre et le zinc qui utilisent les mêmes transporteurs pour passer la barrière intestinale. Le café ne fait pas non ménage non plus avec le fer, ainsi que les légumineuses et les céréales complètes.

TROIS CONSEILS DE BASE

Si une complémentation est nécessaire, préférez du fer d'origine naturelle : sous forme d'ampoules d'oligothérapie, ou par un apport en lithothérapie grâce au remède Hématite D8. L'hématite est une roche composée d'oxyde ferrique à 70% et de fer à 30%. Elle est indiquée en cas d'anémie, de fatigue, d'hypotension... La version sans alcool est même utilisable par les femmes enceintes.

Une supplémentation en vitamines B d'origine naturelle sera une supplémentation presque obligatoire, accompagnée de pré-et probiotiques.

Enfin l'ortie est depuis toujours traditionnellement associée au traitement de l'anémie : sa richesse en minéraux, notamment silice et fer, sa concentration en chlorophylle aussi, en font l'alliée de choix... pour une santé de fer !

ÊTRE ANÉMIÉ AUGMENTE LE RISQUE DE DÉCÈS APRÈS UN AVC

L'anémie augmenterait le risque de décès dans l'année qui suit un accident vasculaire cérébral ou un accident ischémique transitoire, selon une étude de l'Université d'Aberdeen, en Écosse. L'anémie est fréquente à la fois chez les personnes âgées mais aussi chez les patients ayant fait un accident vasculaire cérébral (AVC) aigu. Or, selon une étude des chercheurs de l'Université d'Aberdeen, en Écosse, cette anémie, qui se caractérise par une faible teneur d'hémoglobine (les cellules sanguines qui transportent l'oxygène dans le corps) augmenterait le risque de décès dans l'année qui suit l'AVC.

"Nous avons constaté que la probabilité de mourir d'un accident vasculaire cérébral ischémique est environ deux fois plus élevé

chez les personnes souffrant d'anémie par rapport à celles qui n'ont pas d'anémie, et le risque de décès par accident vasculaire cérébral hémorragique est environ 1,5 fois plus élevé", a déclaré le Dr Phyo Myint, professeur de médecine de la vieillesse à l'Université d'Aberdeen et principal auteur de l'étude publiée par l'American heart association. Pour cette étude, les chercheurs ont examiné les données de 8013 patients âgés de 77 ans en moyenne et admis à l'hôpital pour un AVC aigu entre 2003 et 2015. Les chercheurs ont évalué l'impact de l'anémie et du taux d'hémoglobine sur la santé du patient jusqu'à un an après l'AVC.

Ils ont constaté que l'anémie était diagnostiquée chez environ un quart des

patients et était associée à un risque plus élevé de décès jusqu'à un an après l'admission à l'hôpital, que ce soit pour un AVC ischémique (vaisseau sanguin coagulé) ou un AVC hémorragique (vaisseau sanguin rompu). En outre, un taux d'hémoglobine élevé a été associé à un risque plus élevé de décès, principalement dans le premier mois suivant l'AVC, ce qui signifierait qu'un taux d'hémoglobine à la fois faible ou élevé pourrait être associé à un risque plus élevé de décès après un AVC.

Selon les chercheurs, cette étude devrait inciter les médecins à traiter les causes sous-jacentes à l'anémie chez les patients hospitalisés (par exemple une carence en fer) afin d'améliorer le pronostic vital après un AVC.

BURKINA

Un rassemblement pro-Compaoré empêché par des forces de sécurité

Un rassemblement des partisans de l'ancien président burkinabè Blaise Compaoré pour réclamer son retour au pays, a été empêché samedi à Ouagadougou par un imposant dispositif sécuritaire.

M. Compaoré a été chassé du pays en octobre 2014 par une insurrection populaire qui a mis fin à 27 ans de pouvoir.

Un imposant dispositif policier dressé aux abords de la Maison du peuple dans la capitale Ouagadougou, où devait se tenir la manifestation, a empêché des milliers de personnes de se rassembler.

Aucune raison officielle n'a été donnée par les forces de l'ordre, certains policiers se contentant d'indiquer que le rassemblement est "reporté".

"Nous avons convié les populations burkinabè à un rassemblement pour la paix, la réconciliation nationale et le retour des exilés politiques avec à leur tête le président Blaise Compaoré", a expliqué le coordonnateur national du mouvement Allasane Ouédraogo, lors d'une conférence de presse délocalisée dans un hôtel jouxtant la maison du peuple.

Les organisateurs, qui se déclarent indépendants de tout parti politique, ont expliqué leur initiative par la "lenteur" des autorités et des leaders d'opinion "à insuffler le dynamisme d'une véritable réconciliation nationale".

"Contre toute attente, nous constatons la présence des éléments de la compagnie républicaine de sécurité qui interdit toute entrée dans l'enceinte de la Maison du peuple", a déploré l'organisateur, exprimant son "étonnement face à une telle décision dont on ignore l'origine".

M. Compaoré, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, vit actuellement en Côte d'Ivoire d'où il ne peut être extradé en raison de sa double nationalité ivoirienne obtenue grâce à son épouse.

TCHAD

"Boko Haram fera encore beaucoup de dégâts" au lac Tchad, selon le président Tchadien

Le président tchadien Idriss Déby Itno a prévenu samedi qu'en dépit de la grande opération déclenchée en avril par son armée contre Boko Haram, ce groupe terroriste allait continuer "à faire beaucoup de dégâts" dans le bassin du lac Tchad.

"Nous aurons affaire à Boko Haram pendant encore longtemps. Les incursions vont continuer", a déclaré M. Déby, invité de l'émission "Le débat africain" diffusée sur Radio France Internationale samedi.

Le groupe terroriste "fera encore beaucoup de dégâts. Il faut avoir peur", a-t-il martelé au cours de cet entretien qui s'est déroulé au palais présidentiel de N'Djamena. Née dans le nord-est du Nigeria en 2009, l'insurrection de Boko Haram s'est peu à peu propagée aux voisins camerounais, nigérien et tchadien de ce pays, particulièrement dans la région du lac Tchad, située à la frontière entre ces quatre pays. Plus 36.000 personnes ont été tuées depuis.

En 2016, le groupe s'est scindé en deux branches : la faction historique, dirigée par Abubakar Shekau, et l'iswap, affilié à l'Etat islamique (EI).

Les quatre pays riverains luttent depuis 2015 contre ces groupes terroristes au sein d'une Force multinationale mixte (FMM). Mais cette force "n'a pas suffisamment fait le travail pour nous permettre d'endiguer ce mal", a déploré M. Déby, parlant notamment d'un problème de coordination entre les pays.

APS

SAHARA OCCIDENTAL Afaspa dénonce l'implantation du siège du réseau Afrique de la Francophonie à Dakhla occupée

L'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (Afaspa), a dénoncé l'implantation du siège du Réseau Afrique des maisons de la francophonie dans la ville sahraouie occupée Dakhla, estimant que cette décision "est injuste et discourtoise".

Dans une lettre adressée à Monsieur Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie, l'Association relève d'emblée que le Maroc n'a aucune hégémonie ou souveraineté sur le territoire du Sahara occidental, considéré comme un territoire non autonome par l'ONU, pour y organiser diverses initiatives internationales.

"Ce n'est pas pour le régime marocain d'organiser diverses initiatives internationales, afin de donner un vernis de légitimité à sa présence illégale dans ce territoire non autonome, duquel l'Assemblée générale de l'ONU lui a demandé à plusieurs reprises de se retirer", souligne le président de l'association, Jean-Paul Escoffier dans cette missive.

Pour l'association, l'installation du siège du Réseau

Afrique des maisons de la francophonie dans la ville de Dakhla, en plus du fait qu'elle est discourtoise, implique la France qui n'a jamais reconnu le Sahara occidental comme faisant partie du Royaume du Maroc tel qu'il a été réaffirmé récemment par la Cour européenne de justice.

"Cette décision discourtise conduit de fait à mettre notre pays dans l'illégalité internationale alors que la France n'a jamais reconnu le Sahara occidental comme faisant partie du royaume du Maroc.

Ce qui a été réaffirmé récemment par la Cour Européenne de Justice", écrit l'association. Selon l'Afaspa, "le Maroc dispose, de nombre de villes universitaires, où



le Français est plus communément parlé seraient plus à même d'accueillir ce siège en toute légalité".

Pour toutes ces raisons, l'Association sollicite "l'intervention de Jean-Baptiste Lemoyne auprès du Président de ce réseau, dont l'aléance aux visées politiques de son pays" augure mal son souci d'œuvrer pour

"le dialogue des cultures et la culture du dialogue".

Et déplore que le seul dialogue que le régime marocain entretient présentement dans le territoire du Sahara occidental "est celui de la matraque et le déni de la richesse de la culture sahraouie exclue des programmes scolaires et de la médiathèque de Laayoune".

MALI

Keita ordonne l'ouverture d'une enquête sur les derniers troubles à Bamako et l'indemnisation des victimes

Le Président malien, Ibrahim Boubacar Keita, a ordonné l'ouverture "immédiate" d'une enquête sur des troubles liés aux manifestations de juillet dernier dans la capitale Bamako et la mise en place d'un fonds d'indemnisation des victimes de la crise socio-politique, rapportent les médias maliens.

Lors du premier Conseil des ministres du "gouvernement restreint", tenu samedi, le Premier ministre malien Boubou Cissé a résumé en cinq axes majeurs la Feuille de route du gouvernement, disant que la première instruction du chef de l'Etat est de "Travailler au retour de la normalité, de la concorde et de la paix".

Le président malien a en outre demandé l'ouverture "immédiate" d'une enquête "minutieuse et crédible" sur les pertes en vies humaines à Bamako, Kayes et Sikasso survenues lors des dernières manifestations.

Ces investigations doivent être suivies de la mise en place d'un "fonds d'indemnisation des victimes de la crise sociopolitique ou leurs ayants droits après une étude de la situation", a fait savoir Cissé au cours de la réunion.

Ces enquêtes concernent également les "atteintes aux biens publics et privés". La nouvelle équipe doit aussi travailler

à la "création des conditions favorables à la formation d'un gouvernement d'union nationale", a-t-il ajouté.

Le président Keita assigne cette Feuille de route au moment où le M5-RFP, une coalition hétéroclite de chefs religieux, politiques, et de la société civile, continue de réclamer sa démission et appelle à un "nouveau rassemblement" mardi prochain.

Selon les médias maliens, le mini gouvernement doit, en outre, "faciliter l'opérationnalisation des mécanismes de suivi de la mise en œuvre des recommandations du Dialogue National Inklusif" malien. Les leaders du M5 RFP saluent la décision d'indemnisation des victimes des dernières manifestations. Cependant, ils pensent qu'elle ne résout nullement le problème, car "l'instigateur de ces tueries n'a toujours pas été identifié".

La nomination, vendredi, des nouveaux membres de la Cour constitutionnelle au Mali conformément aux recommandations du Sommet des chefs d'Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) n'a pas calmé l'opposition, déterminée à organiser de nouvelles manifestations.

La reconstitution de la Cour constitutionnelle, une des recommandations

du sommet de la Cédéao, tenu juillet dernier à Bamako pour trouver une issue politique à la crise malienne, vise à anéantir les contentieux électoraux liés au second tour des législatives qui sont à l'origine de la crise sociopolitique actuelle. Cette institution a invalidé fin avril une trentaine de résultats des élections législatives de mars-avril, dont une dizaine en faveur de la majorité du président Ibrahim Boubacar Keita. Le M5-RFP réclame depuis juin le départ du président IBK, élu en 2010 puis réélu en 2015 pour cinq ans. Le mois dernier, une manifestation à l'appel de l'opposition a dégénéré en trois jours de troubles meurtriers, les plus graves à Bamako depuis 2012. Le président du Mali, qui s'est engagé à exécuter les recommandations de la Cédéao, a déjà satisfait l'une de ses recommandations, à savoir la mise en place d'un nouveau gouvernement. Le Conseil de sécurité de l'ONU, qui suit le développement de la situation au Mali, a appelé le gouvernement à "mettre en œuvre les recommandations de la Cédéao, afin de surmonter les tensions, de donner la priorité au dialogue et de s'abstenir de tout acte susceptible d'alimenter les tensions et de menacer l'Etat de droit".

KENYA

Le Kenya se dit prêt au retour des touristes

Le président kényan Uhuru Kenyatta a encouragé samedi les touristes à revenir au Kenya, affirmant que le pays est sûr et son économie ouverte, ont rapporté des médias locaux.

"Vous pouvez voyager, vous pouvez vous déplacer", a déclaré M. Kenyatta dans un communiqué, s'adressant aux touristes kényans mais aussi aux visiteurs étrangers. Le Kenya a repris ses vols internationaux

et nationaux le 1er août dans le cadre d'une levée progressive des mesures de lutte contre la pandémie de coronavirus. "La sécurité n'est pas seulement l'affaire du gouvernement. C'est un choix individuel", a-t-il ajouté, rappelant que chacun doit suivre les mesures de précaution pour éviter la propagation du nouveau coronavirus.

Le Kenya a enregistré 699

nouvelles infections au Covid-19 samedi, portant officiellement le nombre de cas à 25.837 et 418 décès. Début juillet, M. Kenyatta avait levé l'interdiction de quitter ou de se rendre à Nairobi et Mombasa, les deux plus grandes villes du pays et principaux foyers de l'épidémie.

Ces mesures d'assouplissement faisaient suite à une forte pression du secteur privé pour

rouvrir l'économie. Le tourisme est une source importante de revenus pour ce pays d'Afrique de l'est.

La fermeture des frontières et les restrictions de voyage avaient durement frappé les opérateurs. Le secteur a perdu 750 millions de dollars cette année, soit environ la moitié du total des revenus de 2019, selon une estimation du ministère du Tourisme kényan.

EXPLOSIONS AU LIBAN 158 morts et 6000 blessés

Le nombre de victimes des deux explosions survenues, mardi, au port de Beyrouth a grimpé à 158 morts et 6.000 blessés, a fait savoir, samedi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

"Il y a encore 21 personnes portées disparues", précisait le ministère, indiquant que des recherches sont en cours pour les retrouver.

Le ministère a fait état dans un précédent bilan d'un nombre de 60 disparus et 154 morts. Mardi, une double explosion d'une violence inouïe a semé le chaos dans le port de la capitale du Liban. La moitié de la ville est touchée et 300.000 personnes sont désormais sans domicile.



109 blessés lors de manifestations antigouvernementales

Au moins 109 personnes ont été blessées samedi lors des affrontements qui ont eu lieu pendant les manifestations antigouvernementales dans le centre de Beyrouth, quelques jours après les explosions massives qui ont secoué la capitale libanaise, faisant au moins 158 morts et 6.000 blessés, rapporte la chaîne de télévision libanaise

LBCI. Exigeant une refonte du système politique libanais, les manifestants tentaient de s'introduire dans le Parlement, ce qui a incité les forces de sécurité à utiliser des gaz lacrymogènes pour les disperser. Les manifestants ont jeté des pierres sur les forces de sécurité et ont essayé d'enlever les fils de fer barbelés pour tenter de se rap-

procher du Parlement. Deux énormes explosions ont secoué le port de Beyrouth mardi vers 18h10 heure locale (15h10 GMT), ébranlant les bâtiments de toute la capitale. Selon les premières informations, le nitrate d'ammonium stocké dans l'entrepôt du port de Beyrouth depuis 2014 pourrait avoir causé ces explosions mortelles.

Les donateurs internationaux au chevet du Liban pour mobiliser une aide humanitaire d'urgence

Les internationaux se réunissent dimanche pour une visioconférence destinée à mobiliser une aide humanitaire d'urgence pour le Liban suite à la double explosion au port de Beyrouth qui a fait 158 morts et 6000 blessés, causant également des dégâts matériels énormes.

Les représentants de l'Union européenne, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la Chine et de la Russie, entre autres, participent à la conférence.

L'ONU a évalué à 85 millions de dollars (72,1 millions d'euros) les besoins du Liban pour le seul secteur de la santé.

Organisée à l'initiative de la France et des Nations unies (ONU), la conférence en ligne doit marquer le début d'une "démarche d'urgence et d'espoir pour l'avenir" du pays, a précisé samedi la présidence fran-

çaise. Lors de sa visite jeudi dans la capitale libanaise après l'explosion meurtrière, le président français Emmanuel Macron a promis une aide "rapide et massive de la communauté internationale".

Les priorités visent "la consolidation des bâtiments endommagés, l'aide médicale d'urgence, l'aide alimentaire et la restauration des hôpitaux et écoles", a indiqué l'Elysée.

"La méthodologie est celle que les organisations internationales utilisent, il y a une nécessité qu'on ne fasse pas de chèque en blanc au gouvernement libanais", a poursuivi la même source.

Le président américain, Donald Trump, a annoncé qu'il participerait à cette réunion : "Tout le monde veut aider !", a-t-il ajouté, mentionnant avoir parlé avec le président français.

Les institutions euro-

péennes participeront également à la conférence des donateurs pour mobiliser une aide humanitaire d'urgence au profit du Liban après les deux explosions qui ont ravagé la capitale Beyrouth, avait annoncé vendredi la Commission européenne.

Le président du Conseil européen Charles Michel représentera les Etats membres, avait déclaré le porte-parole de l'exécutif européen, Eric Mamer.

La Commission européenne a coordonné l'envoi de 300 sauveteurs spécialisés à Beyrouth et a débloqué 33 millions d'euros pour les premiers besoins d'urgence, notamment de l'aide médicale.

Les pays du Golfe Koweït, Qatar, Emirats arabes unis, Arabie saoudite ont été invités", selon l'Elysée.

L'énorme déflagration mardi, dans un entrepôt du

port de la capitale libanaise, a fait au moins 158 morts, 6000 blessés, des dizaines de disparus et des centaines de milliers de sans-abri, selon un dernier bilan officiel.

La dévastation provoquée par l'explosion au Liban vient s'ajouter à une grave crise économique, marquée par une dépréciation inédite de sa monnaie, une hyperinflation, des licenciements massifs et des restrictions bancaires drastiques.

Samedi, des milliers de protestataires ont défilé dans le centre-ville de Beyrouth.

Menés par des officiers à la retraite, ils ont envahi le siège du ministère des affaires étrangères, le proclamant "quartier général de la révolution".

En parallèle, l'aide internationale continue d'affluer.

Dès l'annonce de l'explosion, de nombreux pays ont envoyé personnel de secours et aide matérielle.

Démission de la ministre de l'Information

La ministre de l'Information libanaise, Manal Abdel Samad, a annoncé dimanche sa démission du gouvernement, après l'explosion meurtrière et dévastatrice du port de Beyrouth qui a fait au moins 158 morts et plus de 6000 blessés, rapporte les médias locaux.

"Après l'énorme catastrophe de Bey-

routh, je présente ma démission du gouvernement", a déclaré la ministre lors d'une brève allocution télévisée.

"Je m'excuse auprès des Libanais, nous n'avons pas pu répondre à leurs attentes.", a-t-elle conclu.

L'énorme déflagration mardi, dans un entrepôt du port de la capitale libanaise, a fait au moins 158 morts,

6000 blessés, des dizaines de disparus et des centaines de milliers de sans-abris, selon un dernier bilan officiel.

L'explosion dévastatrice a suscité la colère des Libanais, dont des milliers ont manifesté samedi dans le centre de Beyrouth, réclamant des comptes au dirigeants politiques, avaient rapporté les médias.

BOLIVIE

La présidente par intérim appelle à un dialogue politique national

La présidente par intérim de la Bolivie, Jeanine Anez, a lancé un appel pour un dialogue politique national axé sur les élections générales, dont le report de septembre à octobre en raison de la pandémie de Covid-19 a déclenché des manifestations dans le pays, selon les médias. L'appel au dialogue a été adressé samedi aux dirigeants syndicaux, principal soutien des manifesta-

tions, aux membres du corps électoral, aux candidats et aux présidents des chambres des députés, Sergio Choque, et des sénateurs, Eva Copa, ont indiqué les médias citant une note de la présidente. De même, l'église catholique a été invitée à participer au dialogue, prévu dimanche, en tant qu'observateur, selon cette note signée par Mme Anez, également candidate

de l'Alliance Juntos. L'objectif de la réunion "est de confirmer la date des élections et de mettre fin aux blocages", a écrit la présidente dans sa convocation. "J'appelle à ce dialogue en pensant à la vie, en pensant à la santé, en pensant à la démocratie et en pensant à la paix sociale", a-t-elle ajouté. Plusieurs manifestations et blocages routiers ont été enregistrés depuis

lundi dernier contre le report du 6 septembre au 18 octobre des élections générales en Bolivie. Ces blocages ont fortement impacté l'approvisionnement en oxygène médical vers les centres hospitaliers en charge du traitement des cas critiques du Covid-19. Les élections générales en Bolivie visent à élire le chef de l'Etat, le vice-président ainsi que 36 sénateurs et 120 députés.

JAPON-NAGASAKI Commémoration du 75 ans anniversaire du bombardement atomique de la ville

La ville japonaise de Nagasaki commémorait, dimanche, le 75e anniversaire du bombardement atomique américain du 9 août 1945, survenu trois jours après la première attaque nucléaire de l'histoire sur Hiroshima.

Environ 500 personnes et représentants de quelque 70 pays et régions assistaient à la cérémonie commémorative annuelle au Parc de la Paix et le nombre de participants cette année était d'environ un dixième du nombre habituel pour éviter une trop forte concentration de personnes, étant donné que le nouveau coronavirus (Covid-19) continue de se propager à travers le pays, selon l'agence Chine nouvelles.

Tomihisa Taue, le maire de la ville, a, lors de la cérémonie, exhorté le gouvernement central à "signer immédiatement un traité de l'ONU interdisant les armes nucléaires" et a appelé à davantage d'efforts en vue de leur élimination.

Nagasaki a été frappée par une bombe atomique le 9 août 1945, ce qui en a fait la deuxième ville de l'histoire à avoir subi un bombardement atomique, après l'autre ville japonaise Hiroshima qui avait été bombardée le 6 août de la même année.

Le 9 août 1945, à 11h02, l'explosion de la Bombe détruisit 80% des bâtiments de Nagasaki, dont sa cathédrale d'Urakami, et provoqua la mort de quelque 74.000 personnes, sur le coup et jusqu'à la fin de l'année.

Le 6 août, le largage de la bombe Little Boy avait détruit Hiroshima, plus au nord, tuant 140.000 personnes. Ces deux bombes étaient d'une puissance destructrice inédite. Dimanche matin, une messe a été célébrée à la mémoire des victimes dans la cathédrale toute proche de l'hypocentre de l'explosion.

PRÉSIDENTIELLE AU BELARUS Loukachenko et l'opposante Tikhanovskaïa principaux candidats

Les Belarusses ont commencé à voter dimanche pour l'élection présidentielle dont les principaux candidats sont le président sortant Alexandre Loukachenko qui brigue un sixième mandat et l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa.

Près de 6,9 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour ce scrutin qui a été précédé d'un vote anticipé depuis mardi, qui a enregistré une participation de 41,7% selon les autorités.

La campagne électorale a été marquée par des rassemblements d'une ampleur "historique" en soutien à Svetlana Tikhanovskaïa, 37 ans, qui a remplacé comme candidate son mari emprisonné, Sergueï Tikhanovski, un vidéo-blogueur.

Encore inconnue quelques mois plus tôt, Svetlana Tikhanovskaïa, 37 ans, une professeur d'anglais, novice en politique, est devenue la principale rivale du président Loukachenko, 65 ans, au pouvoir depuis 2014. Elle s'est alliée à deux autres femmes, Veronika Tsepikalo, et Maria Kolesnikova, formant un trio devenu le principal symbole de l'opposition. Trois autres candidats sont en lice.

En raison de l'épidémie de coronavirus, les autorités béla russes ont limité le nombre d'observateurs présents dans les bureaux de vote.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ne sera pas présente pour observer le vote, une première pour un scrutin national au Bélarus depuis 2001, faute d'avoir reçu une invitation officielle à temps.

SECOUSSES TELLURIQUES À MILA La mosquée "Sidi Ghanem n'a subi aucun dégât

La mosquée "Sidi Ghanem" de Mila, la plus vieille mosquée connue en Algérie, n'a subi aucun dégât après les deux secousses telluriques ayant frappé la wilaya éponyme vendredi, a indiqué samedi à l'APS le chargé de la direction de la restauration et de la préservation du patrimoine au ministère de la Culture et des Arts, M. Zoheir Ballalou.



Cette mosquée d'abord baptisée du nom de Abu Mouhadjir Dinar et dont la construction remonterait au début du 6e siècle (an 59 de l'hégire), se trouve à l'intérieur du musée du site de Mila, et va bénéficier de travaux d'urgence à partir de la semaine prochaine, selon Zoheir Ballalou. Dans ce même musée du jardin archéologique de la ville, des "dommages très légers" ont été constatés sur la

muraille byzantine et sur des statues de marbre dont l'imposante statue appelée "Milo", une sculpture sur marbre blanc représentant une forme humaine de près de deux mètres de hauteur, découverte en 1880. Dans la Casbah de Mila, vieux tissu urbain habité, "deux maisons classées rouge et inoccupées se sont effondrées alors que 16 autres bâtisses ont été endommagées, sans faire de victimes", indique

la même source, qui assure que ces constructions seront diagnostiquées par l'équipe d'experts dépêchée sur place par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. Le ministère de la Culture et des Arts a pour sa part chargé l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (Ogebc) d'effectuer un diagnostic des dommages enregistrés sur la muraille byzantine et les statues de marbre.

ILLIZI

Un atelier du Tapis targui à Djanet

Un atelier de tapis targui "Assedkane" a été lancé par l'association "Yanboue El-Hanane" dans la commune pilote de Djanet (Sud d'Illizi), dans le cadre du Programme de renforcement des capacités des acteurs de développement local/communes modèles (CapDEL), a-t-on appris dimanche des initiateurs du projet.

Le projet "Assedkane" (ou tapis targui) comporte un atelier regroupant plus de 50 artisanes spécialisées dans la tapisserie traditionnelle, en plus de la formation de stagiaires dans ce métier en vue de préserver cet héritage local et le promouvoir au même titre que les autres types d'artisanat traditionnel, a-t-on précisé.

Il vise à soutenir la femme au foyer et à promouvoir le produit traditionnel, en plus d'élargir les horizons de ce créneau artisanal à travers le lancement d'ateliers-pilotes pour le renforcement des capacités des artisanes et des opportunités de leur insertion professionnelle, ainsi que la promotion du produit arti-

sanal local, notamment le tapis traditionnel, a expliqué la présidente de l'association précitée, Kheira Sellamou.

L'association entend lancer à moyen terme, d'autres ateliers de formation de la femme et des jeunes de la région, en associant, via la notion de démocratie participative, les compétences et potentialités dans divers segments en vue d'impulser le développement local, a-t-elle ajouté.

Adaptant son programme d'action au contexte sanitaire actuel de pandémie de Covid-19, l'association anime aussi plusieurs campagnes de sensibilisation et de prévention, ciblant essentiellement la femme au foyer sur l'accompagnement psychologique des enfants à la maison durant cette phase difficile, a fait savoir Mme Sellamou.

L'association "Yanboue El-Hanane" a bénéficié du programme CapDel visant à renforcer les capacités des acteurs de développement local, à travers une dizaine de communes pilotes à travers le pays, dont Djanet.

THÉÂTRE

Décès du jeune comédien de théâtre, Moussa Lakrouit

Le jeune comédien de théâtre Moussa Lakrouit est décédé samedi à Sidi Bel Abbès, à l'âge de 33 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Né en 1986 à Sidi Bel Abbès, le défunt était très actif dans le mouvement théâtral de sa ville natale, comptant à son actif nombre de travaux avec le Théâtre régional de Sidi Bel Abbès, où il travaillait, ainsi que plusieurs colla-

boration avec différentes coopératives et théâtres régionaux. Moussa Lakrouit a également campé plusieurs rôles dans différentes pièces de théâtres à l'instar de "El Guerrab we Essalhine" du Théâtre régional d'El Eulma, "El Hay El Kadime" (Le vieux quartier), "Moussoussarama" du Théâtre régional de Saïda ainsi que "Bibou wa Madinet El Ahlem" (Bibou et la ville des rêves),

destinée aux enfants. Le jeune comédien a participé à plusieurs grandes manifestations dans le domaine du 4e art dont le 7e Festival national du Théâtre professionnel (Fntp) tenu en 2012, qui l'avait distingué du Prix de la meilleure interprétation masculine, pour son rôle dans la pièce de théâtre, "Mada sanaf'al El Ane?" (Qu'allons-nous faire maintenant?).

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة السكن، العمران والمدينة



رقم الصنف الجاهلي: 0999 0809 4224 518

رقم: 557/2020 د.ت.ع.م.ع

ديوان البرقية والسيبر العناري
بشار

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITÉS MINIMALES N° : /2020.

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Béchar, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour La reprise et achèvement des 12/19/139/312 Logements Publics Locatifs profit au secteur éducation à la wilaya de Béchar.

Le présent avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales concerne tous candidats soumissionnaires ayant un certificat de qualification et de classification professionnelle principal en Bâtiment secondaire et travaux publics ou hydraulique catégories Deux (II) et plus en cours de validité jusqu'à la date de fin de validité des offres.

Le retrait du cahier des charges auprès de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (Département finance et comptabilité), contre le paiement de Cinq mille dinars (5 000,00 DA).

Les soumissionnaires devront déposer leurs offres accompagnées des pièces justificatives requises par la réglementation en vigueur à :

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Béchar
Route de Lahmar, à côté de la protection civile -Béchar.

Les offres comprenant les pièces et les documents exigés dans le cahier des charges devront être scindées en trois (03) enveloppes :

01. Le dossier de candidature se compose de:

La déclaration de candidature, conforme au modèle joint au cahier des charges, signée, cachetée et datée.

La déclaration de probité conforme au modèle joint au cahier des charges, signée, cachetée et datée.

La copie du certificat de qualification professionnelle catégorie III et principale en bâtiment requises pour les travaux objet de l'avis d'appel d'offre validité jusqu'au dernier jour de la durée des validités des offres.

La copie de l'extrait de casier judiciaire du soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société. En cas du groupement constitué l'ensemble des membres du groupement doivent présenter leurs casiers judiciaires en cours de validité à la date de l'ouverture des plis.

La copie du statut de l'entreprise (SARL ; EURL ; SNC)

Copie des attestations des travaux réalisés des projets similaires ou équipement Durant les 10 dernières années délivrées par les maîtres de l'ouvrage.

L'état des moyens humains de l'entreprise justifié par des affiliations des salariés vis-à-vis la CNAS daté 12 mois à la date d'ouverture des plis, accompagné par des copies de succès ou des diplômes pour l'encadrement clé de l'entreprise délivrés par l'employeur.

Moyens matériels mis à la disposition du projet justifiés par les copies des cartes grises ou récépissés de dépôt et l'assurance au nom du gérant de l'entreprise pour matériel roulant en cours de validité à la date d'ouverture des plis et PV d'huissier de justice portant la date de l'année de l'appel d'offre pour le matériel non roulant.

Copies des bilans financiers des trois (03) dernières années certifiées par les services des impôts 2017/2018/2019

Copie de l'attestation C20

La copie du registre de commerce

Les copies des attestations d'affiliation et de mise à jour (CASNOS .CNAS.CACOBATH) en cours de validité à la date de l'ouverture des plis.

Copie de l'attestation de solvabilité.

Copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux, délivrée par l'antenne du registre de commerce (CNRC) pour les sociétés commerciales (SARL ; EURL ; SNC) année en cours.

Un exemplaire du protocole d'accord liant les membres du groupement.

Copie de carte fiscale NIF

02. L'offre technique se compose de:

La déclaration à soumettre, conforme au modèle joint au cahier des charges, signée, cachetée et datée.

Le cahier des charges paraphé doit obligatoirement porter dans sa dernière page la mention « Lu et accepté écrit par la main, le cachet, la signature du soumissionnaire et la date.

Tous documents permettant d'évaluer l'offre technique, un mémoire technique justificatif et tous autres documents exigés en application de l'article 78 du décret présidentiel 15-247 DU 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et délégation des services publics.

Défini de réalisation accompagné d'un planning des travaux.

03. L'offre financière se compose de :

La lettre de soumission, conforme au modèle joint au cahier des charges, signée, cachetée, datée et remplie.

Le bordereau des prix unitaires, rempli, signé, daté et cacheté.

Le devis quantitatif et estimatif, rempli, signé, daté et cacheté.

Les trois (03) dossiers doivent être présentés sous pli séparés cachetés indiquant la mention « dossier de candidature », « l'offre technique » et « l'offre financière » et introduites dans une enveloppe extérieure cachetée anonyme ne portant que la mention suivante :

Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec exigences de capacités minimales N° : /2020.

La reprise et achèvement des 12/19/139/312 Logements Publics Locatifs profit au secteur éducation à la wilaya de Béchar.

La date de dépôt des offres est fixé à Quinze (15) jours et ceci à (12h00) à partir de la date de signature de première parution du présent deuxième avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite de dépôts est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont convoqués à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu au siège de P.O.P.G.I à l'adresse sus-indiquée, le même jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à 14h00 dans une séance publique ouverte.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée de Cent cinq (105) jours, à compter de la date de parution de l'offre.

LA DIRECTRICE GENERALE

RÉSEAUX SOCIAUX

Facebook démantèle un réseau de comptes promouvant Trump depuis la Roumanie

Facebook a démantelé un réseau de quelque 120 comptes sur son réseau et sur son appli Instagram, engagés dans une opération de promotion de la campagne de réélection du président américain Donald Trump et manoeuvrés depuis la Roumanie, a annoncé le groupe jeudi.

Les auteurs de cette opération utilisaient des faux comptes et se faisaient passer pour des Américains, avec notamment des fausses pages de soi-disant supporters du chef de l'Etat.

Ce réseau de comptes postait des contenus sur la campagne, vantant le soutien des Afro-Américains pour le président, les croyances chrétiennes et le mouvement conspirationniste Qanon.

En tout, en juillet, les deux plateformes ont retiré plus de 1.000 comptes identifiés comme "non authentiques" par leurs comportements visant à tromper le public sur leurs intentions ou origines.

Ces campagnes coordonnées "manipulent le débat public à des fins stratégiques", a rappelé Nathaniel Gleicher, le directeur des règlements sur la cybersécurité du groupe.

"Elles brouillent les fron-



tières entre débats sains et manipulation".

Le géant des réseaux sociaux multiplie les efforts pour contrer les opérations de désinformation et les interférences étrangères à l'approche de l'élection présidentielle américaine.

"Nous nous attaquons à un pan du problème qui représente un défi pour toute la société.

Il est de plus en plus clair qu'une organisation ne peut

pas s'en charger toute seule", a déclaré le haut responsable de l'entreprise californienne.

Ses propos faisaient écho à ceux du patron du groupe, Mark Zuckerberg, qui a demandé à plusieurs reprises aux élus politiques de se pencher sur les limites à fixer en termes de contenus et de comportements tolérables ou non sur les plateformes numériques.

Les pages Facebook de la

campagne menée depuis la Roumanie étaient suivies par 1.600 personnes, et les comptes Instagram par 7.200 personnes.

"Nous n'avons pas trouvé de preuves de leurs motivations, financières ou autres", a indiqué Nathaniel Gleicher lors d'une conférence de presse.

"Ils étaient peut-être juste en train de construire une audience pour monétiser plus tard".

USA

SpaceX a ramené sur Terre deux astronautes pour la première fois

Deux astronautes américains sont revenus sains et saufs sur Terre dimanche à bord d'une capsule de SpaceX après deux mois dans l'espace, une fin de mission réussie qui ouvre la voie à des vols habités réguliers avec ce nouveau véhicule spatial pour la Nasa.

En moins d'une heure, à bord du Dragon de SpaceX, Bob Behnken et Doug Hurley sont passés d'une vitesse de 28.000 km/h en orbite à une vitesse de 24 km/h au moment de l'amerrissage, quatre grands parachutes s'étant ouverts comme prévu après la brûlante rentrée atmosphérique.

Ils ont améri à large de Pensacola dans le golfe du Mexique, site choisi pour éviter une tempête tropicale dans le secteur. "Bienvenue sur Terre, et merci d'avoir volé sur SpaceX", a annoncé le directeur de vol aux astronautes, qui vont bien et ont répondu. "C'était un honneur et un privilège",

a dit Doug Hurley. L'aller-retour réussi vers la Station spatiale internationale (ISS) met fin au monopole russe pour l'accès à l'ISS depuis que les Américains ont mis au garage leurs navettes spatiales, en juillet 2011.

La Nasa utilisera la capsule Dragon de l'ordre de deux fois par an pour envoyer quatre astronautes à la fois, dont des non-Américains, un Japonais et l'Européen Thomas Pesquet étant prévus pour les prochaines missions.

La mission peut sembler un pas modeste dans l'exploration spatiale: "Bob" et "Doug" ne sont allés ni sur la Lune ni vers Mars, seulement dans la vieille station spatiale, à 400 km de la Terre, où Russes et Américains et d'autres vont et viennent depuis 1998.

La Nasa, pourtant, y voit une "ré-



volution", car SpaceX va redonner aux Etats-Unis un accès à l'espace, moins cher que ses programmes précédents.

La capsule Dragon Crew sera, elle, transportée sur un site de SpaceX en Floride pour une inspection de six semaines destinée à vérifier qu'elle pourra de nouveau servir de taxi de l'espace, en l'occurrence pour la mission du printemps 2021.

CHINE

Le système de navigation BeiDou mis en service dans un grand port du nord de la Chine

Le port de Qinhuangdao, l'un des principaux ports charbonniers du nord de la Chine, a transféré avec succès toutes ses aides à la navigation publique vers le système de navigation par satellite BeiDou (BDS), rapporte dimanche l'Agence Chine nouvelle.

La capacité de soutien à la navigation du port s'est considérablement améliorée grâce au BDS, qui a été officiellement mis en service vendredi avec l'ouverture officielle du nouveau système BDS-3 aux utilisateurs

mondiaux, selon le département des aides à la navigation de Qinhuangdao du Centre de garantie de navigation de la mer de Chine du Nord (NGCN) du ministère des Transports.

Parmi tous les outils de navigation, le phare Nanshantou, vieux de 120 ans, a gagné en efficacité avec le nouveau système de navigation, selon la même source.

L'état de fonctionnement du phare était affiché en temps réel, de même que ses rapports de communi-

cation. Le nouveau système examine et signale automatiquement toute défaillance avant de déclencher l'alarme, a déclaré Ao Zidong, membre du personnel de maintenance du département des aides à la navigation de Qinhuangdao., cité par Chine nouvelle.

Pendant des années, ils ont dû grimper au sommet du phare pour vérifier quand l'ancien système déclenchait l'alarme.

"La fonction unique de messagerie texte du BDS permet à nos utilisateurs de

communiquer lorsqu'il n'y a pas de station de base de communication ou de signal de téléphone mobile en mer", a-t-il ajouté.

Les lampes nouvellement remplacées du phare Nanshantou ont été développées avec la technologie BeiDou, qui a augmenté la portée maximale de 20 à 27 milles marins. Le BDS est un des quatre systèmes mondiaux de navigation par satellite.

Les trois autres sont le GPS (Etats-Unis), Galileo (Union européenne) et GLONASS (Russie).

RUSSIE

Le premier vol d'un groupe de touristes vers l'ISS prévu fin 2021

Le premier vol d'un groupe de touristes vers la Station spatiale internationale (ISS) sera effectué fin 2021, ont rapporté des médias russes.

Alors que des touristes sont envoyés de manière individuelle dans l'espace depuis 2001, le premier voyage spatial d'un groupe est prévu pour l'année prochaine, selon l'agence Sputnik, citant le service de presse de l'agence spatiale russe Roscosmos.

A bord d'un vaisseau Soyouz, les touristes effectueront leur odysée spatiale en compagnie d'un cosmonaute expérimenté, une première. Les noms des voyageurs seront annoncés début 2021, selon Roscosmos. "Selon l'accord avec la société Space Adventures, spécialisée dans le tourisme spatial, un lancement de deux touristes aura lieu". Début juillet, la représentation de Spaces Adventures en Russie avait annoncé à Sputnik que des contrats avec les touristes spatiaux, futurs membres d'équipage, avaient été conclus.

En 2019, Roscosmos et Space Adventures ont signé un contrat portant sur l'envoi de deux touristes à bord de la Station spatiale internationale avant la fin 2021.

Ce sera la première fois qu'un équipage comprendra deux touristes et un cosmonaute expérimenté, le commandant du vaisseau.

Space Adventures est la seule agence de voyage organisant des vols spatiaux. De 2001 à 2009, dans le cadre des contrats passés avec l'entreprise, des Soyouz ont acheminé sept touristes. L'Américain Charles Simonyi a d'ailleurs vécu cette expérience à deux reprises. Alors que le prix exact d'un vol reste confidentiel, selon différentes estimations, un vol de 10 jours revenait de 20 à 50 millions de dollars.

USA - ALLEMAGNE

Siemens Healthineers rachète le spécialiste américain de la radiothérapie Varian

Le groupe de santé allemand Healthineers a annoncé dimanche son intention d'acquérir l'américain Varian Medical Systems dans une opération valorisant le fabricant de dispositif et de logiciels pour le traitement du cancer à 16,4 milliards de dollars (13,9 milliards d'euros).

Selon le projet d'accord, qui vise à créer le leader mondial des solutions de traitement du cancer, Healthineers propose de racheter l'intégralité des actions Varian pour 17,50 dollars pièce en cash, ce qui représente une prime de 24% sur le cours de clôture de la société américaine vendredi.

Le groupe industriel diversifié Siemens, qui s'était désengagé de Healthineers en 2018 tout en y conservant une participation de contrôle, apportera un financement relais de 15,2 milliards d'euros pour l'opération qui doit donner naissance à un leader mondial des solutions de soins pour le cancer d'ici 2025.

"Avec ce rachat, nous renforçons significativement notre position - en plus de la cardiologie et de la neurologie - sur le segment de l'oncologie", a indiqué dans une interview le directeur financier de Healthineers, Jochen Schmitz.

Le projet d'acquisition, révélé par Bloomberg, doit encore recevoir le feu vert des actionnaires de Varian et des autorités de tutelle.

Il pourrait être clôturé au premier semestre 2021 et être relutif pour le bénéficiaire net par action ajusté de Siemens Healthineers à un horizon de 12 mois après la clôture.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Camping Paradis



Yann et Servane, un couple de Bretons, viennent comme chaque année passer leurs vacances au camping. Ils sont heureux de revoir leur fille Soizic, partie faire ses études dans le Sud et qui doit les rejoindre. Ils lui ont réservé une surprise pour fêter son diplôme fraîchement obtenu, et sont impatients de la voir reprendre l'affaire familiale à son retour chez eux. Ils ignorent que la jeune femme a une mauvaise nouvelle à leur annoncer...

france 2 21:05

Motive : le mobile du crime



Flynn et Vega se rendent dans un bois où un véhicule vide comportant des traces de sang a été repéré. La voiture appartient à Robin Gould, une architecte qui entretenait une liaison avec son patron, Isaac Grif-fin, mais avait récemment rompu leurs fiançailles. Les policiers découvrent qu'elle a fait un retrait important sur son compte en banque quelques jours plus tôt. Leur attention se porte bientôt sur Geoff Armstrong, un urbaniste avec lequel Robin avait maille à partir à cause d'un projet de construction.

france 3 20:55

Very Bad Trip



Deux jours avant son mariage, Doug emmène ses trois meilleurs amis à Las Vegas pour enterrer dignement sa vie de garçon. Les joyeux compères se promettent une fête inoubliable. Mais, le lendemain, les trois garçons d'honneur se réveillent très mal en point... et sans le moindre souvenir de leur nuit. Pire encore, Doug a disparu, il y a un tigre dans la salle de bains et un bébé dans une armoire !

CANAL+ 20:45

Mrs. America



Dans les années 1970, l'Equal Rights Amendment, une proposition d'amendement qui vise à inscrire dans la constitution l'égalité entre les sexes est sujet à un vaste débat aux Etats-Unis. Phyllis Schlafly brillante activiste et mère de famille, se pose comme une farouche opposante à l'ERA qui doit être ratifié par 38 au moins Etats de l'Union pour être adopté. Débute alors une lutte âpre avec les représentantes du Mouvement de libération des femmes.

6 21:05

Vilaine



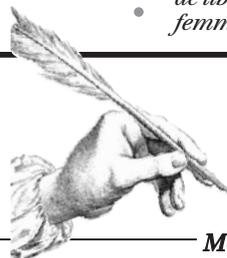
Mélanie Lupin, une petite brune rondelette, est si gentille que tout le monde en profite. La veille de la Saint-Valentin, elle rencontre un garçon sur Internet. Sa cousine Aurore et ses amies Blandine et Jessica lui donnent des conseils pour le conquérir. Mais Mélanie découvre que cette histoire est un coup monté par ces trois filles qui voulaient s'amuser à ses dépens. La "bonne poire" décide de se venger.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2526

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



«Ne dis pas peu de choses en beaucoup de mots, mais dis beaucoup de choses en peu de mots.»

Pythagore

Mots croisés n°2526

- 1 - Dérobade
 2 - Infidèles - Indication de numéro d'oeuvre
 3 - Prépareras la défense - Rafraichissement
 4 - Lumière sous la porte - Dis l'un après l'autre
 5 - Partie finie ! - Perfore
 6 - Nommer - Presque riches
 7 - Cherche sans voir - Mère des Titans
 8 - Marqueteur - Flotte
 9 - Négation - Napperon - Obtenir
 10 - Donner son accord - Débris
- Horizontalement :**
 A - Séparation
 B - Madrépore - Naturel
 C - Grande modestie
 D - Petit carré - Etat de médium
 E - Géniteur - Canal de salines
 F - Odioux - Vieux régiment
 G - Consolidant
 H - Voisin de l'équerre - Volatile familial
 I - Maigre - Six pour César
 J - Bout de bois - Chevalier ou chevalière ?
 K - Mit au point - Donne de la joie
 L - Consistances

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



ATHLÉTISME

Le Kényan Kipruto positif au Covid-19 et forfait à Monaco

Le champion du monde du 3000m steeple, Coneslus Kipruto, a annoncé samedi qu'il avait été testé positif au Covid-19 et qu'il ne participerait donc pas au meeting de Ligue de Diamant, prévu à Monaco la semaine prochaine.

Le Kényan de 25 ans, médaillé d'or aux JO-2016, a découvert avoir contracté le coronavirus, dans le cadre d'un test obligatoire préalable à la compétition, mené vendredi à Eldoret, dans l'ouest du Kenya. Kipruto, qui était une des têtes d'affiche à Monaco, faisait partie des 11 athlètes kényans qui ont obtenu un visa pour participer au meeting, qui doit débiter vendredi.

L'athlète a précisé sur Instagram qu'il ne ressentait aucun symptôme de la maladie. Monaco est le premier meeting de la saison en Ligue de Diamant, série reine de l'athlétisme mondial dont le calendrier a dû être fortement remanié en raison du nouveau coronavirus.

Après lui, suivront Stockholm (23 août), Bruxelles (4 septembre) et Rome/Naples (17 septembre).

Le meeting de Doha, prévu initialement le 9 octobre, a finalement été décalé au 25 septembre. La Ligue de Diamant se terminera en Chine le 17 octobre, dans une ville qui reste à déterminer. Six étapes ont été annulées jusqu'à présent en raison de la crise sanitaire : Eugene (Etats-Unis), Londres, Paris, Rabat, Gateshead (Grande-Bretagne) et Shanghai (Chine).

AUTO/GP DES 70 ANS DE LA F1 Bottas bat Hamilton pour la pole

Valtteri Bottas (Mercedes) partira dimanche en pole position pour le Grand Prix des 70 ans de la Formule 1 après avoir réalisé le meilleur temps des qualifications, samedi devant son coéquipier Lewis Hamilton à Silverstone (Grande-Bretagne).

Les Mercedes ont confirmé leur domination de ce début de saison et ont devancé le surprenant Nico Hülkenberg (Racing Point) qui remplace pour cette course Sergio Perez, testé positif au coronavirus. Le pilote finlandais, qui vient de reconduire son contrat avec Mercedes pour 2021, décroche ainsi la 13e pole position de sa carrière.

«Je suis très content», a-t-il déclaré après son exploit. «Mentalement, quand vous partez en pole vous pouvez toujours gagner la course», a-t-il affirmé alors qu'il compte actuellement 30 points de retard au classement provisoire du championnat du monde sur Hamilton après quatre courses. Ce dernier a constaté que sa performance samedi n'avait pas été aussi bonne que celle de son coéquipier. Il a ajouté que la grande inconnue pour la course serait les pneus.

Le sextuple champion du monde britannique avait gagné le Grand Prix de Grande-Bretagne sur cette même piste la semaine dernière en franchissant la ligne d'arrivée sur trois roues après une crevaisson dans le dernier tour. Quant à Hülkenberg, il a reconnu que les dernières semaines avaient été «folles».

«Je suis un peu surpris de me retrouver ici», a dit l'Allemand, lui qui remplaçait déjà la semaine dernière Sergio Perez mais n'avait pas pu prendre le départ de la course en raison d'une panne mécanique juste avant le départ.

APS

CORONAVIRUS

Les athlètes bloqués au Kenya de retour en Algérie

Dix athlètes algériens bloqués pendant plus de cinq mois au Kenya en raison de la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus, ont pu être rapatriés samedi soir, a indiqué dimanche la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA).

Il s'agit de Slimane Moula, Ramzi Abdennou, Mohamed Belbachir, Yacine Hatehat, Mohamed Amine Belfer, Abderrazak Khelili, Hocine Khelif, Abdellah Harrati, Mansour Harrati, Yazid Boudjelal et leur entraîneur, Amar Benida. A son arrivée à l'aéroport international d'Alger, le groupe a été accueilli par le Directeur technique national (DTN) de la FAA, Abdelkrim Sadou. Ces athlètes étaient en stage de préparation à Nairobi en prévision des différentes compétitions internationales auxquelles ils devaient prendre part cette année, avant que celles-ci ne



soient finalement reportées ou annulées en raison de la pandémie de coronavirus. Le

demi-fondiste Taoufik Makhouloufi, bloqué en Afrique du Sud pour les mêmes raisons,

a été parmi les premiers sportifs algériens à avoir été rapatriés.

FORMULE 1 - AFFAIRE DES ÉCOPES COPIÉES

Le propriétaire de Racing Point s'insurge

Le milliardaire canadien Lawrence Stroll, propriétaire de l'écurie de Formule 1 Racing Point, s'est insurgé dimanche contre les accusations portées contre son équipe, soupçonnée d'avoir copié certaines pièces sur Mercedes.

«Généralement, j'évite de parler publiquement, mais là, je me sens obligé de réagir, car je suis très en colère face aux suggestions, que nous avons triché ou que nous avons été surnois.

Particulièrement lorsqu'elles émanent de nos concurrents», a déclaré Stroll dans un communiqué diffusé en marge du Grand-Prix des 70 ans de la F1, ce week-end à Silverstone (Grande-Bretagne).

«Je n'ai jamais triché de ma vie et ces accusations sont totalement fausses, et donc, inacceptables.

Mon intégrité et celle de mon équipe

ne peuvent être remises en question», a-t-il encore affirmé. Renault avait déposé plainte contre Racing Point, l'accusant d'avoir copié sur Mercedes les écopes de frein équipant ses monoplaces et la Fédération internationale de l'automobile (FIA) lui avait donné raison vendredi, en retirant 15 points au championnat du monde constructeurs à l'écurie de Lawrence Stroll, tout en lui infligeant une amende de 400.000 euros.

Elle n'a toutefois pas déclaré ces écopes illégales, ce qui permet à Racing Point de continuer à les utiliser.

Quatre écuries (Renault, Ferrari, McLaren, Williams) ont fait appel de la décision de la FIA l'estimant trop légère alors que Racing Point a également fait appel, la jugeant injustifiée.

«En dehors du fait que Racing Point a respecté les réglementations tech-

niques, je suis horrifié par la manière dont Renault, McLaren, Ferrari et Williams ont pris prétexte de ce cas pour faire appel et jeter le doute sur nos performances.

Elles traînent notre nom dans la boue et je ne l'accepterai pas», a encore lancé Lawrence Stroll.

Racing Point, qui s'appelaient jusqu'à son rachat par Lawrence Stroll en 2018 Force India et prendra l'an prochain le nom d'Aston Martin, fait courir les pilotes canadiens Lance Stroll, le fils de Lawrence, et mexicain Sergio Perez.

Ce dernier, testé positif au coronavirus, est toutefois remplacé pour le GP des 70 ans de la F1 par l'Allemand Nico Hülkenberg qui s'élancera dimanche après-midi en 3e position sur la grille de départ, derrière les deux Mercedes de Valtteri Bottas et Lewis Hamilton.

SPORT / MOTO2 - GP DE RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Victoire de l'Italien Enea Bastianini

Le pilote italien Enea Bastianini, sociétaire de l'écurie Kalex, a remporté le Grand Prix de République tchèque, disputé dimanche, sur le circuit de Brno, pour le compte de la quatrième manche de la saison de Moto2.

Il s'agit de la deuxième victoire de rang pour Bastianini après l'Andalousie et prend du coup la tête du championnat,

avec 15 points d'avance sur son dauphin et compatriote, Luca Marini (Kalex).

«Mon départ de la troisième position sur la grille a été excellent.

J'ai pris la tête dès le premier tour et j'ai attaqué au maximum», a-t-il raconté.

Voyant le Britannique Sam Lowes (Kalex) revenir en fin de course, «j'ai poussé à 100%

dans les cinq derniers tours pour garder une petite distance», a-t-il ajouté.

Lowes, le plus rapide des essais libres mais qui n'avait plus connu les places d'homme depuis 2016, et l'Américain Joe Roberts (Kalex), auteur de la pole position et de son premier podium en championnat du monde, accompagnent Bastianini sur

la boîte. L'ancien leader du championnat, le Japonais Tetsuta Nagashima (Kalex), ne termine que 11e après des qualifications ratées, terminées avec le 21e chrono seulement.

Les pilotes enchaînent immédiatement sur deux manches en Autriche, sur le Red Bull Ring de Spielberg, les 16 et 23 août.

MOTOGP

Pole surprise pour Zarco devant Quartararo

Le Français Johann Zarco (Ducati-Avintia) a créé la surprise en s'offrant samedi la pole position du Grand Prix moto de République tchèque, troisième manche de la saison de MotoGP, devant son compatriote et leader du championnat Fabio Quartararo (Yamaha-SRT). Cette sixième pole en MotoGP arrive après une année 2019 compliquée pour Zarco, qui s'était séparé de KTM en milieu de saison faute de résultats.

Après une pige chez Honda-LCR en fin d'année, le pilote de 30 ans a retrouvé en 2020 une place de titulaire chez la modeste équipe Ducati-Avintia, qui n'avait encore jamais connu les honneurs de la pole, avec l'objectif de conquérir une meilleure moto l'an prochain chez la marque italienne. Franco Morbidelli, l'équipier italien de Quar-

tararo, partagera la première ligne avec les deux Français dimanche. La deuxième ligne sera occupée par trois Espagnols, Aleix Espargaro (Aprilia), Maverick Vinales (Yamaha), principal concurrent de «Quarta» au classement des pilotes, et Pol Espargaro (KTM). A noter également la présence en dixième position de l'Italien Valentino Rossi (Yamaha), qui peut conquérir ce week-end son 200e podium parmi l'élite, après être remonté sur la boîte pour la première fois depuis quinze mois il y a deux semaines en Espagne. Grosse déception par contre pour l'Italien Andrea Dovizioso (Ducati), qui ne s'élancera que de la 18e place sur la grille. On attendait mieux de l'actuel troisième du classement des pilotes, vainqueur sur le circuit tchèque de Brno en 2018 et

deuxième en 2019. Le champion en titre, l'Espagnol Marc Marquez (Honda), est forfait après avoir été réopéré lundi d'une fracture de l'humérus droit. Il est remplacé par l'Allemand Stefan Bradl. C'est aussi le cas de l'Italien Francesco Bagnaia (Ducati-Pramac), tombé vendredi aux essais libres et victime d'une fracture du tibia droit. Bagnaia ne sera pas remplacé dimanche mais le pilote d'essais italien Michele Pirro prendra sa place le week-end prochain en Autriche. Poleman et vainqueur des deux premières manches (sur 14) de la saison, toutes les deux courses à Jerez (Espagne) à huis clos - comme ce week-end - en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, Quartararo mène le classement des pilotes avec 10 points d'avance sur Vinales et 24 sur Dovizioso.

ARRÊT DE LA SAISON 2019/2020 La JSK conteste la décision du bureau fédéral de la FAF

La direction de la JS Kabylie conteste la décision d'arrêt définitif de la saison 2019/2020 en raison de la pandémie de coronavirus et l'"octroi" du titre de champion au CR Belouizdad, prise par le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), a indiqué samedi à Tizi-Ouzou son avocat, Me Larbi Meftah.

S'exprimant lors d'un point de presse organisé au siège du club, Me Meftah a indiqué que "la direction de la JSK campe toujours sur ses positions et s'oppose à la décision prise par le bureau fédéral de la FAF le 29 juillet dernier d'arrêter définitivement la saison".

Selon la même source, cette décision est entachée d'"entraves à la réglementation en vigueur", citant, entre autres, le "remplacement" et la "désignation" de certains membres du bureau fédéral.

Cette démarche est "totale infraction aux dispositions statutaires qui prévoient que les membres du bureau fédéral soient élus par l'Assemblée générale à bulletin secret".

Or, à ce jour, nous n'avons aucune information sur les remplacements effectués", a-t-il insisté. Ce même avocat a observé que "le bureau fédéral a aussi changé le système de compétition contrairement aux direc-



tives du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) du 8 juin dernier". Suite à "ces entraves à la réglementation", la JSK a déposé un recours au niveau des instances concernées (commission de recours de la FAF et MJS), a-t-il informé. Parallèlement à cette "remise en cause" de la décision du bureau fédéral, "la JSK a sub-

sidiairement émis des réserves sur le cas des dossiers qui sont toujours pendents au niveau de la commission de discipline de la Ligue, pour savoir si nous allons participer ou pas à une compétition africaine" la saison prochaine, a ajouté le conférencier. Sur un autre registre, Me Meftah a saisi l'occasion pour démentir les

rumeurs sur le rachat des actions de la Société sportive par actions/JSK par une entreprise publique, les qualifiant de "spéculations".

"Pour qu'une société étatique ou privée achète les actions d'une SSPA, il y a des procédures et un achèvement importants à suivre et régis par le code de commerce", a-t-il dit.

13 ans après, la JSM Tiaret retrouve le deuxième palier

La JSM Tiaret est revenue de très loin cette saison en parvenant à accéder en Ligue deux de football, un palier qu'elle a quitté depuis 13 années pendant lesquelles cette équipe a bu le calice jusqu'à la lie.

En effet, "Ezzarga", qui a jadis enfanté de grands joueurs à l'image du feu Tahar Benferhat, a commencé il y a plus d'une décennie sa traversée du désert, ce qui lui a valu de toucher le fond en descendant jusqu'à la division inter-régions.

Ce n'est d'ailleurs que lors de l'exercice 2017-2018 que cette équipe a commencé à voir le bout du tunnel en décrochant haut la main son accession en division nationale amateur.

A l'époque, l'intervention des autorités de la wilaya de Tiaret a donné ses fruits, après avoir contribué grandement à la régularisation des dettes du club qui était souvent à l'origine du blocage de ses comptes.

L'arrivée d'une nouvelle équipe dirigeante, à sa tête Ahmed Feghouli, a également contribué à ce retour au-devant de la scène de la JSMT qui commençait à voir grand, surtout après la réouverture du stade Kaid-Ahmed avec un nouveau look, et ce après plusieurs années de fermeture.

Les gars de Tiaret pouvaient dès lors compter sur leurs milliers de fans dans leur quête de la montée en Ligue

2 lors de l'exercice suivant (2018-2019), eux qui piaffaient d'impatience pour renouer avec l'ambiance de leur stade fêliche dont la capacité d'accueil dépasse les 30.000 spectateurs.

Tout a continué d'ailleurs à sourire à cette formation, qui a terminé leader de son groupe Ouest à l'issue de la phase aller, et avec un écart considérable sur ses poursuivants.

Seulement, les vieux démons n'ont pas tardé à faire leur retour, ce qui a valu au club un enchaînement de mauvais résultats avant de perdre la première place, synonyme de montée en Ligue 2, au profit de l'OM Arzew.

Remette de l'ordre dans la maison

La crise a perduré durant l'été passé et a été accentuée par la démission du président Feghouli, qui a laissé sa place à un directoire, à sa tête son neveu Boumediene Sofiane.

L'arrivée d'une nouvelle direction n'a pas provoqué le déclin tant souhaité, puisque le club a terminé dans la zone rouge la phase aller de cette saison, au terme de laquelle les six premiers devaient cette fois-ci accéder au deuxième étage à la faveur du changement du système pyramidal de la compétition.

Voyant que leur équipe était en passe de rater cette chance inouïe de retrouver le deuxième palier, le s nou-

veaux dirigeants ont fait appel à un entraîneur expérimenté, en la personne d'Abdellah Mecheri.

Ce dernier, qui a ramené dans ses bagages pendant le mercato hivernal quelques nouveaux joueurs, a réussi à donner un nouveau souffle à la JSMT qui, au moment de l'interruption du championnat en mars dernier à cause du nouveau coronavirus, occupait la 6e place au classement.

Cette position a finalement suffi au bonheur de cette formation de l'Ouest du pays, en figurant parmi les heureux lauréats déclarés par la Fédération algérienne de football (FAF) à l'issue de la réunion de son bureau fédéral, il y a quelques jours, au terme de laquelle il a été mis fin précocement aux différentes compétitions à cause de la crise sanitaire.

A présent que la JSMT a décroché son billet pour l'antichambre de l'élite, la joie de la montée ne devrait pas faire oublier à la famille du club la nécessité de remettre de l'ordre dans la maison, insiste-t-on dans l'entourage de ce dernier, où l'on croise déjà les doigts après que la mission du directoire soit arrivée à terme, ce qui nécessite l'élection d'un nouveau président et son comité directeur.

Et c'est de la réussite de ce processus que dépend l'avenir d'"Ezzarga", estime-t-on.

L'Algérien Boudebouz dans le viseur de Bordeaux

L'international algérien Riyad Boudebouz, mis sur la liste des joueurs libérés par l'AS Saint-Etienne, intéresserait les Girondins de Bordeaux, selon le site Le 10sport.com. "Les Girondins de Bordeaux ont des vues sur le profil du joueur de l'ASSE. Des premiers renseignements ont d'ailleurs

déjà été pris dans le cadre d'un éventuel transfert, bien qu'une proposition ferme n'ait pas été soumise à la direction de l'ASSE", a écrit le média français qui parle d'"informations exclusives". Après seulement un an de son arrivée à l'ASSE en provenance du Betis Séville, le milieu de terrain algérien a

été prié d'aller chercher du temps de jeu ailleurs, à l'instar de plusieurs de ses coéquipiers chez les "Verts". Le projet de l'entraîneur de l'ASSE, Claude Puel, consiste à rajouter l'effectif, mais surtout faire des économies, en poussant plusieurs joueurs aux gros salaires vers la sortie lors du

mercato estival. Toutefois, certains médias, citant des confidences du journaliste Mohamed Toubache, considéré comme très proche de l'international algérien de 30 ans, ont rapporté samedi que le joueur n'avait pas l'intention de partir et voudrait "se battre" pour reconquérir une place de titulaire.

Saison florissante à Tlemcen après l'accession de six clubs de la wilaya en divisions supérieures

La saison sportive 2019-2020 est florissante pour le football à Tlemcen après l'accession de pas moins de six équipes de cette wilaya en division supérieure, suite à la récente décision du bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) de mettre un terme précoce à l'exercice à cause de la pandémie de coronavirus.

En tête de ces équipes, le WA Tlemcen qui a rejoint l'élite sept ans après l'avoir quittée pour patauger dans les divisions inférieures. Cette formation, qui avait dominé par le passé la scène footballistique arabe, avait même fait un tour en troisième division au cours de la saison 2016-2017.

Après une première tentative de retrouver l'élite vouée à l'échec au cours de l'exercice 2018-2019, les "Zianides" ont réussi cette fois-ci à rejoindre la Ligue 1 qu'ils ont quittée au terme de la saison 2012-2013.

Pour sa part, l'US Remchi a accédé en deuxième palier dans un exploit historique pour cette formation qui a terminé septième au classement de la division nationale amateur (Gr.Ouest), et qui a ainsi tiré profit du nouveau système pyramidal de la compétition.

Quant à l'IRB Maghnia, l'ICS Tlemcen et le CRB Hennaya, ils ont tous les trois été promus en division nationale amateur après avoir terminé leur championnat aux 3e, 7e et 9e places respectivement.

Cependant, le CRB Hennaya devra prier pour que n'aboutissent pas les réserves formulées par le MB Sidi Chahmi, qui partage avec lui le même rang, avec une différence de but meilleure pour les Tlemceniens.

Les gars d'Oran contestent le fait que le CRB Hennaya ne s'est pas vu défalquer un point de son compteur après trois forfaits de ses équipes jeunes au cours de la saison précédente.

Le sixième club de Tlemcen qui a fêté son accession, n'est autre que le CR Chetouane qui évoluera la saison prochaine en Régionale 1.

Une belle récompense aussi pour son entraîneur Kamel Habri, l'ancien défenseur central de la sélection algérienne des années 1990, qui a fait partie, lors de l'exercice passé, du staff technique du WAT.

Décès de l'entraîneur algérien Rachid Belhout

L'entraîneur algérien Rachid Belhout (76 ans) est décédé dimanche dans un accident de circulation dans la région de Nancy (France), a appris l'APS auprès de ses proches.

Né le 14 juin 1944 à Sétif, Belhout avait commencé sa carrière d'entraîneur dans le club belge du Royale Jeunesse Arlonaise.

Il entrainera par la suite au Luxembourg, plus précisément à l'Olympique Eischen, puis au Red Boys Differdange.

Il revient par la suite en Belgique, au Léopold Club Bastogne, avant de découvrir la division d'Honneur française, chez l'Union sportive Bassin de Longwy.

En Algérie, Belhout s'était fait un nom d'abord en dirigeant l'ES Sétif lors de la saison 2006-2007, conclue par un titre de champion.

Il avait également dirigé l'ASO Chlef (2007-2008) et la JS Kabylie (2010-2011), menant la formation kabyle à la victoire finale en Coupe d'Algérie 2011 face à l'USM El-Harrach (1-0).

Son dernier club algérien était le CS Constantine (2014). Le technicien algérien avait tenté également une expérience en Tunisie, d'abord à l'Olympique Béja avec laquelle il a remporté la coupe nationale (2009-2010) puis à l'US Monastir (2011-2012).

Cavani proche du Benfica

Libre depuis la fin de son contrat avec le Paris Saint Germain le 30 juin dernier, Edinson Cavani serait tout proche de signer en faveur du Benfica Lisbonne, rapporte dimanche la presse portugaise.

"Un bail de trois ans serait à l'ordre du jour pour l'ancien buteur du Napoli, qui n'aura pas forcément brillé lors de la dernière de ses sept saisons parisiennes (7 buts en 22 matchs, toutes compétitions confondues).

Reste que l'intéressé a bel et bien marqué l'histoire du PSG, du haut de ses 200 réalisations en 301 rencontres", a écrit le journal Record. Selon la même source, Benfica doit consentir à "un réel effort financier".

Outre une prime à la signature de 8 millions d'euros évoquée, l'attaquant uruguayen de 33 ans pourrait percevoir au Portugal un salaire annuel net de 12 millions d'euros, soit un million par mois.

MLS Reprise de la saison régulière mercredi prochain

La saison régulière de la Ligue nord-américaine de football, suspendue depuis la mi-mars à cause du coronavirus, reprendra mercredi, au lendemain de la finale du tournoi MLS organisé à huis clos chez Disney World, a annoncé l'instance samedi.

Les matches se dérouleront dans les stades des 26 équipes du championnat, chacune devant en disputer 18 jusqu'au 8 novembre.

Après quoi, 18 clubs qualifiés engageront des play-offs dès le 20 novembre, pour une finale prévu le 12 décembre. Pour l'heure, les rencontres sont maintenues à huis clos.

Parmi les protocoles de santé et de sécurité prévus par la MLS, des tests du Covid-19 seront effectués la veille et le lendemain des matches par les joueurs, entraîneurs, membres du staff technique et autres personnels essentiels de chaque équipe.

D'ici-là doit se conclure mardi le tournoi MLS entre Orlando City et les Portland Timbers, qui a débuté le 8 juillet dans la bulle de Disney World, sans les équipes de Dallas et de Nashville frappées par une épidémie de coronavirus avant même de pouvoir se rendre en Floride.

Ces deux équipes rouvriront justement la saison puis se retro uveront le 16, toujours à Dallas, avant une troisième confrontation à l'automne à Nashville, afin de rattraper les trois matches de la phase de groupes manqués en Floride, dont les résultats comptaient pour le classement du championnat qui avait été interrompu après deux journées.

En raison des restrictions de voyage entre les Etats-Unis et le Canada, une première phase verra chaque club américain jouer six matches contre d'autres équipes américaines d'ici le 14 septembre.

La MLS assure travailler avec les trois clubs canadiens, Impact Montréal, Toronto FC, Vancouver Whitecaps pour leur permettre de poursuivre la saison régulière dès que possible. Le reste du calendrier sera annoncé début de septembre.

APS

GALATASARAY L'Algérien Feghouli convoité par un club qatari

Le meneur de jeu international algérien de Galatasaray, Sofiane Feghouli, serait convoité par un club qatari, ont rapporté dimanche des médias turcs.

Selon le site spécialisé FotoMaç, il s'agirait d'Al-Duhail ou d'Al-Sadd, qui aurait "proposé aux dirigeants stambouliotes une somme de 5 millions d'euros pour s'attacher les services du champion d'Afrique 2019".

Le joueur de 30 ans est en effet sous contrat avec Galatasaray jusqu'en juin 2022, faisant que le club qui voudra s'attacher ses services devra déboursé une certaine somme qui reste à négocier avec les responsables stambouliotes.

Toujours selon des médias turcs, Galatasaray serait prêt à céder son international algérien et ce, pour des raisons purement financières, car Feghouli compte parmi les joueurs les mieux payés du club et, en ces temps de crise, ses actuels employeurs souhaiteraient diminuer la masse salariale. Si le transfert de Feghouli au Qatar se concrétise, il n'y sera sûrement pas dé-



paysé, car bon nombre de ses compatriotes y évoluent déjà, surtout s'il rejoint Al-Sadd, où se trouve déjà l'avant-centre Baghdad Bounedjah. Le natif de Levallois-Perret

(France) avait démarré sa carrière au Red Star, avant de rejoindre le FC Paris puis Grenoble. Mais c'est en 2010 que sa carrière a pris de l'envergure, lorsqu'il a rejoint le FC

Valence, puis Almeria, avant de se rendre en Angleterre, où il a porté les couleurs de West Ham. Il est international depuis 2012 et compte 62 sélections avec les "Verts".

Discussions imminentes entre le PSG et l'agent de Ronaldo

Le Paris SG (Ligue 1 française de football) et l'agent Jorge Mendes vont bientôt entamer des discussions pour un éventuel transfert de l'attaquant portugais de la Juventus Turin, Cristiano Ronaldo, qui aurait l'intention de quitter le champion d'Italie en titre, rapporte dimanche le site Foot Mercato.

"L'international portugais de 35 ans réfléchit bel et bien à son avenir et a demandé à son agent d'organiser les premiers rendez-vous avec d'autres équipes.

Lesquelles ? Après avoir tout gagné avec Manchester United, tout gagné avec le Real Madrid, pas tout gagné avec la Juventus Turin, les options se réduisent.

Et le Paris SG est forcément considéré comme une option viable.

Ronaldo envisage un départ de la Ju-

ventus et est intéressé par la destination parisienne. Cela tombe bien, son agent Jorge Mendes dispose de bonnes relations avec Leonardo", souligne la même source.

Ronaldo avait rejoint la "Juve" en 2018 en provenance du Real Madrid, contre un chèque de 100 millions d'euros et un salaire annuel de 30 millions d'euros.

Le club turinois avait une obsession en tête, celle d'aller chercher la Ligue des champions après deux échecs en finale en 2015 (contre le FC Barcelone) et 2017 (contre le Real Madrid).

Deux ans plus tard, le constat est terrible : élimination en quarts de finale contre l'Ajax Amsterdam en 2019 et en huitièmes de finale vendredi contre l'Olympique Lyon. Interrogé vendredi soir à l'issue de l'élimination, le président

turinois, Andrea Agnelli, s'est dit optimiste quant à la décision de "CR7" de prolonger son aventure à Turin. "Il va rester avec nous, je suis sûr que Cristiano jouera également pour la Juventus la saison prochaine. Il est un pilier de cette équipe", a-t-il indiqué aux médias.

De son côté, Ronaldo a réservé sa première déclaration pour ses réseaux sociaux : "La saison 2019/20 est terminée pour nous, bien plus tard que d'habitude mais encore plus tôt que prévu.

Il est maintenant temps de réfléchir, d'analyser les hauts et les bas car la pensée critique est le seul moyen de s'améliorer.

(...) Puissent ces courtes vacances nous permettre à tous de prendre les meilleures décisions pour l'avenir et de revenir plus forts et plus engagés que jamais".

MANCHESTER UNITED

Solskjaer : «Gagner l'Europa League serait la plus grande réussite de ma carrière»

Le manager de Manchester United, Ole Gunnar Solskjaer, a estimé qu'une victoire finale en Europa League cette saison serait la plus grande réussite de sa carrière.

"Je suis ambitieux et l'un de mes rêves est de soulever le trophée en tant que manager de ce club.

Je dois ma carrière à ce club, donc gagner quelque chose en tant que manager serait le moment le plus fier de ma vie de

footballer. Ce serait la plus grande réussite", a déclaré le coach de 47 ans à la presse.

United affrontera le FC Copenhagen à Cologne en quarts de finale, et se mesurera à Wolverhampton ou au FC Séville en cas de victoire au tour suivant.

"En tant que joueur, je faisais partie d'une équipe fantastique et, parfois, il suffit de surfer sur une vague.

Roy Keane disait que son

dos lui faisait mal parce qu'il me portait et il a probablement raison ! J'ai contribué du mieux que j'ai pu, j'étais toujours prêt.

Soulever un trophée maintenant serait le meilleur moment de ma carrière", a-t-il ajouté. Solskjaer a guidé United vers une troisième place en Premier League cette saison, qualification pour la Ligue des champions la saison prochaine à la clé. Le manager espère que le fait de remporter

un trophée pour couronner la saison en cours sera un tremplin vers des choses plus grandes et meilleures en 2020-2021. "Cela signifie plus de dévouement et plus de concentration car cela vous fait penser.

Certains joueurs peuvent se reposer sur leurs lauriers une fois qu'ils ont gagné quelque chose, mais en regardant ce groupe, cela signifierait que ce que nous faisons maintenant fonctionne", a-t-il conclu.

ITALIE

Andrea Pirlo nouvel entraîneur de la Juventus

Andrea Pirlo, champion du monde 2006 avec l'Italie et ancien joueur de la Juventus, a été nommé samedi soir entraîneur du club turinois, quelques heures après la mise à l'écart de Maurizio Sarri.

Pirlo, 41 ans, n'a pas la moindre expérience comme entraîneur. Il venait d'être nommé coach de l'équipe des moins de 23 ans de la Juventus. Sa désignation intervient moins de 24 heures après l'élimination de la Juventus par Lyon, vendredi

soir, en 8e de finale de la Ligue des champions. "Pendant ses quatre saisons au sein du milieu de terrain de la Juventus, Pirlo a gagné autant de scudetti, une Coupe et deux Supercoups. Aujourd'hui commence un nouveau chapitre de sa carrière dans le monde du football: de Maestro à Mister", a écrit la Juventus dans son communiqué. "Il Mister" est la façon dont les Italiens désignent les entraîneurs de football, quel que soit le niveau ou la catégorie

d'âge. "A partir d'aujourd'hui, il sera pour le peuple juventino «Il Mister» puisque le club a décidé de lui confier la direction technique de l'équipe première après l'avoir déjà choisi pour la Juventus U23", poursuit le club piémontais. "Le choix fait à aujourd'hui se base sur la conviction que Pirlo a toutes les cartes pour diriger des débuts sur le banc une équipe expérimentée et talentueuse afin d'obtenir de nouveaux succès", a aussi expliqué la Juve.

Tevez prolonge avec Boca Juniors

A 36 ans, Carlos Tevez prolonge le plaisir avec Boca Juniors. Le buteur argentin n'est toujours pas décidé à raccrocher les crampons, aussi a-t-il paraphé un nouveau contrat d'un an en faveur du club de Buenos Aires. La saison dernière, l'ancien attaquant de Manchester United, de Manchester City et de la Juve s'est montré pour le moins efficace, compilant neuf réalisations et deux passes décisives en 17 matches de championnat.



CHELSEA VOUDRAIT ATTIRER JOHN STONES

Chelsea envisagerait de s'offrir les services de John Stones, le défenseur central de Manchester City. Les Blues de Frank Lampard auraient l'intention de dépenser 20 millions de livres, soit 22 millions d'euros, pour le footballeur anglais de 26 ans, d'après les informations du Daily Mirror. Nos confrères précisent que la venue chez les Citizens du défenseur néerlandais de Bournemouth Nathan Aké, pour 45 millions d'euros, pourrait faciliter un départ de l'ancien joueur d'Everton. Recruté il y a quatre ans par la formation mancunienne pour la somme de 55,6 millions d'euros, John Stones est encore sous contrat jusqu'en juin 2022. Lors de la saison 2019-2020, le natif de Barnsley a disputé 24 matches toutes compétitions confondues, pour 16 rencontres de Premier League.

KOLOSSAL LEWANDOWSKI !

Double buteur et double passeur décisif, Robert Lewandowski a martyrisé Chelsea (4-1), samedi en Ligue des Champions. Intenable cette saison, l'attaquant polonais ne compte pas s'arrêter en si bon chemin pour permettre au Bayern Munich de retrouver le toit de l'Europe.

Un peu plus d'un mois après sa victoire en finale de DFB Pokal contre le Bayer Leverkusen (4-2), le Bayern Munich n'a pas fait dans le détail pour prendre le dessus sur Chelsea (4-1), en 8e de finale retour de la Ligue des Champions. Un nouveau large succès, cinq mois et demi après le match aller (3-0), permis grâce à Robert Lewandowski (31 ans). Intenable à Stamford Bridge, où il délivré deux passes décisives et marqué un but, l'attaquant polonais a fait encore mieux à l'Allianz Arena. En effet, l'ex-buteur du Borussia Dortmund a été impliqué sur toutes les réalisations de son équipe avec un doublé et encore une fois deux autres passes décisives. Sur le double confrontation, Lewandowski a donc réussi l'exploit d'être directement à l'origine ou à la conclusion des 7 buts face aux Blues ! Alors qu'il ne devait pas participer à cette rencontre si la saison n'avait pas été suspendue, en raison d'une blessure à un genou, le Bavarois a régalé dans tous les aspects du jeu. Course dans la profondeur pour obtenir le penalty sur le premier but, décrochage et temporisation sur la réalisation d'Ivan Perisic, débordement et centre précis sur celui de Corentin Tolisso, jeu de tête et timing remarquable sur le dernier but... La palette complète de l'attaquant ultime. Un doublé qui lui permet d'ailleurs d'entrer un peu plus dans l'histoire de la compétition, puisqu'il compile désormais 66 buts en C1. Dépassé la veille par Karim Benzema, Lewandowski a donc à nouveau doublé l'avant-centre français au 4e rang des meilleurs scoreurs historiques de l'épreuve. Avec 13 réalisations en 7 matches cette saison, le Munichois caracole en tête du classement des buteurs et peut toujours prétendre à battre le record absolu de Cristiano Ronaldo, buteur à 17 reprises sur une seule et même édition (2016-2017). Deuxième meilleur passeur du tournoi avec ses 4 offrandes contre Chelsea, à égalité avec Kylian Mbappé, Riyad Mahrez, Roberto Firmino et Corentin Tolisso, mais juste derrière Hakim Ziyech (5 passes), Lewandowski a un peu plus creusé l'écart avec la concurrence pour le titre de meilleur buteur de la saison en club. Avec désormais 53 pions en 44 matches, le natif de Varsovie dispose de 14 longueurs d'avance sur son poursuivant, Ciro Immobile, qui ne jouera plus de l'exercice. Un monde.



LE MESSAGE DE LUKAKU POUR LES TIFOSI

En s'imposant deux buts à zéro sur la pelouse de l'Atalanta Bergame, l'Inter Milan a conclu sa saison italienne sur une victoire et une belle deuxième place. Pour remercier les supporters de leur soutien infatigable, Lukaku a pris la parole sur les réseaux sociaux. «La Serie A est terminée, mais nous continuons à construire et à suivre la bonne voie. Merci d'avoir soutenu l'équipe tout au long de cette saison. À tous mes coéquipiers, vous avez été merveilleux. Je me donnerais à fond pour vous tous les jours...» a notamment déclaré l'homme aux 29 buts cette saison.

Flick rassurant pour Boateng

Touché à un genou contre Chelsea (4-1), samedi en Ligue des Champions, Jérôme Boateng (31 ans, 35 matches toutes compétitions pour la saison 2019-2020) a cédé sa place peu après l'heure de jeu. Alors qu'on craignait le pire pour le défenseur central du Bayern Munich, son entraîneur, Hans-Dieter Flick, s'est montré rassurant. «Je pense que ce n'est pas si grave pour Jérôme. Telles sont les informations que j'ai reçues du service médical», a expliqué le coach bavarois à la presse. Le champion du monde 2014 devrait donc tenir sa place contre le FC Barcelone, vendredi, en quart de finale.



Ramos : «Nous sommes tristes pour l'élimination»

Après l'élimination du Real Madrid contre Manchester City en huitième de finale de la Ligue des champions, Sergio Ramos s'est exprimé à travers son compte Twitter. «Une saison atypique et étrange se termine, très dure pour tout le monde. Le goût est amer car nous sommes le Real Madrid et nous sommes obligés de tout gagner. Il faut donner du mérite à la Liga, et plus encore à une Liga aussi exceptionnelle, et à la Super Coupe, mais nous sommes tristes pour l'élimination en Ligue des champions», a déclaré Sergio Ramos. «Nous voulions plus. Il est temps de se reposer pour revenir pour tout donner la saison prochaine. Cet écusson et cette histoire méritent toujours le plus. Dans la victoire, dans la défaite, toujours : Hala Madrid. Merci pour votre soutien inconditionnel, même à distance», a conclu le capitaine.

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune préside la réunion périodique du Conseil des ministres

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé dimanche la réunion périodique du Conseil des ministres par visioconférence. Des dossiers relatifs à la rentrée universitaire et au plan national de relance socio-économique sont à l'ordre du jour de cette réunion.



OUVERTURE PROGRESSIVE DES MOSQUÉES/COVID-19

La Commission de la Fatwa appelle au respect strict des protocoles sanitaires

La Commission ministérielle de la fatwa a appelé à l'impérative coopération des fidèles des mosquées avec les imams et les organisateurs, en se conformant à leurs directives pour l'application stricte des protocoles sanitaires afin de mener à bien l'opération d'ouverture progressive des mosquées à partir de samedi prochain, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

"Dans le souci de préserver la sacralité des mosquées et leur éviter de devenir des foyers de contamination au covid-19", la Commission ministérielle de la fatwa appelle à la prise de toutes les précautions nécessaires lors de l'ouverture progressive des mosquées, plaidant pour la coopération des fidèles des mosquées avec les imams et les organisateurs, en se conformant à leurs directives pour atteindre l'objectif escompté, à savoir: l'ouverture totale des mosquées et le retour à la vie normale dans les plus brefs délais, note le communiqué.

Ladite commission a mis l'accent sur "le respect strict des mesures de sécurité pour éviter aux mosquées de se transformer en foyers de contamination au covid-19, sous peine de procéder à nouveau à la suspension des prières collectives", plaidant pour des opérations de sensibilisation en vue de préparer les fidèles et de mener à bien l'ouverture progressive des mosquées.

Rappelant les mesures sanitaires et préventives requises aux fidèles, la Commission a réaffirmé que les mosquées concernées par l'ouverture sont celles énoncées dans la dé-

cision d'ouverture progressive, car réunissant les conditions de prévention, outre la nécessité de respecter les horaires de confinement. La prière du vendredi demeurera suspendue jusqu'à ce que les conditions idoines à l'ouverture totale des mosquées soient réunies.

Les mosquées concernées seront ouvertes uniquement pour l'accomplissement de la prière, tout en maintenant les autres activités suspendues, à l'instar des cours religieux (dourous et halaqates), des bibliothèques, des écoles coraniques et autres, en procédant à la désinfection des mosquées de manière quotidienne, souligne la Commission qui a appelé, à cette occasion, les citoyens à faire don de matériaux de désinfection, de barettes et de tapis de prière à usage unique.

Pour rappel, le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, avait arrêté un dispositif sur l'ouverture "progressive et contrôlée" des mosquées, dans le "strict respect" des protocoles sanitaires liés à la prévention et à la protection contre la propagation de l'épidémie du Covid-19. "Dans une première étape et dans les 29 wilayas soumises au confinement partiel à domicile, ne seront concernées que les mosquées ayant une capacité supérieure à 1.000 fidèles et exclusivement pour les prières du Dohr, Asr, Maghreb et Icha et ce, à partir du samedi 15 août 2020 durant toutes les journées de la semaine, à l'exception du vendredi où seules les prières du Asr, Maghreb et Icha sont accomplies et ce, jusqu'à ce que toutes les conditions soient réunies pour l'ouver-

ture totale des mosquées et ce, dans une deuxième étape".

S'agissant des autres wilayas où le confinement partiel a été levé, "les mosquées ayant une capacité supérieure à 1.000 fidèles seront rouvertes à partir du samedi 15 août 2020 pour les cinq prières quotidiennes, durant toutes les journées de la semaine, à l'exception du vendredi où seules les prières du Asr, Maghreb et Icha sont accomplies".

Dans ce cadre, "un dispositif préventif d'accompagnement devra être mis en place par les parties en charge de l'organisation de cette opération, comprenant notamment, le maintien de l'interdiction d'accès aux femmes, aux enfants de moins de 15 ans et aux personnes vulnérables, le maintien de la fermeture des salles de prières, des mussalates et des écoles coraniques, le maintien de la fermeture des lieux d'ablution, le port obligatoire du masque de protection, l'utilisation de tapis de prière personnel, le respect de la distanciation physique entre les fidèles et l'aménagement de l'entrée et de la sortie selon un sens unique de circulation, pour éviter les croisements des fidèles".

"Les walis sont chargés de veiller au strict respect de ces mesures de prévention et de protection qui seront précisées, en tant que besoin, par un arrêté de wilaya et de procéder à des inspections inopinées pour s'assurer de l'observation du dispositif mis en place". "Demeure entendu que le non respect de ces mesures et en cas de signalement de contamination, la fermeture immédiate de la mosquée concernée sera prononcée".

OBSÈQUES DE GISÈLE HALIMI L'Algérie représentée par son ambassadeur en France

L'Ambassadeur d'Algérie en France, M. Salah Labdioui a représenté l'Algérie aux obsèques de Mme Gisèle Halimi qui ont eu lieu jeudi au cimetière du Père Lachaise à Paris, indique, samedi, le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Une foule nombreuse dont des personnalités politiques, des membres de la société civile, des avocats et des journalistes, a assisté à ces obsèques. "A cette occasion, M. Salah Labdioui a

renouvelé aux membres de la famille de Mme Gisèle Halimi les condoléances du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et rendu, en son nom, un vibrant hommage à la défunte", a précisé la même source. Avocate de renom, engagée dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie en défendant des membres du FLN, notamment la moudjahida Djamilia Bou-pacha, Gisèle Halimi est décédée le 28 juillet 2020 à l'âge de 93 ans.

SÉISME À MILA

"Relogement de 184 familles sinistrées dans une vingtaine de jours" (ministre de l'habitat)

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri a annoncé samedi, à Mila que 184 familles sinistrées suite au tremblement de terre qui a frappé la wilaya seront relogées "dans une vingtaine de jours dans la région de Ferdoua dans la commune de Sidi Merouane". "Des logements du programme de réalisation de 600 unités LPL (publics locatifs) à Ferdoua seront réservés pour reloger les familles affectées par le séisme et des instructions fermes ont été données aux responsables concernés pour urger les opérations de raccordement de ces unités aux réseaux d'électricité et du gaz", a précisé le ministre alors qu'il inspectait le chantier de ces logements en compagnie des ministres des Ressources en eau, Arezki Berkak et des Travaux publics Farouk Chiali.

"La circonstance est exceptionnelle et le relogement des familles sinistrées est une priorité", a encore ajouté M. Nasri, appelant les responsables concernés à déployer davantage d'efforts pour la prise en charge des citoyens affectés. Le ministre a aussi révélé que 118 aides

financières destinées aux propriétés aires de maisons classées par les experts dans la case orange et présentant des fissures suite au séisme ont été débloquées, exhortant les responsables de la Caisse nationale du logement (CNL) chargée de remettre ces aides d'accélérer l'opération d'indemnisation. Il a dans ce sens détaillé que la valeur de l'aide financière est octroyée en fonction des rapports des experts sur le degré des dommages des habitations.

M. Nasri, appelant à intensifier les efforts des uns et des autres "pour gérer cette crise et assurer une rentrée sociale confortable", a déclaré que 400 aides financières à l'habitat rural seront accordées aux familles affectées par ce séisme.

Avant son arrivée au site des 600 logements LPL de Sidi Merouane, la délégation ministérielle a inspecté le barrage Béni Haroun, dans la commune de Garem Gouga, à l'extrême Nord de la wilaya et observé une halte au quartier Kherba, un des sites les plus affectés par les deux secousses telluriques qui ont ébranlé vendredi Mila.

MDN

ALGÉRIE-SAHARA OCCIDENTAL

Covid-19: Acheminement d'une cargaison d'aides humanitaires au profit du peuple sahraoui (MDN)

Un avion militaire, chargé d'une cargaison d'aides humanitaires au profit du peuple sahraoui, a décollé, samedi, depuis la base aérienne de Boufarik à destination de la base aérienne de dé-
ploiement de Tindouf, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre de la poursuite des actions de solidarité entre l'Algérie et les pays frères et amis, notamment à l'ombre de l'actuelle situation sanitaire, à savoir la propagation du Coronavirus (COVID-

19), et en exécution des instructions de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, un avion militaire, chargé d'une cargaison d'aides humanitaires au profit du peuple sahraoui, a décollé, aujourd'hui matin le 08 août 2020, depuis la base aérienne de Boufarik à destination de la base aérienne de dé-
ploiement de Tindouf", précise la même source. Le communiqué indique que ces aides humanitaires, composées de (31) tonnes de den-

rées alimentaires et de matériels médicaux, fournies par le Croissant rouge algérien et la Direction centrale des services de santé militaire du ministère de la Défense nationale, constituent une opportunité à travers laquelle l'Algérie réitère sa détermination de consolider les liens de fraternité et d'amitié entre les deux peuples frères, et réaffirmer la disponibilité permanente de l'Armée nationale populaire à contribuer efficacement à ces actions huma-
nitaires".

